

ROYAUME DU MAROC



OFFICE DES CHANGES



*BALANCE DES
PAIEMENTS*

2006

La reproduction des informations contenues dans la présente publication est autorisée
sous réserve d'en mentionner expressément la source

Site Internet : www.oc.gov.ma

*LISTE DES PUBLICATIONS STATISTIQUES
DE L'OFFICE DES CHANGES*

-=-=-=-=-

- ✓ Balance des Paiements : Rapport annuel ;
- ✓ Position Financière Extérieure Globale ;
- ✓ Balance Commerciale : -édition provisoire ;
- édition définitive ;
- ✓ Balance des Règlements ;
- ✓ Annuaire du Commerce Extérieur ;
- ✓ Statistiques du Commerce Extérieur sur CD-ROM ;
- ✓ Balance des Paiements, édition trimestrielle ;
- ✓ Indicateurs Mensuels des Echanges Extérieurs.



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIERES



INDICATIONS METHODOLOGIQUES	11
METHODOLOGIE D'ETABLISSEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	12
MESURES DE LIBERALISATION DE LA REGLEMENTATION DES CHANGES ADOPTEES EN 2006	18
NOUVELLES DISPOSITIONS REGISSANT L'ETABLISSEMENT DES STATISTIQUES DES ECHANGES EXTERIEURS	20
Balance des paiements 2006, présentation nationale	21
Balance des paiements 2006, présentation type de la 5 ^{ème} édition du manuel du FMI	22
PRESENTATION DES RESULTATS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	23
Conjoncture internationale et nationale	24
Résultats de la Balance des Paiements	28
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	30
A/- LES BIENS	31
1) Marchandises générales	32
2) Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	32
3) Achats de biens dans les ports (avitaillement)	32
B/- LES SERVICES	32
1) Les transports	33
2) Les voyages	35
3) Les services de communication	35
4) Les services d'assurance	35
5) Les redevances et droits de licence	36
6) Les autres services aux entreprises	36
7) Les services fournis ou reçus par les administrations publiques	37
C/- LES REVENUS	38
1) Les revenus des investissements privés	38
2) Les revenus des investissements publics	39
D/- LES TRANSFERTS COURANTS	39
1) Les transferts courants privés	40
2) Les transferts courants publics	40
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	42
A/- LE COMPTE DE CAPITAL	42
B/- LE COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	43
1) Les opérations financières du secteur privé	43
a) Crédits commerciaux	44
b) Investissements et prêts privés étrangers	44
1) Les recettes	44
2) Les dépenses	44
c) Investissements et prêts privés marocains à l'étranger	44
d) Monnaie fiduciaire et dépôts	45
2) Les opérations financières du secteur public	45
ECART STATISTIQUE	46
SOLDE FINAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS	46

RESULTATS DE LA BALANCE COMMERCIALE	48
PRESENTATION GENERALE DES RESULTATS DES TRANSACTIONS	
SUR MARCHANDISES	49
A/- DONNEES GENERALES SUR LES TRANSACTIONS COMMERCIALES	49
1) Importations	50
2) Exportations	50
3) Solde de la balance commerciale	50
B/- PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR	50
1) Taux de couverture	50
2) Taux d'ouverture	50
3) Taux d'exportation	50
4) Taux de pénétration	51
5) Taux de dépendance	51
IMPORTATIONS	52
A/- STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION	53
1) Alimentation, boissons et tabac	53
2) Energie et lubrifiants	53
3) Produits bruts	54
4) Demi-produits	54
5) Biens d'équipement	55
6) Produits finis de consommation	56
B/- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS	57
C/- IMPORTATIONS EN ADMISSION TEMPORAIRE	
POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF	58
1) Importations en suite d'ATPA avec paiement	58
2) Importations en suite d'ATPA sans paiement	59
EXPORTATIONS	60
A/- STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION	61
1) Alimentation, boissons et tabac	61
2) Energie et lubrifiants	61
3) Produits bruts	62
4) Demi-produits	63
5) Biens d'équipement	63
6) Produits finis de consommation	64
B/- EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS	64
C/- REEXPORTATIONS EN SUITE D'ADMISSIONS TEMPORAIRES	
POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF	66
1) Réexportations en suite d'ATPA avec paiement	66
2) Réexportations en suite d'ATPA sans paiement	67
OPERATIONS DE VOYAGES	68
EVOLUTION DES FLUX TOURISTIQUES	69
BALANCE VOYAGES	70
A/- LES RECETTES	71
Répartition des recettes Voyages par pays	72
B/- LES DEPENSES	72
1) Répartition des dépenses voyages par nature d'opération	73
2) Ventilation des dépenses voyages par mode de règlement	74
a) Les dépenses en billets de banque	74
b) Les dépenses en virements	75
LES OPERATIONS DE VOYAGE DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS	76
1) Evolution des dépenses par rapport aux recettes	76
2) Evolution de la part des recettes voyages dans les recettes courantes	77
3) Evolution de la part des dépenses voyages dans les dépenses courantes	77

LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES	78
LES RECETTES	79
A/- LES RECETTES MRE	80
1) Evolution des recettes MRE	80
2) Répartition des recettes MRE par pays de provenance	81
B/- LES RECETTES DES TRANSFERTS SOCIAUX	81
LES DEPENSES	82
EXCEDENT DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES	83
LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS	83
1) transferts courants privés et exportations de marchandises	83
2) transferts courants privés et exportations de services	84
3) transferts courants privés et recettes courantes	84
4) transferts courants privés et produit intérieur brut	85
INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS	86
RECETTES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS	87
1) Répartition par mode de financement	87
2) Répartition par nature d'opération	88
3) Répartition par pays de provenance	89
4) Répartition par secteur d'activité	91
5) Recettes des investissements et prêts privés étrangers et solde du compte courant	92
6) Investissements et prêts privés étrangers et formation brute de capital fixe	93
DEPENSES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS	95
1) Répartition par nature d'opération	95
2) Répartition par pays de provenance	95
3) Répartition par secteur d'activité	97
4) Recettes nettes au titre des investissements et prêts privés étrangers	97
5) Dépenses au titre de la réalisation d'investissements marocains à l'étranger	98
OPERATIONS DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE	100
LES OPERATIONS FINANCIERES DU SECTEUR PUBLIC	101
A/- LES FINANCEMENTS EXTERIEURS MOBILISES PAR LE SECTEUR PUBLIC	101
1) Evolution globale	101
2) Répartition des financements extérieurs par groupe de bailleurs de fonds	102
3) Evolution des financements extérieurs mobilisés auprès des principaux pays ou organismes bailleurs de fonds	103
a) Financements mobilisés auprès de la Banque Africaine de Développement	103
b) Financements mobilisés auprès de la Banque Européenne d'Investissement	104
c) Concours mobilisés auprès de la France	104
d) Financements mobilisés auprès des banques commerciales internationales	104
e) Tirages effectués auprès de la BIRD	104
B/- LES REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL	104
1) Evolution globale	104
2) Répartition des remboursements par groupe de créanciers	105
C/- BALANCE TIRAGES-REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL	106
EVOLUTION DE LA CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE	106
1) Evolution de la charge globale de la dette extérieure publique	106
2) Répartition de la charge globale de la dette par groupe de bailleurs de fonds	107
3) Flux net par groupe de bailleurs de fonds	109

INDEX DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES



Balance des Paiements, année 2006 (Présentation Nationale)	21
Balance des Paiements, année 2006 (Présentation de la 5 ^{ème} édition du Manuel du FMI)	22
PRESENTATION DES RESULTATS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS —	23
Soldes de la Balance des Paiements (2002-2006)	28
Soldes des postes de la Balance des Paiements (2002-2006)	29
Evolution des transactions courantes (graphique)	30
Evolution des recettes courantes	30
Evolution des dépenses courantes	31
Résultats des transactions sur marchandises	31
Evolution des transactions sur marchandises (graphique)	31
Opérations sur services	33
Résultats des échanges de services (graphique)	33
Ventilation par mode des opérations de transports	34
Ventilation par nature des opérations de transports	34
Balance voyages	35
Balance des opérations d'assurance	36
Dépenses au titre des redevances et droits de licence	36
Recettes au titre des autres services aux entreprises	37
Dépenses au titre des autres services aux entreprises	37
Revenus des investissements privés	38
Revenus des investissements et emprunts publics	39
Excédents des transferts courants	40
Transferts courants privés	40
Transferts courants publics	41
Solde du compte courant de la balance des paiements par rapport au PIB	41
Evolution du solde du compte de capital et d'opérations financières	42
Solde du compte de capital et d'opérations financières	42
Compte de capital et d'opérations financières (graphique)	43
Avoirs extérieurs	46
RESULTATS DE LA BALANCE COMMERCIALE	48
Balance commerciale 2002-2006	49
Balance commerciale 2002-2006 (Graphique)	49
Evolution du déficit commercial 2002-2006 (Graphique)	50
Evolution du PIB et des échanges commerciaux 1998-2006	51
Evolution des ratios du commerce extérieur	51
Evolution des ratios du commerce extérieur (graphique)	51
Importations par groupement d'utilisation (tableau)	52
Importations par groupement d'utilisation (Graphique)	52
Importations de produits alimentaires	53
Importations de produits énergétiques	54
Importations de produits bruts	54
Importations de demi-produits	55
Importations de biens d'équipement	56
Importations de biens de consommation	56
Importations par principaux produits	57
Part des dix premiers produits à l'importation (graphique)	58

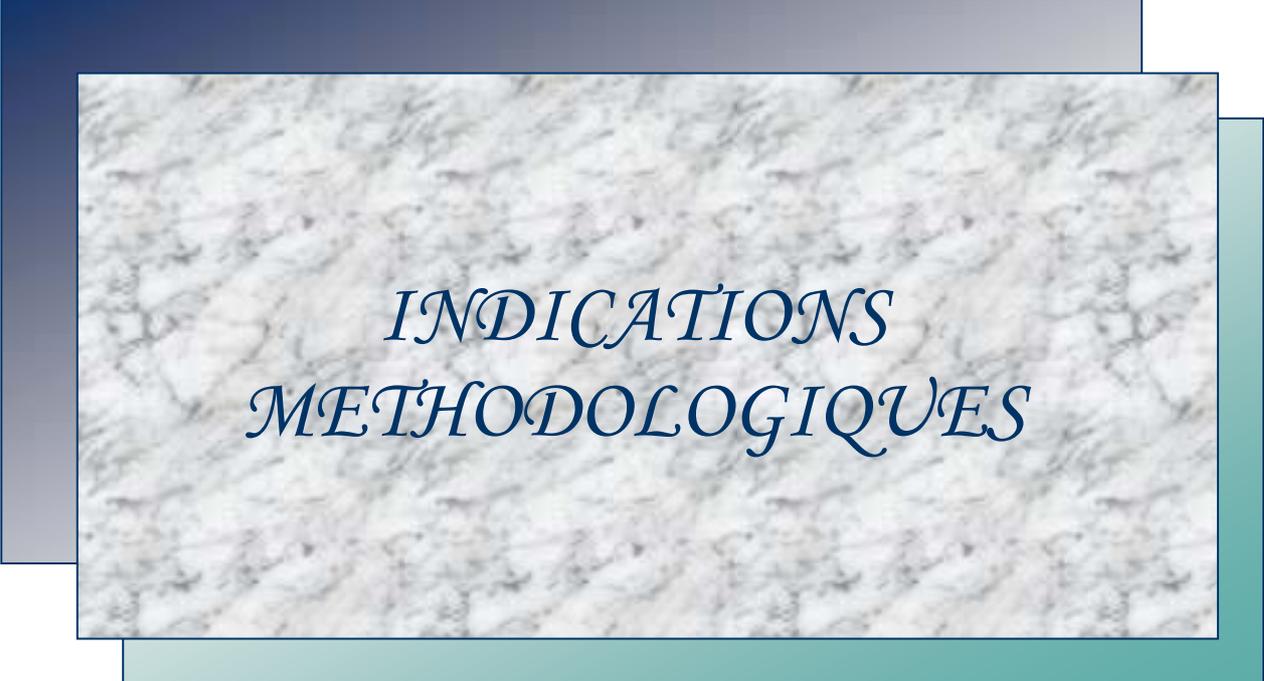
Importations en ATPA	58
Importations en suite d'ATPA-AP ventilées par groupement d'utilisation	59
Importations en suite d'ATPA-SP ventilées par principaux produits	59
Exportations par groupement d'utilisation	60
Exportations par groupement d'utilisation (graphique)	60
Exportations de produits alimentaires	61
Exportations de produits énergétiques	61
Exportations de produits bruts	62
Exportations de demi-produits	63
Exportations de produits finis d'équipement	63
Exportations de produits finis de consommation	64
Part des dix premiers produits dans les exportations totales (graphique)	64
Part des trois premiers groupes de produits dans les exportations totales (graphique)	65
Exportations par principaux produits	65
Part des ATPA dans les exportations	66
Réexportations en suite d'ATPA-AP ventilées par groupement d'utilisation	66
Réexportations en suite d'ATPA-SP ventilées par principaux produits	67
OPERATIONS DE VOYAGES	68
Evolution du nombre de touristes (2002-2006)	69
Evolution du nombre de touristes (2002-2006) (graphique)	70
Balance voyages	70
Evolution de l'excédent des opérations de voyages	71
Evolution de l'excédent des opérations de voyages (graphique)	71
Evolution des recettes voyages 2002-2006	71
Evolution des recettes voyages 2002-2006 (graphique)	71
Recettes voyages par pays	72
Evolution des dépenses voyages 2002-2006	72
Evolution des dépenses voyages 2002-2006 (graphique)	73
Répartition des dépenses voyages par nature d'opération	73
Répartition des dépenses voyages par nature d'opération (graphique)	74
Ventilation des dépenses Voyages par nature d'opération et mode de règlement	74
Ventilation par devise des dépenses voyages en billets de banque	75
Ventilation des dépenses voyages en billets de banque par nature de voyage	75
Ventilation des virements par nature de voyages	76
Evolution des dépenses par rapport aux recettes	76
Ratio des dépenses voyages par rapport aux recettes (graphique)	76
Evolution de la part des recettes voyages dans les recettes courantes	77
Evolution de la part des dépenses voyages dans les dépenses courantes	77
LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES	78
Recettes au titre des transferts courants privés (2002-2006)	79
Evolution des recettes des transferts courants privés (graphique)	80
Part des transferts courants privés dans les recettes courantes (graphique)	80
Evolution des recettes MRE	80
Recettes MRE par pays de provenance	81
Evolution des recettes au titre des transferts sociaux	81
Evolution des recettes au titre des transferts sociaux (graphique)	82
Ventilation des recettes au titre des transferts sociaux par pays	82
Evolution de l'excédent au titre des transferts courants privés (2002-2006)	83
Transferts courants privés par rapport aux exportations de biens	84
Transferts courants privés par rapport aux exportations de services	84
Transferts courants privés par rapport aux recettes courantes	84
Transferts courants privés par rapport au PIB	85

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS	86
Investissements et prêts privés étrangers par mode de financement	88
Investissements et prêts privés étrangers par mode de financement (graphique)	88
Investissements et prêts privés étrangers par nature d'opération	89
Investissements et prêts privés étrangers par nature d'opération (graphique)	89
Investissements et prêts privés étrangers par pays et organisme financier	90
Investissements et prêts privés étrangers par secteur d'activité	92
Recettes des investissements étrangers et solde du compte courant	92
Recettes des investissements étrangers et FBCF	93
Investissements directs étrangers au Maroc par secteur d'activité	93
Investissements directs étrangers au Maroc par pays de provenance	94
Dépenses au titre des investissements et prêts privés étrangers	95
Dépenses au titre des investissements étrangers par pays et organisme financier	96
Dépenses au titre des investissements étrangers par secteur d'activité	97
Recettes nettes au titre des investissements et prêts privés étrangers	98
Evolution des recettes brutes et nettes des investissements étrangers (graphique)	98
Dépenses au titre des investissements marocains à l'étranger	98
Dépenses au titre des investissements directs étrangers par pays et organisme financier	99
Dépenses au titre des investissements directs étrangers par secteur d'activité	99
OPERATIONS DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE	100
Evolution des financements extérieurs mobilisés par le secteur public	101
Evolution des financements extérieurs mobilisés par le secteur public (Graphique)	102
Répartition des financements extérieurs par groupe de bailleurs de fonds	102
Evolution des tirages par groupe de créanciers (2004-2006) (Graphique)	103
Répartition des tirages par groupe de créanciers (2005-2006) (Graphique)	103
Remboursements en principal	104
Répartition des remboursements en principal par groupe de créanciers	105
Balance tirages-remboursements en principal	106
Evolution de la charge globale de la dette extérieure publique par rapport aux recettes des biens et services et aux recettes courantes (2002-2006)	107
Evolution du ratio de la charge globale de la dette extérieure publique par rapport aux recettes des biens et services et par rapport aux recettes courantes (graphique)	107
Répartition de la charge de la dette extérieure publique par groupe de bailleurs de fonds (2004-2006)	108
Ventilation de la charge de la dette extérieure publique en principal et intérêts par groupe de créanciers (graphique)	108
Balance tirages-charge globale de la dette extérieure publique	109

ANNEXES



BALANCES DES PAIEMENTS 2001-2005	111
Balance des paiements année 2001 (présentation nationale)	112
Balance des paiements année 2001 (présentation type de la 5 ^{ème} édition)	113
Balance des paiements année 2002 (présentation nationale)	114
Balance des paiements année 2002 (présentation type de la 5 ^{ème} édition)	115
Balance des paiements année 2003 (présentation nationale)	116
Balance des paiements année 2003 (présentation type de la 5 ^{ème} édition)	117
Balance des paiements année 2004 (présentation nationale)	118
Balance des paiements année 2004 (présentation type de la 5 ^{ème} édition)	119
Balance des paiements année 2005 (présentation nationale)	120
Balance des paiements année 2005 (présentation type de la 5 ^{ème} édition)	121
TABLEAUX DU COMMERCE EXTERIEUR 2005-2006	122
Importations par produits remarquables (2005-2006)	123
Exportations par produits remarquables (2005-2006)	127
Importations par pays (2005-2006)	130
Exportations par pays (2005-2006)	133
Loi n°19-06 relative aux déclarations statistiques aux fins d'élaboration des données des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale du Maroc	136



*INDICATIONS
METHODOLOGIQUES*

METHODOLOGIE D'ETABLISSEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

-=-=-=-=-

La balance des paiements est un état statistique qui enregistre selon une classification déterminée, l'ensemble des flux économiques et financiers intervenus pendant une période donnée entre résidents et non-résidents d'une économie.

Le Maroc, à l'instar des autres pays membres du FMI, établit la balance des paiements selon la méthodologie du Manuel édité par cette institution, lequel est régulièrement mis à jour en vue d'appréhender dans la balance des paiements l'ensemble des transactions internationales.

A compter de l'année 1995 et dans le cadre des efforts déployés par l'Office des Changes en vue d'adapter le dispositif d'établissement des statistiques des échanges extérieurs aux nouvelles normes internationales en vigueur, la balance des paiements est établie, depuis cette date, selon les recommandations de la cinquième édition du Manuel du FMI, publiée en 1993.

Les objectifs recherchés à travers cette nouvelle édition sont principalement les suivants :

- l'élargissement du cadre conceptuel de la balance des paiements pour une meilleure appréhension de l'ensemble des transactions d'une économie avec le reste du monde ;
- l'harmonisation du système d'établissement de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale avec le système de la comptabilité nationale ;
- la prise en compte des innovations financières et des nouveaux instruments financiers apparus depuis la publication de la quatrième édition en 1977 ;
- l'affirmation de la position financière extérieure globale en tant que partie essentielle des comptes extérieurs d'une économie.

Les améliorations apportées par la cinquième édition ont trait notamment à l'architecture de la balance des paiements avec l'intégration de nouvelles données et la désagrégation de certains postes pour faire apparaître des données plus détaillées, particulièrement au niveau des services et des opérations financières. Les concepts (résidence, économie déclarante, etc...), les modes d'évaluation et la chronologie n'ont pas subi de modifications majeures.

Hormis ces innovations relatives à son architecture, la **balance marocaine des paiements** continue encore à conserver ses principales caractéristiques, à savoir :

- c'est une **balance de transactions**, puisqu'en dépit de son appellation, la balance des paiements n'enregistre pas exclusivement les règlements entre résidents et non-résidents d'une économie mais également l'ensemble des transactions intervenues entre ces derniers qu'il y ait ou non règlement, ou encore que ce règlement soit différé d'une période à l'autre ;

- la balance des paiements est établie selon **le principe de la partie double**, en ce sens que chaque transaction donne lieu à deux inscriptions du même montant mais en sens opposés. Pour mieux appréhender ce principe, il y a lieu de préciser que la **présentation nationale** de la balance des paiements est scindée en deux parties : la **balance de base**, laquelle enregistre l'ensemble des transactions et la **partie monétaire** qui regroupe les règlements afférents à ces transactions. Les deux parties dégagent conjointement **un solde nul, compte tenu de l'écart statistique** qui est repris dans la balance des paiements pour parvenir à l'équilibre des deux parties. Les indications relatives à la partie monétaire apparaissent dans la situation des avoirs extérieurs du système bancaire et de l'Institut d'émission établie par cet Institut.

Par contre, la présentation de la balance des paiements selon les composantes-types prévues par la cinquième édition du Manuel du FMI comporte une rubrique sur la variation des avoirs extérieurs, faisant partie du compte des opérations financières, laquelle rubrique enregistre en sens opposé cette variation. Ainsi, la balance des paiements dégage **un solde nul compte tenu également de l'écart statistique**.

Il convient de préciser par ailleurs, que lorsqu'une transaction ne fait pas l'objet de règlement, sa contrepartie est **inscrite dans la balance de base**. Il s'agit en l'occurrence des règlements différés, des dons de marchandises, de l'assistance technique à titre gratuit, des investissements financés par conversion de dettes, etc.

Les **informations nécessaires** à l'établissement de la balance des paiements sont puisées principalement des comptes rendus bancaires établis à l'occasion de chaque opération d'achat ou de vente de devises et des déclarations douanières tant à l'importation qu'à l'exportation. Ces données sont complétées par des informations collectées directement auprès de différents organismes publics et privés.

En matière de publication de la balance des paiements, l'Office des Changes publie, outre la présentation nationale habituellement diffusée, une présentation établie selon les composantes-types prévues par la cinquième édition du Manuel du FMI.

CLASSIFICATION GENERALE DES COMPTES

==--==

La balance des paiements, présentée selon les recommandations de la cinquième édition du Manuel du FMI comporte deux parties : le compte des transactions courantes et le compte de capital et d'opérations financières.

LE COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Ce compte regroupe toutes les transactions portant sur des valeurs économiques, autres que les actifs financiers, ainsi que les transferts sans contrepartie. Il est scindé en quatre rubriques : les biens, les services, les revenus et les transferts courants.

LES BIENS

Cette rubrique reprend **toutes les transactions sur marchandises entre le Maroc et l'étranger qu'il y ait ou non transfert de propriété**. Ainsi, trois lignes sont prévues : les marchandises générales, les biens importés sans paiement et réexportés après transformation et les achats de biens dans les ports marocains (avitaillement).

La rubrique "**marchandises générales**" retrace les mouvements de biens déterminés à partir des déclarations douanières conformément aux méthodes en usage au plan international. Les importations et les exportations sont évaluées FOB dans la balance des paiements alors que dans les statistiques du commerce extérieur, les importations sont évaluées CAF et les exportations FOB. Le passage de la valeur CAF des importations à leur valeur FOB s'effectue sur la base d'un coefficient moyen déterminé à partir des résultats d'une enquête réalisée à ce titre. Ce coefficient est actuellement de 8%.

Il est à préciser par ailleurs, que les transactions commerciales sont enregistrées au moment du passage en douane des marchandises, sans tenir compte du paiement ou non de celles-ci. Ainsi, les importations incluent aussi bien les dons que les achats donnant lieu à règlement immédiat ou ceux pour lesquels des facilités de paiement sont prévues dont les biens d'équipement acquis au moyen de crédits-bails. Elles sont constituées des entrées de marchandises dans le territoire assujetti et en zone franche d'exportation en provenance de l'étranger.

Les exportations comprennent les marchandises expédiées du territoire assujetti et de la zone franche d'exportation vers l'étranger, à l'exception entre autres, des biens destinés à être réparés et des opérations de transit.

La rubrique des **biens importés sans paiement et réexportés après transformation** recouvre les transactions effectuées dans le cadre du régime douanier de l'admission temporaire pour perfectionnement actif sans paiement. Elles sont dites sans paiement du fait qu'elles ne font pas l'objet de règlement au profit du fournisseur étranger qui en reste le propriétaire. Ces opérations sont enregistrées sur une base brute avant et après transformation.

Enfin, la rubrique "**achats de biens dans les ports**" reprend en recettes les approvisionnements des navires étrangers en escale dans les ports marocains et en dépenses, les achats dans les ports marocains par les navires battant pavillon national, de marchandises étrangères.

LES SERVICES

Dans la nouvelle présentation de la balance des paiements, les services ont fait l'objet d'une classification plus désagrégée eu égard au développement des échanges internationaux de services. Les modifications intervenues au niveau de cette rubrique concernent, d'une part, les recettes des travaux à façon exclues désormais des services et reprises parmi les transactions sur marchandises et d'autre part, les revenus des investissements repris dorénavant dans la rubrique des Revenus.

Ainsi, les transactions portant sur les services sont regroupées dans les postes suivants : transports, voyages, services de communication, services d'assurance, redevances et droits de licence, Autres services aux entreprises et services fournis ou reçus par les Administrations publiques non compris ailleurs.

1°/- Les transports

Ce poste enregistre en recettes et en dépenses, l'ensemble des règlements intervenus au titre des services de transport de marchandises et de passagers par voies maritime, aérienne ou terrestre. Il enregistre également toutes les dépenses afférentes à l'avitaillement, aux droits portuaires et aéroportuaires, aux réparations et entretiens, etc.

2°/- Les voyages

Ce poste reprend les recettes voyages qui correspondent aux biens et services fournis par l'économie marocaine aux voyageurs non-résidents à l'occasion essentiellement des voyages touristiques et à recenser en dépenses, les services fournis par les économies étrangères aux voyageurs résidents au titre des voyages touristiques, stages et missions, études, pèlerinage, Omra, voyages d'affaires et soins médicaux, etc.

3°/- Les services de communication

Ces services reprennent les recettes et les dépenses au titre des services de télécommunications, des messageries et autres services de la poste.

4°/- Les services d'assurance

Ce poste enregistre les règlements au titre des opérations d'assurance, qu'il s'agisse d'assurances sur marchandises ou autres (assurances, réassurances, indemnisations, etc...).

5°/- Les redevances et droits de licence

Ce poste recouvre les flux relatifs à l'utilisation d'actifs incorporels non financiers non produits et des droits de propriété. Il s'agit des revenus de la propriété intellectuelle dont en particulier la location de brevets, les redevances cinématographiques et celles se rapportant à la radio et télévision.

6°/- Les Autres services aux entreprises

Sont inscrites dans ce poste en dépenses, les diverses prestations de services fournies par les non-résidents aux entreprises résidentes et non classées ailleurs. Il s'agit des opérations d'assistance technique privée, des transactions de services liées au commerce international telles que les commissions de représentation, les frais de fonctionnement des délégations commerciales implantées à l'étranger, les frais bancaires, les frais de publicité, les frais engagés à l'étranger par les exportateurs de biens ou de services et réglés à partir de leurs comptes en dirhams convertibles pour la promotion des exportations (CCP-EX). En recettes, ce poste enregistre principalement les frais de fonctionnement des délégations commerciales étrangères implantées au Maroc et les services divers.

7°/- Les services fournis ou reçus par les Administrations publiques NCA

Ce poste retrace les transactions effectuées par les Administrations publiques portant sur des services non recensés ailleurs. Parmi ces transactions, figurent celles relatives aux représentations diplomatiques et aux institutions gouvernementales étrangères établies au Maroc. Les recettes comprennent également les différentes redevances versées à l'Administration marocaine.

LES REVENUS

Cette rubrique reprend, d'une part, les revenus des investissements et prêts privés y compris les revenus réinvestis au Maroc et d'autre part, le service de la dette extérieure publique. Ils enregistrent également les revenus générés par le placement des réserves de change de Bank Al Maghrib.

LES TRANSFERTS COURANTS

Ce poste enregistre en recettes essentiellement les rapatriements effectués par les Marocains résidant à l'étranger (MRE) et les transferts sans contrepartie, reçus par le secteur public. En dépenses, il enregistre principalement les transferts effectués par les résidents étrangers au titre des économies sur revenus, les cotisations aux caisses étrangères de retraite ou de prévoyance sociale.

LE COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Il se compose du compte de capital et du compte d'opérations financières.

LE COMPTE DE CAPITAL

Ce compte reprend les opérations en capital ainsi que les transactions sur les actifs non financiers non produits. Les opérations en capital portent principalement sur les transferts des migrants et les remises de dettes. Quant aux transactions sur les actifs non financiers non produits, elles recouvrent les avoirs incorporels (brevets, marques, droits de bail, etc.) et avoirs corporels tels les terrains.

Pour la présentation marocaine, il s'agit uniquement des opérations en capital : transferts effectués par les migrants au titre des départs définitifs et les remises de dettes au profit du secteur public.

LE COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES

Ce compte enregistre les opérations d'investissements directs y compris les bénéficiaires réinvestis, les investissements de portefeuille (titres de participation, titres de créance et instruments du marché monétaire) et les autres investissements (crédits commerciaux et prêts à court et long termes).

Aux fins de se conformer à la 5^{ème} édition du Manuel du FMI, selon laquelle les prêts entre entreprises apparentées doivent être considérés comme étant des investissements directs, la répartition des investissements et prêts privés étrangers, par nature d'opération, a été revue dans ce sens. Ainsi, les investissements directs comprennent outre les opérations d'investissement proprement dites (prises de participation dans le capital d'entreprises, supérieures à 10%), les avances en comptes courants d'associés et les prêts privés contractés par les sociétés marocaines auprès de leurs maisons mères.

Dans la présentation nationale de la balance des paiements, le compte d'opérations financières distingue entre les opérations du secteur privé (crédits commerciaux, investissements et prêts privés) et celles du secteur public (tirages et remboursements en principal de la dette extérieure publique, opérations avec le FMI) et enregistre enfin la variation des engagements extérieurs qui concerne en particulier les disponibilités des comptes en dirhams convertibles, tenus au nom des étrangers ou des marocains résidant à l'étranger et des comptes convertibles à terme.

Par contre, la présentation de la balance des paiements selon les composantes-types prévues par la cinquième édition du Manuel du FMI répartit les opérations financières en quatre catégories : les investissements directs, les investissements de portefeuille, les autres investissements et la variation des avoirs de réserve. Cette variation est inscrite **en sens opposé** pour préserver l'équilibre de la balance des paiements : une variation négative correspond à un accroissement desdits avoirs et inversement.

Est prévue enfin une rubrique intitulée "Ecart Statistique", destinée selon les recommandations du Manuel, à équilibrer la balance des paiements.

*MESURES DE LIBERALISATION DE LA
REGLEMENTATION DES CHANGES
ADOPTÉES EN 2006*



• **Circulaire n° 1710 du 19 Juillet 2006**

Libéralisation des prestations de services fournies aux opérateurs résidents du secteur des centres d'appels : location de lignes spécialisées ou de segments satellitaires, consommations au titre de l'utilisation de lignes téléphoniques étrangères, abonnements souscrits auprès d'opérateurs étrangers de télécommunications, etc.

• **Circulaire n° 1711 du 1er Août 2006**

Libéralisation des cautions émises en faveur des banques étrangères qui accordent des crédits à moyen ou long terme à leurs clients, personnes physiques étrangères non-résidentes, pour l'acquisition d'un bien immeuble au Maroc et ce, dans la limite de 70% de la valeur du bien à acquérir. Cette circulaire reprend également les dispositions relatives à l'octroi de crédits en dirhams aux personnes physiques étrangères non-résidentes objet de la circulaire n° 1691 du 3 Décembre 2002.

• **Circulaire n° 1712 du 15 Août 2006**

Libéralisation de l'émission ou de l'acceptation des cautions suivantes :

- *cautions en substitution d'une retenue de garantie correspondant à la part payable en devises dans le cadre d'un marché public ou privé, attribué à un non-résident.*
- *cautions garantissant le règlement des opérations relatives au transport international.*
- *cautions à émettre dans le cadre de marchés de travaux, de fourniture de biens et/ou de prestations de services financés par un bailleur de fonds étranger.*

• **Circulaire n° 1713 du 5 Septembre 2006**

Mesures de libéralisation relatives à diverses opérations courantes dont notamment les règlements des différentiels de coulage inhérents à l'importation des produits pétroliers et dérivés, les règlements des importations par une tierce personne aux lieu et place de l'importateur initial, les transferts pour l'acquisition, à titre définitif, des droits de licence de fabrication et l'octroi par les banques intermédiaires agréés de devises billets de banque au profit de personnes physiques non-résidentes prestataires d'assistance technique ponctuelle en faveur d'entités publiques et qui ont été préalablement rémunérées en dirhams, etc.

- Instruction n° 13 du 1^{er} Décembre 2006

*M*ise en place d'un nouveau cadre réglementaire pour les opérations de change manuel. Ce nouveau cadre se caractérise principalement par la création de bureaux de change dédiés exclusivement à l'activité de change manuel, l'autorisation des sociétés d'intermédiation en matière de transfert de fonds à exercer l'activité de change manuel parallèlement à l'exercice de l'activité de transfert de fonds et la redéfinition du système des sous délégations en matière de change manuel en limitant l'exercice de cette activité aux établissements liés au secteur touristique.

NOUVELLES DISPOSITIONS REGISSANT L'ETABLISSEMENT DES STATISTIQUES DES ECHANGES EXTERIEURS

-==--==--

• Instruction 05 du 1er novembre 2006

Publication d'une nouvelle version de l'Instruction 05, relative à l'établissement de la balance des paiements. Cette nouvelle Instruction se caractérise par l'introduction de nouveaux réaménagements, la mise à jour du code répertoire des différentes transactions de change et l'adoption d'une nouvelle configuration des formules bancaires et des états périodiques à transmettre à l'Office des changes.

• Loi n° 19-06 relative aux déclarations statistiques

Promulgation par Dahir n°1-07-51 du 17 avril 2007 - Bulletin Officiel n° 5521 du 30 avril 2007 de la **loi n° 19-06**, relative aux déclarations statistiques aux fins d'élaboration des données des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale du Maroc. Cette loi jointe en annexe vise à :

- habiliter l'Office des Changes à élaborer et à diffuser les données des échanges extérieurs et à dissocier la mission statistique de celle du contrôle des changes ;
- inciter le système bancaire à établir de manière fiable, les informations relatives aux opérations réalisées avec l'étranger et à transmettre les comptes rendus y afférents dans les délais requis ;
- soumettre à déclaration les opérations qui ne font l'objet ni de déclaration douanière, ni de compte rendu de règlement établi par le système bancaire ;
- étendre l'obligation déclarative aux banques offshore et aux opérateurs des zones franches d'exportation exclus du champ du contrôle des changes ;
- habiliter l'Office des Changes à effectuer des enquêtes, à caractère statistique, pour collecter certaines informations directement auprès des entités concernées ;
- préserver le caractère confidentiel des renseignements individuels collectés par l'Office des Changes à des fins statistiques.

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2006****PRESENTATION NATIONALE**

Millions de dirhams

	RECETTES	DEPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>254 504,3</u>	<u>242 080,8</u>	<u>+12 423,5</u>
BIENS	<u>104 854,5</u>	<u>190 506,8</u>	<u>-85 652,3</u>
Marchandises générales	69 517,1	170 194,0	-100 676,9
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	34 154,2	20 219,8	+13 934,4
Achats de biens dans les ports	1 183,2	93,0	+1 090,2
SERVICES	<u>86 009,2</u>	<u>39 238,9</u>	<u>+46 770,3</u>
Transports	13 106,6	15 391,5	-2 284,9
Voyages	52 485,8	6 065,8	+46 420,0
Services de communication	3 393,0	560,4	+2 832,6
Services d'assurance	671,3	819,6	-148,3
Redevances et droits de licence	26,4	432,0	-405,6
Autres services aux entreprises	11 742,6	7 984,0	+3 758,6
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	4 583,5	7 985,6	-3 402,1
REVENUS	<u>6 577,4</u>	<u>10 780,3</u>	<u>-4 202,9</u>
Revenus des investissements privés	634,7	6 487,0	-5 852,3
Revenus des investissements et des emprunts publics	5 942,7	4 293,3	+1 649,4
TRANSFERTS COURANTS	<u>57 063,2</u>	<u>1 554,8</u>	<u>+55 508,4</u>
Publics	2 861,1	554,7	+2 306,4
Privés	54 202,1	1 000,1	+53 202,0
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIÈRES	<u>56 588,2</u>	<u>40 891,2</u>	<u>+15 697,0</u>
CAPITAL	-	<u>25,7</u>	<u>-25,7</u>
Transferts des migrants	-	25,7	-25,7
OPERATIONS FINANCIERES	<u>56 588,2</u>	<u>40 865,5</u>	<u>+15 722,7</u>
SECTEUR PRIVE	<u>40 519,6</u>	<u>26 562,7</u>	<u>+13 956,9</u>
Crédits commerciaux	10 202,2	6 648,0	+3 554,2
Prêts et investissements étrangers au Maroc	29 954,4	15 522,5	+14 431,9
Prêts et investissements marocains à l'étranger	363,0	4 249,6	-3 886,6
Monnaie fiduciaire et dépôts	-	142,6	-142,6
SECTEUR PUBLIC	<u>16 068,6</u>	<u>14 302,8</u>	<u>+1 765,8</u>
Prêts	16 068,6	14 302,8	+1 765,8
C- ECART STATISTIQUE	-	<u>4 485,5</u>	<u>-4 485,5</u>
TOTAL	<u>311 092,5</u>	<u>287 457,5</u>	<u>+23 635,0</u>

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2006****PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL**

Millions de dirhams

	CREDIT	DEBIT	SOLDE
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	254 504,3	242 080,8	+12 423,5
BIENS	104 854,5	190 506,8	-85 652,3
Marchandises générales	69 517,1	170 194,0	-100 676,9
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	34 154,2	20 219,8	+13 934,4
Achats de biens dans les ports	1 183,2	93,0	+1 090,2
SERVICES	86 009,2	39 238,9	+46 770,3
Transports	13 106,6	15 391,5	-2 284,9
<i>Transports maritimes</i>	4 455,2	10 511,5	-6 056,3
<i>Transports aériens</i>	7 835,5	4 091,8	+3 743,7
<i>Autres transports</i>	815,9	788,2	+27,7
Voyages	52 485,8	6 065,8	+46 420,0
<i>Voyages à titre professionnel</i>	-	870,4	-870,4
<i>Voyages à titre personnel</i>	52 485,8	5 195,4	+47 290,4
Services de communication	3 393,0	560,4	+2 832,6
Services d'assurance	671,3	819,6	-148,3
Redevances et droits de licence	26,4	432,0	-405,6
Autres services aux entreprises	11 742,6	7 984,0	+3 758,6
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	4 583,5	7 985,6	-3 402,1
REVENUS	6 577,4	10 780,3	-4 202,9
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>Administrations</i>	182,8	2 579,3	-2 396,5
<i>Autorités monétaires</i>	5 759,9	-	+5 759,9
<i>Banques</i>	-	107,9	-107,9
<i>Autres secteurs</i>	634,7	8 093,1	-7 458,4
TRANSFERTS COURANTS	57 063,2	1 554,8	+55 508,4
Publics	2 861,1	554,7	+2 306,4
Privés	54 202,1	1 000,1	+53 202,0
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	56 588,2	64 526,2	-7 938,0
CAPITAL	-	25,7	-25,7
Transferts des migrants	-	25,7	-25,7
OPERATIONS FINANCIERES	56 588,2	64 500,5	-7 912,3
Investissements directs	26 391,7	8 760,6	+17 631,1
- <i>A l'étranger</i>	321,5	4 234,7	-3 913,2
- <i>Dans l'économie nationale</i>	26 070,2	4 525,9	+21 544,3
Investissements de portefeuille	3 415,1	6 014,9	-2 599,8
- <i>Avoirs</i>	30,8	5,7	+25,1
- <i>Engagements</i>	3 384,3	6 009,2	-2 624,9
Autres investissements	26 781,4	26 090,0	+691,4
- Crédits commerciaux	10 202,2	6 648,0	+3 554,2
<i>Autres secteurs</i>	10 202,2	6 648,0	+3 554,2
- Prêts	16 579,2	19 299,4	-2 720,2
<i>Administrations</i>	6 390,5	9 788,4	-3 397,9
<i>Banques</i>	10,7	673,5	-662,8
<i>Autres secteurs</i>	10 178,0	8 837,5	+1 340,5
- Monnaie fiduciaire et dépôts	-	142,6	-142,6
<i>Banques</i>	-	142,6	-142,6
Avoirs de réserve	-	23 635,0	-23 635,0
C- ECART STATISTIQUE	-	4 485,5	-4 485,5
TOTAL	311 092,5	311 092,5	



*PRESENTATION DES
RESULTATS DE LA BALANCE
DES PAIEMENTS*

CONJONCTURE INTERNATIONALE ET NATIONALE



L'économie mondiale a enregistré au cours de l'année 2006 une amélioration du rythme d'accroissement de l'activité par rapport à l'année 2005. Le taux de croissance s'est établi à **5,4%** contre 4,9%. Cette amélioration relevée au niveau de la quasi-totalité des régions et groupements économiques, est imputable pour l'essentiel au rythme de croissance soutenu des économies américaine et japonaise, à la reprise de l'activité dans la Zone Euro et à la poursuite de l'expansion des économies émergentes, en particulier celles de la Chine et de l'Inde.

L'économie **américaine** a réalisé en 2006 un taux de croissance de 3,3% contre 3,2% en 2005. Ce résultat est dû essentiellement à l'augmentation de la consommation des ménages, en dépit de la baisse de la demande sur le marché du logement. Les dépenses publiques et la forte dynamique des exportations ont également contribué à cette croissance.

Le taux de chômage a en conséquence régressé à 4,6% contre 5,1% en 2005. Quant au taux d'inflation, sous l'effet du resserrement de la politique monétaire américaine et de la poursuite de la rigueur en matière de dépenses publiques, celui-ci a enregistré une légère baisse se fixant à 3,2% contre 3,4% en 2005.

Dans la Zone Euro, le taux de croissance a atteint 2,9% contre 1,6% en 2005. Cette amélioration constatée dans l'ensemble des pays de la zone a été réalisée sous l'effet de la bonne tenue de la consommation privée, de l'investissement et aussi des exportations de biens et services. Le taux de croissance a été de 3,9% en Espagne contre 3,5% en 2005, 3% en Allemagne contre 1,1% en 2005, 2,2% en France au lieu de 1,7% en 2005 et 1,9% en Italie contre 0,1% en 2005.

Ce renforcement de la croissance économique s'est traduit par une décélération du taux de chômage à 7,5% contre 8,4% en 2005. Quant au taux d'inflation, il s'est stabilisé à 2,2% dépassant encore une fois le taux plafond de 2% fixé par la Banque Centrale Européenne.

L'économie **japonaise, quant à elle**, a enregistré une croissance de 2,2% contre 1,9% une année auparavant. Cette croissance a pour origine le renforcement de la demande intérieure, la vigueur des exportations et la fermeté des dépenses d'investissement des entreprises. Les conditions du marché du travail se sont en conséquence améliorées avec la baisse du taux de chômage à 4% à la fin de l'année 2006 contre 4,4% en 2005. Le taux d'inflation s'est établi à 0,2% après sept années de déflation.

Dans les pays émergents d'Asie, l'activité économique, soutenue à la fois par la vigueur des exportations et la croissance régulière de la demande intérieure, a continué de progresser à un rythme rapide de 8,9%. Ainsi, le PIB s'est accru en Chine de 10,4% contre 9,9% en 2005, en raison notamment de la dynamique des exportations et de la consommation privée. Quant à l'économie indienne, elle a enregistré un taux de croissance de 9,2% contre 8,5% en 2005.

En Amérique latine, l'activité économique est restée soutenue avec une croissance du PIB pour l'ensemble des pays de la région de 5,5% en 2006 contre 4,6% en 2005. Les deux grandes économies de cette région, en l'occurrence le Brésil et le Mexique, ont connu des taux de croissance respectifs de 3,7% et 4,8% contre 2,9% et 2,8% en 2005.

Dans les pays du Moyen Orient, le taux de croissance a été de 5,7% contre 6% en 2005. Le maintien de la croissance à ce niveau est dû principalement aux recettes des exportations pétrolières et à l'accroissement des dépenses publiques.

Les économies de la Communauté des Etats Indépendants ont réalisé une croissance de 7,7% contre 6,6% en 2005 et ce, en raison des performances réalisées notamment par les pays exportateurs de produits énergétiques. En Russie, la vigueur de l'économie s'est maintenue en 2006 avec une croissance du PIB de 6,7%.

En Afrique, le taux de croissance a dépassé 5% pour la troisième année consécutive (5,1% en 2005). Ce résultat est imputable à l'augmentation de la demande mondiale des matières premières, notamment le pétrole et aux retombées positives des réformes macro-économiques engagées depuis quelques années dans certains pays du continent. Les pays du Maghreb ont connu un affermissement de leur croissance suite aux effets des bonnes conditions climatiques sur les récoltes agricoles et au redressement de la demande extérieure, notamment celle en provenance des pays européens. L'activité économique s'est améliorée particulièrement au Maroc où la croissance est passée de 2,4 % en 2005 à 8,1% en 2006 et en Tunisie de 4% à 5,4%. Le taux de croissance en Algérie a en revanche, baissé à 2,7% contre 5,3% en 2005 sous l'effet de la sécheresse et de la réduction de la production pétrolière en raison des travaux de maintenance des sites de production.

Dans ce contexte d'amélioration générale de l'activité économique, le commerce mondial de biens et de services a enregistré en 2006 une progression en valeur de 15% pour s'établir à 14.717 milliards de dollars. Les exportations de biens se sont accrues de 16%, soit 11.920 milliards de dollars (contre 14% en 2005) et les exportations de services de 11,3%, soit 2.797 milliards de dollars (contre près de 11% en 2005).

La progression en valeur du commerce mondial de marchandises est due à l'augmentation de 40% des prix, alors qu'en volume, il n'a enregistré qu'une progression d'environ 8%. Les prix des combustibles ont enregistré un accroissement de 20%, les prix mondiaux à l'exportation des minéraux et métaux non ferreux ont augmenté de 56%, ceux des produits alimentaires et matières premières agricoles de 10%. Quant aux prix des produits manufacturés, ils n'ont progressé que de 3%.

L'amélioration de la croissance du commerce mondial de marchandises est à attribuer à l'accroissement des importations des pays exportateurs de pétrole, à l'augmentation des importations de l'Europe et à la poursuite des performances commerciales réalisées par la Chine et l'Inde.

Sur le marché mondial du textile et de l'habillement, les importations des principaux marchés (Etats Unis, Union Européenne, Japon et Canada) ont progressé de 5,5% en 2006 atteignant 350 milliards de dollars. Ce marché demeure marqué par la poursuite des transformations structurelles provoquées par la fin de l'Accord Multifibres.

En effet, sur les principaux marchés importateurs (Etats Unis, Europe, Japon et Canada), on relève un recul des importations en provenance des fournisseurs traditionnels de ces pays et région (les NPI d'Asie et le Mexique pour les Etats-Unis, la Turquie, la Roumanie, le Maroc et la Tunisie pour l'UE), au profit de la Chine et d'autres pays asiatiques tels l'Indonésie et le Vietnam. Le taux annuel de croissance des importations de textiles et de vêtements chinois aux Etats-Unis, au Canada et dans les pays de l'Union Européenne ont progressé de 15% en 2006 contre 41% en 2005. Quant aux exportations totales chinoises de textiles et de vêtements vers le reste du monde, elles se sont accrues en 2006 de 25% contre 21% en 2005.

Concernant les échanges mondiaux au titre des principaux services, les transports et les voyages ont connu des accroissements respectifs de 9 et 7%. La croissance relativement faible des services de voyage par rapport aux transports, relevée au niveau de toutes les régions exportatrices, s'inscrit dans la même tendance observée à partir de l'année 2000. En effet, les services de voyages se sont accrues de 7% en moyenne au titre de la période 2000-2005.

Les flux internationaux au titre des transferts des travailleurs immigrés originaires des pays en développement vers leurs pays d'origine qui constituent de plus en plus une composante essentielle de financement extérieur des pays en développement, ont atteint, selon les estimations de la Banque Mondiale, 206 milliards de dollars en 2006 contre 193 milliards en 2005 (le total des transferts des travailleurs immigrés, y compris ceux en provenance des pays développés, a atteint 276 milliards de dollars en 2006).

Pour ce qui est des flux internationaux de capitaux, ils ont enregistré une expansion importante en 2006, favorisée en particulier par le niveau élevé de la liquidité monétaire mondiale et par le faible niveau des taux d'intérêt réels. Les flux mondiaux d'investissements directs étrangers se sont accrues d'un tiers pour atteindre 1.230 milliards de dollars contre 924 milliards de dollars en 2005.

Les marchés des changes internationaux ont été marqués en 2006 par la forte dépréciation du dollar américain contre les principales devises internationales, à l'exception du Yen japonais et ce, après une nette appréciation en 2005. Cette situation peut être liée aux anticipations d'un ralentissement de l'activité économique aux Etats Unis (en relation avec la persistance du déficit courant) et des attentes d'une expansion économique dans la Zone Euro. En effet, le dollar s'est déprécié, d'une année à l'autre de 10,4% par rapport à l'Euro et de 12,3% par rapport à la livre sterling. Il s'est en revanche apprécié de 0,8% par rapport au Yen japonais.

Ainsi, dans un contexte international et national globalement favorable : expansion de l'activité économique mondiale en particulier dans la Zone Euro avec laquelle l'économie nationale réalise la majeure partie de ses échanges extérieurs et l'amélioration des conditions climatiques, **l'économie marocaine**, en dépit de la hausse des cours du pétrole (+19,7% en moyenne par rapport à 2005), a réalisé en 2006 une évolution favorable des principaux indicateurs d'activité. En effet, le taux de croissance du PIB s'est établi à 8,1% contre 2,4% en 2005, le taux de chômage a régressé à 9,7% contre 11,1% et le déficit budgétaire global a diminué à 1,7% contre 4% en 2005. Ces améliorations se sont toutefois accompagnées d'une hausse du taux d'inflation à 3,3% contre 1% en 2005.

La progression du taux de croissance a été réalisée essentiellement grâce à l'accroissement de la valeur ajoutée du secteur primaire de 21% et ce, sous l'effet de l'expansion de la production agricole de 25%. Les secteurs secondaire et tertiaire ont également contribué à cette amélioration avec des accroissements respectifs de 4,7% et 5,3%.

L'augmentation du taux d'inflation à 3,3% contre 1% en 2005 (1,7% durant la période 1996 -2005) est due à l'augmentation de la demande, au réajustement des prix internes des produits pétroliers et aux réaménagements fiscaux. Ces facteurs ont été toutefois atténués par la baisse du prix des produits importés en relation avec la poursuite du processus de démantèlement tarifaire et la dépréciation du dollar américain par rapport au dirham.

La situation sur le marché des changes national a été caractérisée, compte tenu des évolutions des marchés des changes internationaux et de la méthode de cotation du dirham, par une appréciation de la monnaie nationale, en moyenne annuelle de 0,78% par rapport au dollar et de 6,48% par rapport au yen. Le dirham s'est en revanche déprécié de 0,18% face à l'Euro et de 0,49% par rapport à la livre sterling.

RESULTATS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

-=-=-=-=-

La balance des paiements de l'année 2006 a enregistré, pour la sixième année consécutive, un excédent qui s'est établi à +23.635MDH, en augmentation de 13,2% ou +2.746,9MDH par rapport à celui réalisé en 2005, soit +20.888,1MDH.

SOLDES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Millions de dirhams

ANNEES	2002	2003	2004	2005	2006
SOLDES	+7 028,4	+15 732,0	+16 790,0	+20 888,1	+23 635,0

L'amélioration de l'excédent de la balance des paiements en 2006 est imputable à l'accroissement de l'excédent du compte des transactions courantes et du compte de capital et d'opérations financières.

L'excédent du compte des transactions courantes s'est élevé à +12.423,5MDH contre +9.431,5MDH en 2005*, réalisant ainsi une progression de 31,7% ou +2.992MDH.

Le compte de capital et d'opérations financières a dégagé une position créditrice de 15.697MDH contre +15.076,5MDH en progression de 4,1% ou +620,5MDH par rapport à l'année 2005. Cet accroissement est dû à l'évolution positive du solde des opérations financières du secteur public qui a été, toutefois, atténuée par la baisse de l'excédent des opérations financières du secteur privé due à l'aggravation du solde négatif des prêts et investissements marocains à l'étranger et à l'évolution négative du solde de la rubrique "monnaie fiduciaire et dépôts".

L'amélioration de l'excédent du compte des transactions courantes, enregistrée en dépit de l'aggravation du déficit des échanges de biens et de celui des revenus, provient de l'augmentation des excédents dégagés au titre des échanges de services et des transferts courants.

En effet, le déficit des échanges de biens s'est aggravé pour la quatrième année consécutive, atteignant -85.652,3MDH contre -72.766,3MDH en 2005, soit une aggravation de 17,7% ou de 12.886MDH.

L'excédent des échanges de services a enregistré une amélioration de 23,8% ou +9.005,9MDH : +46.770,3MDH contre +37.764,4MDH en 2005. Entre 2001 et 2005, cet excédent a augmenté en moyenne annuelle, de 21,3%.

* *Chiffres actualisés*

La rubrique des revenus dont le déficit s'est allégé depuis l'année 2002, a dégagé en 2006 un déficit en aggravation de 26,4% ou 876,8MDH s'établissant à -4.202,9MDH contre -3.326,1MDH en 2005.

Les transferts courants qui se caractérisent par un solde structurellement excédentaire et en progression continue, se sont soldés par un excédent de +55.508,4MDH contre +47.759,5MDH, soit une progression de 16,2% ou +7.748,9MDH.

Le compte de capital et d'opérations financières a pour sa part enregistré en 2006 un excédent en amélioration de 4,1% ou +620,5MDH, s'établissant à 15.697MDH contre 15.076,5MDH en 2005.

SOLDES DES POSTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

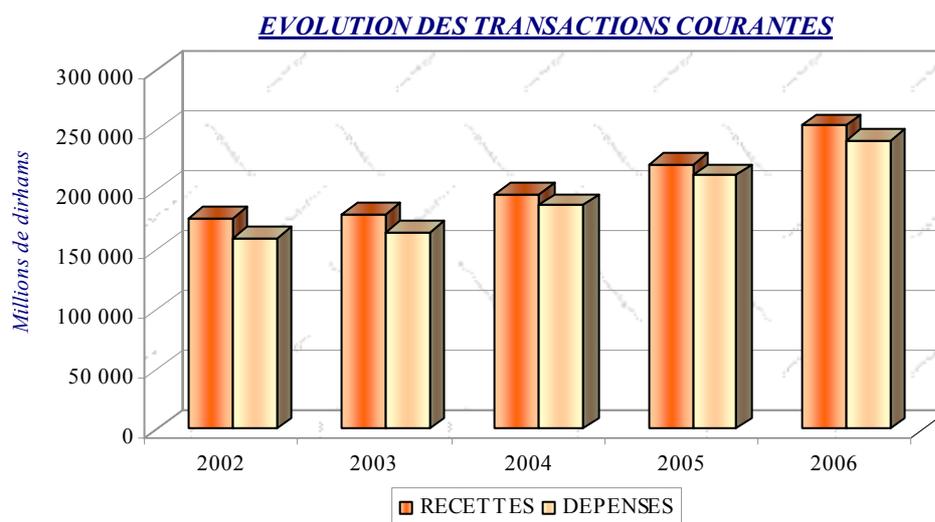
Millions de dirhams

RUBRIQUES	2002	2003	2004	2005	2006
<u>A. Compte des transactions</u>					
<u>Courantes</u>	<u>+16 276,3</u>	<u>+15 237,6</u>	<u>+8 551,3</u>	<u>+9 431,5</u>	<u>+12 423,5</u>
- Biens	-33 738,7	-41 493,0	-57 505,6	-72 766,3	-85 652,3
- Services	+21 451,7	+25 052,5	+28 920,2	+37 764,4	+46 770,3
- Revenus	-8 136,9	-7 559,3	-5 998,1	-3 326,1	-4 202,9
- Transferts courants	+36 700,2	+39 237,4	+43 134,8	+47 759,5	+55 508,4
<u>B. Compte de capital et d'opérations financières</u>	<u>-7 166,2</u>	<u>+3 479,5</u>	<u>+10 731,7</u>	<u>+15 076,5</u>	<u>+15 697,0</u>
- Compte de capital	-66,8	-96,6	-70,7	-39,8	-25,7
- Opérations financières du secteur privé	+6 870,7	+14 375,0	+20 937,9	+16 831,4	+13 956,9
- Opérations financières du secteur public	-13 970,1	-10 798,9	-10 135,5	-1 715,1	+1 765,8
<u>C. Ecart statistique</u>	<u>-2 081,7</u>	<u>-2 985,1</u>	<u>-2 493,0</u>	<u>-3 619,9</u>	<u>-4 485,5</u>
<u>D. Solde de la balance des paiements</u>	<u>+7 028,4</u>	<u>+15 732,0</u>	<u>+16 790,0</u>	<u>+20 888,1</u>	<u>+23 635,0</u>

En définitive et compte tenu de l'écart statistique, la balance des paiements au titre de l'année 2006, a enregistré un excédent de +23.635MDH contre +20.888,1MDH en 2005.

COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Durant l'année 2006, le compte des transactions courantes de la balance des paiements a dégagé un excédent de +12.423,5MDH contre +9.431,5MDH une année auparavant, soit une amélioration de 31,7% ou +2.992MDH. Cet excédent demeure toutefois inférieur au niveau moyen réalisé au titre des années 2001 à 2005, lequel s'est établi à 13.541,2MDH.



L'amélioration de l'excédent du compte des transactions courantes est imputable à l'accroissement des recettes (+14,6% ou +32.440MDH), plus important que celui enregistré au niveau des dépenses (+13,8% ou +29.448MDH).

L'accroissement des recettes courantes provient de la progression des recettes au titre de l'ensemble des postes : les services (+19,6%), les biens (+10,6%), les transferts courants (+16,1%) et les revenus (+6,7%).

EVOLUTION DES RECETTES COURANTES

Millions de dirhams

RUBRIQUES	2005	2006	EVOLUTION	
			MDH	%
Biens	94 824,9	104 854,5	+10 029,6	+10,6
Services	71 917,5	86 009,2	+14 091,7	+19,6
Revenus	6 166,6	6 577,4	+410,8	+6,7
Transferts courants	49 155,3	57 063,2	+7 907,9	+16,1
<u>TOTAL</u>	<u>222 064,3</u>	<u>254 504,3</u>	<u>+32 440,0</u>	<u>+14,6</u>

En ce qui concerne l'augmentation des dépenses courantes, elle est due essentiellement aux biens (+13,7%), aux services (+14,9%) et dans une moindre mesure aux revenus (+13,6%) ; les dépenses au titre des transferts courants portant sur de faibles montants, n'ont augmenté que de 11,4%.

EVOLUTION DES DEPENSES COURANTES

Millions de dirhams

RUBRIQUES	2005	2006	EVOLUTION	
			MDH	%
Biens	167 591,2	190 506,8	+22 915,6	+13,7
Services	34 153,1	39 238,9	+5 085,8	+14,9
Revenus	9 492,7	10 780,3	+1 287,6	+13,6
Transferts courants	1 395,8	1 554,8	+159,0	+11,4
<u>TOTAL</u>	<u>212 632,8</u>	<u>242 080,8</u>	<u>+29 448,0</u>	<u>+13,8</u>

A/- LES BIENS

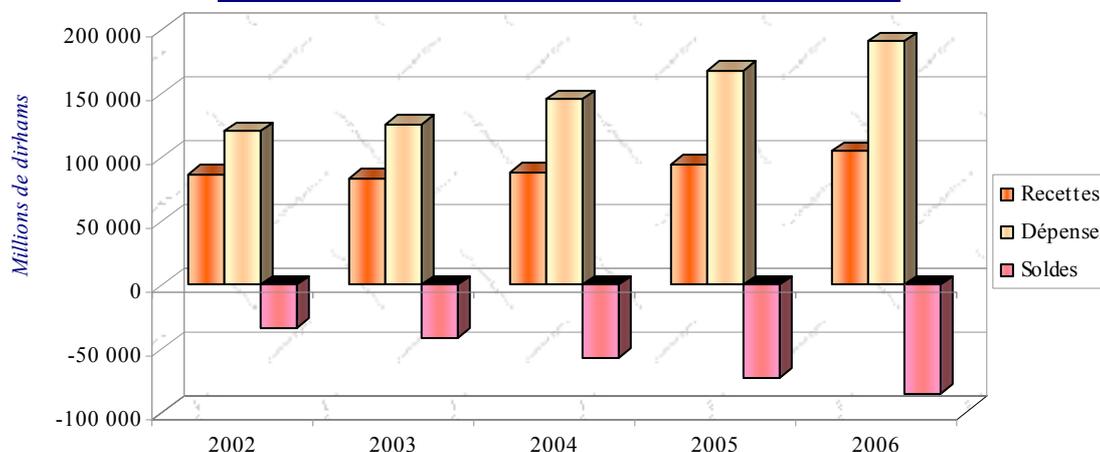
Au titre de l'année 2006, les transactions sur marchandises, exprimées FOB-FOB, ont dégagé un solde déficitaire de 85.652,3MDH contre -72.766,3MDH en 2005, soit une aggravation de 17,7% ou 12.886MDH.

Cette aggravation résulte du solde négatif des marchandises générales (-100.676,9MDH contre -83.794,6MDH), laquelle a été atténuée par l'accroissement de l'excédent des biens importés sans paiement et réexportés après transformation (+13.934,4MDH contre +10.327,8MDH).

RESULTATS DES TRANSACTIONS SUR MARCHANDISES

Millions de dirhams

	2005			2006		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Marchandises générales	64 223,9	148 018,5	-83 794,6	69 517,1	170 194,0	-100 676,9
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	29 808,0	19 480,2	+10 327,8	34 154,2	20 219,8	+13 934,4
Achats de biens dans les ports	793,0	92,5	+700,5	1 183,2	93,0	+1 090,2
<u>TOTAL</u>	<u>94 824,9</u>	<u>167 591,2</u>	<u>-72 766,3</u>	<u>104 854,5</u>	<u>190 506,8</u>	<u>-85 652,3</u>

EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR MARCHANDISES

1°/- Marchandises générales

Les marchandises générales ont dégagé un solde négatif de 100.676,9MDH contre -83.794,6MDH, soit une aggravation de 20,1% ou de 16.882,3MDH.

Cette aggravation est due à l'augmentation des importations de 15% ou +22.175,5MDH (170.194MDH contre 148.018,5MDH) alors que les exportations ne se sont accrues que de 8,2% ou +5.293,2MDH (69.517,1MDH contre 64.223,9MDH).

2°/- Biens importés sans paiement et réexportés après transformation

Ce poste enregistre en dépenses les biens importés dans le cadre du régime de l'admission temporaire pour perfectionnement actif sans paiement. En recettes, il reprend les réexportations dans le cadre de ce régime évaluées en termes bruts, c'est-à-dire incorporant les intrants importés et la valeur ajoutée produite localement.

Suite aux baisses enregistrées durant les deux années précédentes, l'excédent dégagé par ce poste a connu, au cours de l'année 2006, une expansion de 34,9% ou +3.606,6MDH (+13.934,4MDH contre +10.327,8MDH).

Cette expansion provient de la progression des réexportations de 14,6% ou +4.346,2MDH (34.154,2MDH contre 29.808MDH), plus prononcée que celle des importations réalisées dans le cadre de ce régime, soit +3,8% ou +739,6MDH (20.219,8MDH contre 19.480,2MDH).

3°/- Achats de biens dans les ports (avitaillement)

Ce poste enregistre en recettes les marchandises marocaines acquises par les navires étrangers en escale dans les ports marocains et en dépenses, les marchandises d'origine étrangère achetées au Maroc par les navires battant pavillon national.

Les recettes au titre de cette rubrique ont progressé de 49,2% ou +390,2MDH (1.183,2MDH contre 793MDH). Quant aux dépenses, elles sont restées stables : 93MDH contre 92,5MDH. Ainsi, l'excédent dégagé par ce poste s'est établi en 2006 à 1.090,2MDH contre +700,5MDH en 2005, marquant ainsi une hausse de 55,6% ou +389,7MDH.

B/- LES SERVICES

L'excédent dégagé en 2006 au titre des échanges de services est en amélioration de 23,8% ou +9.005,9MDH, s'établissant à +46.770,3MDH contre +37.764,4MDH.

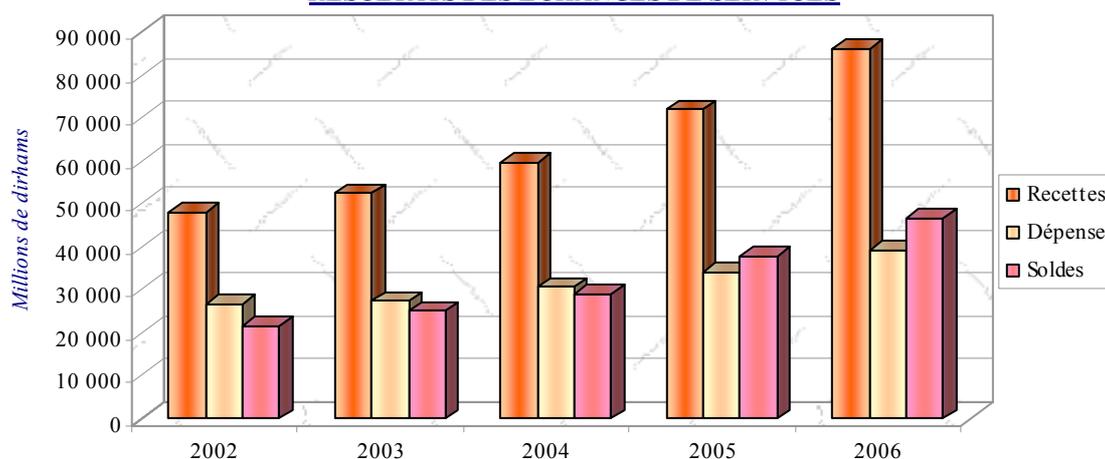
Cette amélioration qui intervient pour la quatrième année consécutive, provient de l'accroissement des recettes de 19,6% ou +14.091,7MDH, plus accentué que celui des dépenses : +14,9% ou +5.085,8MDH.

OPERATIONS SUR SERVICES

Millions de dirhams

	Recettes	Dépenses	Soldes
2002	48 048,1	26 596,4	+21 451,7
2003	52 412,5	27 360,0	+25 052,5
2004	59 479,7	30 559,5	+28 920,2
2005	71 917,5	34 153,1	+37 764,4
2006	86 009,2	39 238,9	+46 770,3

RESULTATS DES ECHANGES DE SERVICES



1°/- Les transports

Les opérations de transport, de par l'importance des recettes et des dépenses enregistrées annuellement à ce titre, constituent la deuxième composante des échanges de services après les voyages et dégagent constamment un déficit.

En 2006, le déficit au titre de ces opérations a connu un allègement de 8,7% ou de 217,1MDH : -2.284,9MDH contre -2.502MDH en 2005.

Cet allègement enregistré pour la deuxième année consécutive est dû à la progression des recettes de 13,6% ou +1.564,8MDH (+13.106,6MDH contre 11.541,8MDH), dépassant celle des dépenses : +9,6% ou +1.347,7MDH (15.391,5MDH contre 14.043,8MDH).

La ventilation de ce déficit par mode de transport fait ressortir une aggravation du déficit au titre des opérations de transport par voie maritime de 9,5% ou 524,7MDH (-6.056,3MDH contre -5.531,6MDH) et une expansion de l'excédent des opérations de transport aérien : +25% ou +749,9MDH (3.743,7MDH contre 2.993,8MDH en 2005).

Quant au solde des opérations au titre des autres modes de transport, portant sur des montants relativement faibles, il est passé de +35,8MDH en 2005 à +27,7MDH en 2006.

Ainsi, le solde déficitaire des opérations de transport provient dans sa totalité des opérations de transport effectuées par voie maritime, lesquelles représentent 68,3% des dépenses et 34% des recettes au titre des opérations de transport.

VENTILATION PAR MODE DES OPERATIONS DE TRANSPORT

Millions de dirhams

	2005			2006		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
Transports maritimes	3 773,8	9 305,4	-5 531,6	4 455,2	10 511,5	-6 056,3
Transports aériens	7 028,5	4 034,7	+2 993,8	7 835,5	4 091,8	+3 743,7
Autres transports	739,5	703,7	+35,8	815,9	788,2	+27,7
<u>TOTAL</u>	<u>11 541,8</u>	<u>14 043,8</u>	<u>-2 502,0</u>	<u>13 106,6</u>	<u>15 391,5</u>	<u>-2 284,9</u>

La répartition des opérations de transport par nature d'opération, tous modes confondus, laisse apparaître, au niveau des recettes, l'importance du transport de passagers avec une part de 61,6% contre 62,7% en 2005. Quant aux transports de marchandises, leur part a augmenté à 38,4% contre 37,3% en 2005.

Les dépenses demeurent prédominées par les opérations de transport de marchandises. Leur structure est restée relativement stable en 2006 avec une part de 76,1% pour le transport de marchandises et 23,9% pour celui des passagers.

L'analyse de la ventilation du solde des opérations de transport par nature d'opération fait ressortir un déficit structurel et en détérioration continue au niveau du transport de marchandises et un solde excédentaire en amélioration pour le transport de passagers.

VENTILATION PAR NATURE DES OPERATIONS DE TRANSPORT

Millions de dirhams

	2005	2006	EVOLUTION	
			MDH	%
<u>TRANSPORT DE MARCHANDISES</u>				
Recettes	4 304,8	5 038,7	+733,9	+17,0
Dépenses	10 596,3	11 708,5	+1 112,2	+10,5
Solde	-6 291,5	-6 669,8	-378,3	-6,0
<u>TRANSPORT DE PASSAGERS</u>				
Recettes	7 237,0	8 067,9	+830,9	+11,5
Dépenses	3 447,5	3 683,0	+235,5	+6,8
Solde	+3 789,5	+4 384,9	+595,4	+15,7

En effet, le déficit des opérations au titre du transport de marchandises s'est aggravé en 2006 de 6% ou -378,3MDH, atteignant -6.669,8MDH contre -6.291,5MDH en 2005. Cette détérioration est due à l'augmentation des dépenses de 10,5% ou +1.112,2MDH (11.708,5MDH contre 10.596,3MDH), plus importante que l'accroissement enregistré au niveau des recettes : +17% ou +733,9MDH (5.038,7MDH contre 4.304,8MDH).

L'excédent se dégageant des opérations de transport de passagers a connu en revanche, une amélioration de 15,7% ou +595,4MDH, s'établissant à +4.384,9MDH contre +3.789,5MDH. Cette amélioration provient de la progression des recettes de 11,5% ou +830,9MDH (8.067,9MDH contre 7.237MDH), compensée toutefois par la hausse des dépenses de +6,8% ou +235,5MDH : 3.683MDH contre 3.447,5MDH.

2°/- Les voyages*

Avec un solde structurellement excédentaire et en augmentation continue, le poste des voyages se confirme de plus en plus comme l'une des principales sources de financement de la balance des paiements.

En effet, l'excédent dégagé en 2006 par ce poste a enregistré une expansion de 30,7% ou +10.900,4MDH, atteignant +46.420MDH contre +35.519,6MDH en 2005.

BALANCE VOYAGES

Millions de dirhams

	2005	2006	EVOLUTION	
			MDH	%
RECETTES	40 967,0	52 485,8	+11 518,8	+28,1
DEPENSES	5 447,4	6 065,8	+618,4	+11,4
<u>SOLDES</u>	<u>+35 519,6</u>	<u>+46 420,0</u>	<u>+10 900,4</u>	<u>+30,7</u>

Cette expansion résulte essentiellement de la progression des recettes de 28,1% ou +11.518,8MDH : 52.485,8MDH contre 40.967MDH en 2005. Les dépenses quant à elles demeurent à un niveau relativement faible et n'ont augmenté que de 11,4% ou +618,4MDH : 6.065,8MDH contre 5.447,4MDH en 2005.

Compte tenu de cette expansion, l'excédent du poste voyages dégagé en 2006 dépasse de 65,9% ou +18.433,8MDH la moyenne des soldes enregistrés au titre de la période 2001-2005, soit +27.986,2MDH, renforçant ainsi la position de ce poste dans le compte courant de la balance des paiements.

3°/- Les services de communication

Après une légère baisse enregistrée en 2005 (-2,9% ou -74,5MDH), l'excédent dégagé en 2006 par le poste des services de communication a enregistré une progression de 12,4% ou +313,1MDH pour s'établir à +2.832,6MDH contre +2.519,5MDH en 2005.

Cette progression est à attribuer à l'augmentation des recettes de 16,6% ou +482,5MDH (+3.393MDH contre 2.910,5MDH) ; les dépenses qui demeurent à un niveau faible ont augmenté, quant à elles, de 43,3% ou +169,4MDH (560,4MDH contre 391MDH).

4°/- Les services d'assurance

Ce poste recense tous les règlements effectués entre l'économie nationale et le reste du monde au titre des opérations d'assurance, de réassurance, d'acceptations ainsi que des indemnités reçues ou versées.

En 2006, les opérations d'assurance ont dégagé un déficit de 148,3MDH contre -71,7MDH en 2005, soit une aggravation de 76,6MDH.

* Cf. Chapitre sur les opérations de voyages

BALANCE DES OPERATIONS D'ASSURANCE*Millions de dirhams*

	2005	2006	EVOLUTION	
			MDH	%
Recettes	638,1	671,3	+33,2	+5,2
Dépenses	709,8	819,6	+109,8	+15,5
Soldes	-71,7	-148,3	-76,6	-106,8

Cette évolution est due à l'augmentation des dépenses de 15,5% ou +109,8MDH : (819,6MDH contre 709,8MDH), atténuée toutefois par la progression des recettes de 5,2% ou +33,2MDH : 671,3MDH contre 638,1MDH.

5°/- Redevances et droits de licence*

Sont repris dans ce poste les services liés à la location de brevets et droits de licence ainsi que les redevances se rapportant au cinéma et à la radio et télévision. Le poste "redevances et droits de licences" se caractérise par un solde structurellement déficitaire.

Durant l'année 2006, les transferts effectués au titre des redevances et droits de licence ont augmenté de 7,2% ou +29,2MDH : 432MDH contre 402,8MDH. Les recettes ont en revanche, enregistré une baisse appréciable passant à 26,4MDH contre 112,9MDH en 2005, soit -86,5MDH.

Le déficit dégagé par ce poste s'est en conséquence aggravé de 115,7MDH : -405,6MDH contre -289,9MDH.

DEPENSES AU TITRE DES REDEVANCES ET DROITS DE LICENCE*Millions de dirhams*

	2005	2006	EVOLUTION	
			MDH	%
Brevets et licences	194,3	122,3	-72,0	-37,1
Redevances cinématographiques	32,4	32,5	+0,1	+0,3
Radio et télévision	176,1	277,2	+101,1	+57,4
<u>TOTAL</u>	<u>402,8</u>	<u>432,0</u>	<u>+29,2</u>	<u>+7,2</u>

6°/- Autres services aux entreprises

Ce poste enregistre les prestations fournies ou reçues par les entreprises, non intégrés dans les autres postes de services. Il recense en particulier les prestations liées au commerce extérieur (commissions, frais accessoires, etc...), les services bancaires, les transferts relatifs à l'assistance technique privée intégrés dans ce poste depuis 2002, le tournage de films étrangers au Maroc, les opérations des centres d'appels, celles liées à l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et les transferts effectués par les exportateurs de biens et services par utilisation des disponibilités de leurs comptes en dirhams convertibles.

Ce poste enregistre depuis l'année 2003 des excédents en amélioration continue. Cette évolution s'explique particulièrement par la hausse appréciable des recettes réalisées par

* Ce poste n'inclut plus l'assistance technique privée, comptabilisée depuis 2002 parmi les autres services aux entreprises.

les centres d'appels et au titre de tournage de films étrangers au Maroc. L'on retrouve également parmi les principales composantes des recettes au titre de ce poste, les frais de fonctionnement des délégations commerciales étrangères établies au Maroc ainsi que les commissions de représentation.

Ainsi, les recettes au titre de ce poste se sont établies en 2006 à 11.742,6MDH contre 11.063,6MDH en 2005, soit une amélioration de 6,1% ou +679MDH.

RECETTES AU TITRE DES «AUTRES SERVICES AUX ENTREPRISES»

Millions de dirhams

	2005	2006	EVOLUTION	
			MDH	%
Frais de fonctionnement des délégations	1 401,9	1 355,9	-46,0	-3,3
Commissions de représentation	298,7	372,4	+73,7	+24,7
Frais accessoires	14,3	17,4	+3,1	+21,7
Assistance technique privée	61,4	37,5	-23,9	-38,9
Services divers	9 287,3	9 959,4	+672,1	+7,2
<u>TOTAL</u>	<u>11 063,6</u>	<u>11 742,6</u>	<u>+679,0</u>	<u>+6,1</u>

Quant aux dépenses, elles ont atteint 7.984MDH contre 6.580,4MDH en 2005, réalisant ainsi une augmentation de 21,3% ou +1.403,6MDH.

L'accroissement des dépenses résulte principalement des transferts opérés au titre de l'assistance technique privée et dans une moindre mesure au titre des frais de fonctionnement des délégations marocaines établies à l'étranger.

DEPENSES AU TITRE DES «AUTRES SERVICES AUX ENTREPRISES»

Millions de dirhams

	2005	2006	EVOLUTION	
			MDH	%
Dépenses engagées par les sociétés de pêche	273,5	235,2	-38,3	-14,0
Transferts effectués par débits de CCP-EX	684,7	673,1	-11,6	-1,7
Frais de fonctionnement des délégations	701,3	847,0	+145,7	+20,8
Commissions	121,2	137,4	+16,2	+13,4
Frais accessoires	60,7	46,9	-13,8	-22,7
Assistance technique privée	4 260,6	4 779,0	+518,4	+12,2
Autres	478,4	1 265,4	+787,0	+164,5
<u>TOTAL</u>	<u>6 580,4</u>	<u>7 984,0</u>	<u>+1 403,6</u>	<u>+21,3</u>

L'on remarque ainsi, que l'excédent dégagé par ce poste a enregistré en 2006 une régression de 16,2% ou -724,6MDH : +3.758,6MDH contre +4.483,2MDH une année auparavant.

7°/- Services fournis ou reçus par les administrations publiques

Ce poste recense principalement les recettes et les dépenses des ambassades et consulats du Maroc à l'étranger et étrangers au Maroc, les frais de fonctionnement des organismes internationaux, les redevances reçues ou versées par les administrations publiques ainsi que les opérations gouvernementales non comprises ailleurs.

Le déficit dégagé par ce poste a enregistré en 2006 une aggravation de 79,6% ou de 1.507,8MDH : -3.402,1MDH contre -1.894,3MDH.

C/- LES REVENUS

La rubrique des revenus recense les rémunérations perçues ou versées au titre des revenus des investissements. Ces derniers s'entendent au sens large et englobent l'ensemble des avoirs et engagements financiers extérieurs : investissements directs, investissements de portefeuille (titres de participation et titres d'emprunt), les autres investissements (constitués essentiellement de prêts ou emprunts non matérialisés par des titres) et les avoirs de réserve.

Cette rubrique se caractérise par un solde structurellement déficitaire en raison de l'importance relative du stock des engagements par rapport à celui des avoirs. Ce déficit s'est inscrit depuis plusieurs années dans une tendance baissière qui se confirme d'année en année.

En effet, le solde négatif dégagé par cette rubrique est passé de -11.406,1MDH en 1996 à -3.326,1MDH en 2005. Ce résultat est dû à l'effet conjugué de la baisse des remboursements des intérêts au titre de la dette extérieure publique et de la forte progression des recettes des placements des avoirs de réserve.

Toutefois, le déficit dégagé par cette rubrique en 2006 a connu une aggravation de 26,4% ou de 876,8MDH : -4.202,9MDH contre -3.326,1MDH. Cette aggravation provient pour l'essentiel de la détérioration du solde négatif des revenus des investissements privés : -5.852,3MDH contre -5.013,4MDH. L'excédent des revenus des investissements et des emprunts publics est resté stable (+1.649,4MDH contre +1.687,3MDH).

1°/- Revenus des investissements privés

REVENUS DES INVESTISSEMENTS PRIVES

Millions de dirhams

	2005*	2006	EVOLUTION	
			MDH	%
<u>Recettes</u>	517,9	634,7	+116,8	+22,6
- Dividendes	188,0	197,3	+9,3	+4,9
- Coupons de valeurs mobilières	0,1	0,1	-	-
- Intérêts	329,5	418,4	+88,9	+27,0
- Bénéfices d'exploitation et loyers	0,3	18,9	+18,6	-
<u>Dépenses*</u>	5 531,3	6 487,0	+955,7	+17,3
- Dividendes	3 864,5	4 650,9	+786,4	+20,3
- Coupons de valeurs mobilières	279,0	565,2	+286,2	+102,6
- Intérêts	796,4	755,1	-41,3	-5,2
- Bénéfices d'exploitation et loyers	2,7	6,5	+3,8	+140,7
- Bénéfices réinvestis*	588,7	507,3	-81,4	-13,8
- Autres	0,0	2,0	+2,0	-
<u>Solde</u>	<u>-5 013,4</u>	<u>-5 852,3</u>	<u>-838,9</u>	<u>-16,7</u>

* Chiffres actualisés.

Après avoir enregistré un allègement en 2005, le déficit de la rubrique des investissements privés a enregistré en 2006, une aggravation de 16,7% ou de 838,9MDH pour s'établir à -5.852,3MDH contre -5.013,4MDH en 2005.

Cette aggravation provient principalement de l'accroissement des dépenses de 17,3% ou +955,7MDH (6.487MDH contre 5.531,3MDH) ; les recettes qui sont demeurées à un niveau relativement faible, ont augmenté de 22,6% ou +116,8MDH, s'établissant à 634,7MDH contre 517,9MDH.

2°/- Revenus des investissements publics

La rubrique des revenus des investissements publics a dégagé en 2006 un excédent qui s'est établi à +1.649,4MDH contre +1.687,3MDH en 2005, soit -2,2% ou -37,9MDH.

Ce résultat est dû à la progression des recettes de 5,2% ou +294MDH : 5.942,7MDH contre 5.648,7MDH sous l'effet de l'augmentation des revenus des placements des autorités monétaires à l'étranger. Cette progression a été atténuée, toutefois, par l'augmentation des dépenses qui se composent exclusivement des intérêts de la dette extérieure publique de 8,4% ou +331,9MDH : 4.293,3MDH contre 3.961,4MDH en 2005.

La ventilation des dépenses au titre des intérêts de la dette extérieure publique par débiteur fait ressortir l'importance des règlements effectués par le Trésor qui s'établissent à 2.579,3MDH contre 2.287,4MDH en 2005, soit une augmentation de 12,8% ou +291,9MDH. La part du Trésor dans la charge en intérêts de la dette extérieure publique est passée en conséquence de 57,7% à 60,1%.

Les règlements effectués par les établissements publics ont enregistré une légère progression pour s'établir en 2006 à 1.714MDH contre 1.674MDH, soit +2,4% ou +40MDH. Leur part a baissé à 39,9% contre 42,3% une année auparavant.

REVENUS DES INVESTISSEMENTS ET EMPRUNTS PUBLICS

Millions de dirhams

	2005	2006	EVOLUTION	
			MDH	%
<u>Recettes</u>	5 648,7	5 942,7	+294,0	+5,2
- Intérêts sur placements publics	5 439,2	5 759,9	+320,7	+5,9
- Autres revenus	209,5	182,8	-26,7	-12,7
<u>Dépenses *</u>	3 961,4	4 293,3	+331,9	+8,4
- Trésor	2 287,4	2 579,3	+291,9	+12,8
- Etablissements publics	1 674,0	1 714,0	+40,0	+2,4
<u>Soldes</u>	+1 687,3	+1 649,4	-37,9	-2,2

* Intérêts de la dette extérieure publique.

D/- LES TRANSFERTS COURANTS

La rubrique des transferts courants a enregistré en 2006 un excédent de 55.508,4MDH, en accroissement de 16,2% ou +7.748,9MDH par rapport au niveau réalisé en 2005, soit +47.759,5MDH.

Au titre de l'année 2006, l'excédent de cette rubrique s'est amélioré pour s'établir à +55.508,4MDH contre +47.759,5MDH en 2005, soit +16,2% ou +7.748,9MDH et ce, sous l'effet de l'évolution des transferts courants privés.

Comparativement à la moyenne de la période 2001-2005, soit +41.403,1MDH, l'excédent dégagé au titre de l'année 2006 a augmenté de 34,1% ou +14.105,3MDH.

EXCEDENT DES TRANSFERTS COURANTS

Millions de dirhams

ANNEE	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne 2001-2005	2006
SOLDES	+40 183,7	+36 700,2	+39 237,4	+43 134,8	+47 759,5	+41 403,1	+55 508,4

1°/- Les transferts courants privés

Les transferts courants privés se sont soldés en 2006 par un excédent de 53.202MDH contre 45.624,3MDH en 2005, réalisant ainsi une progression de 16,6% ou +7.577,7MDH.

Cette progression est imputable essentiellement aux recettes MRE qui ont atteint 47.833,8MDH contre 40.737,7MDH en 2005, soit +17,4% ou +7.096,1MDH.

Les dépenses, dont le niveau demeure faible, ont accusé une régression de 6,2% ou -65,7MDH, s'établissant à 1.000,1MDH contre 1.065,8MDH en 2005.

TRANSFERTS COURANTS PRIVES

Millions de dirhams

	2005	2006	EVOLUTION	
			MDH	%
<u>Recettes</u>	46 690,1	54 202,1	+7 512,0	+16,1
- Economies sur revenus (recettes MRE)	40 737,7	47 833,8	+7 096,1	+17,4
- Pensions	4 399,5	4 434,1	+34,6	+0,8
- Autres	1 552,9	1 934,2	+381,3	+24,6
<u>Dépenses</u>	1 065,8	1 000,1	-65,7	-6,2
- Economies sur revenus	311,1	332,7	+21,6	+6,9
- Cotisations à des organismes de retraite ou de prévoyance	106,9	77,7	-29,2	-27,3
- Transferts des MRE*	247,6	224,8	-22,8	-9,2
- Autres	400,2	364,9	-35,3	-8,8
<u>Soldes</u>	+45 624,3	+53 202,0	+7 577,7	+16,6

* Transferts effectués à partir des comptes en dirhams convertibles.

2°/- Les transferts courants publics

L'excédent de la rubrique des transferts courants publics a connu en 2006 une amélioration de 8% ou +171,2MDH : +2.306,4MDH contre 2.135,2MDH en 2005.

Cette amélioration provient de la progression des recettes de 16,1% ou +395,9MDH : 2.861,1MDH contre 2.465,2MDH. Elle a été, toutefois, atténuée par l'augmentation des dépenses de 68,1% ou +224,7MDH : 554,7MDH contre 330MDH.

La progression des recettes a été relevée essentiellement au niveau des dons de marchandises ayant connu une importante augmentation se fixant à 318,6MDH contre 195,8MDH en 2005.

TRANSFERTS COURANTS PUBLICS

Millions de dirhams

	2005	2006	EVOLUTION	
			MDH	%
<u>Recettes</u>	2 465,2	2 861,1	+395,9	+16,1
- Dons de marchandises	195,8	318,6	+122,8	+62,7
- Assistance technique	286,2	275,3	-10,9	-3,8
- Dons intergouvernementaux	832,8	840,0	+7,2	+0,9
- Autres	1 150,4	1 427,2	+276,8	+24,1
<u>Dépenses</u>	330,0	554,7	+224,7	+68,1
- Pensions	296,5	390,9	+94,4	+31,8
- Participation au capital des organismes internationaux	11,3	-	-11,3	-100,0
- Participation aux frais de fonctionnement des organismes internationaux	17,7	83,3	+65,6	-
- Dons intergouvernementaux	4,5	80,5	+76,0	-
<u>Solde</u>	+2 135,2	+2 306,4	+171,2	+8,0

L'on déduit de ce qui précède que les excédents des échanges de services et des transferts courants ont permis, **en dépit de l'aggravation du déficit des échanges de biens**, une amélioration de l'excédent du compte courant de 31,7% ou +2.992MDH : +12.423,5MDH contre +9.431,5MDH en 2005.

Ainsi pour l'année 2006, l'excédent du compte des transactions courantes a représenté 2,2% du produit intérieur brut exprimé en prix courants, contre 1,8% une année auparavant.

SOLDE DU COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS PAR RAPPORT AU PIB

Millions de dirhams

ANNEES	2002	2003	2004	2005*	2006
SOLDE DU COMPTE COURANT (1)	+16 276,3	+15 237,6	+8 551,3	+9 431,5	+12 423,5
PIB EN PRIX COURANTS** (2)	446 044	476 987	500 081	522 649	575 271
RATIO (1) / (2) (en %)	3,6	3,2	1,7	1,8	2,2

* Données révisées.

** Données révisées (base 1998).

COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Au titre de l'année 2006, le compte de capital et d'opérations financières a enregistré un excédent de 15.697MDH contre +15.076,5MDH en 2005, soit une amélioration de 4,1% ou +620,5MDH.

Cet excédent dépasse sensiblement la moyenne des années 2001 à 2005, soit +8.949,3MDH, sans toutefois atteindre le niveau record enregistré en 2001 s'élevant à +22.625,1MDH.

EVOLUTION DU SOLDE DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Millions de dirhams

ANNEES	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne 2001-2005	2006
SOLDES	+22 625,1	-7 166,2	+3 479,5	+10 731,7	+15 076,5	+8 949,3	+15 697,0

L'amélioration de l'excédent du compte de capital et d'opérations financières provient de l'évolution positive du solde des opérations financières du secteur public : +1.765,8MDH contre -1.715,1MDH, laquelle a été toutefois atténuée par la baisse de l'excédent des opérations financières du secteur privé de 17,1% ou -2.874,5MDH : +13.956,9MDH contre +16.831,4MDH.

Quant aux opérations en capital, lesquelles portent sur de faibles montants, elles ont enregistré un déficit de 25,7MDH contre -39,8MDH en 2005.

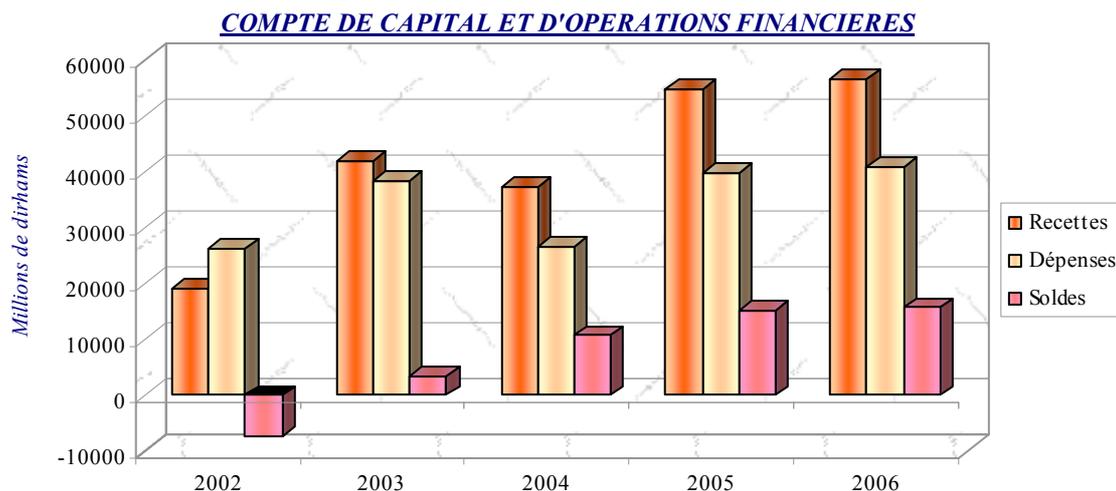
SOLDE DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

Millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005	2006
<u>Opérations en capital</u>	<u>-66,8</u>	<u>-96,6</u>	<u>-70,7</u>	<u>-39,8</u>	<u>-25,7</u>
<u>Opérations financières</u>	<u>-7 099,4</u>	<u>+3 576,1</u>	<u>+10 802,4</u>	<u>+15 116,3</u>	<u>+15 722,7</u>
- secteur privé	+6 870,7	+14 375,0	+20 937,9	+16 831,4	+13 956,9
- secteur public	-13 970,1	-10 798,9	-10 135,5	-1 715,1	+1 765,8
<u>TOTAL</u>	<u>-7 166,2</u>	<u>+3 479,5</u>	<u>+10 731,7</u>	<u>+15 076,5</u>	<u>+15 697,0</u>

A/- LE COMPTE DE CAPITAL

Ce compte recense les opérations relatives au transfert de capital ainsi que d'autres composantes ne pouvant être affectées aux opérations financières ou aux opérations courantes (actifs non financiers non produits). Il s'agit des transactions portant sur des actifs non financiers non produits, des remises de dettes et des transferts des migrants.



Le compte de capital n'enregistre depuis plusieurs années que les dépenses relatives aux départs définitifs des étrangers ayant résidé au Maroc. Le solde négatif dégagé à ce titre s'est établi à -25,7MDH contre -39,8MDH en 2005.

B/- LE COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES

Le compte d'opérations financières retrace les opérations de constitution d'avoirs et d'engagements financiers par une économie à l'égard du reste du monde. Il s'agit des crédits commerciaux, des investissements directs et de portefeuille et de manière générale, de la création ou de la liquidation de créances entre résidents et non résidents.

Au titre de l'année 2006, les opérations financières ont dégagé pour la quatrième année consécutive, une position créditrice de 15.722,7MDH contre +15.116,3MDH en 2005, soit une progression de 4% ou +606,4MDH.

Cette progression provient de l'évolution positive du solde des opérations financières du secteur public : +1.765,8MDH contre -1.715,1MDH, l'excédent des opérations financières du secteur privé a enregistré en revanche, une régression de 17,1% ou -2.874,5MDH : +13.956,9MDH contre +16.831,4MDH.

1°/- Opérations financières du secteur privé

L'excédent des opérations financières du secteur privé a connu en 2006 une baisse de 17,1% ou -2.874,5MDH : +13.956,9MDH contre +16.831,4MDH.

La baisse qui intervient pour la deuxième année consécutive, est due principalement à l'augmentation du volume des investissements marocains à l'étranger ayant engendré une aggravation du solde négatif au titre de cette rubrique de 66,2% ou -1.547,5MDH (-3.886,6MDH contre -2.339,1MDH) et à l'évolution négative de la rubrique "monnaie fiduciaire et dépôts" : -142,6MDH contre +1.703,5MDH. L'excédent du poste des prêts et investissements étrangers au Maroc a enregistré en revanche, une légère baisse de 1% ou -148,4MDH pour s'établir à +14.431,9MDH contre +14.580,3MDH.

a/ Crédits commerciaux

Les crédits commerciaux sont déterminés par comparaison entre d'une part, les flux physiques des marchandises importées et exportées, appréhendés à partir des déclarations douanières souscrites par les opérateurs économiques et d'autre part, les règlements y afférents qui ressortent des comptes rendus bancaires.

Les crédits commerciaux accordés aux résidents au titre des importations inscrits en recettes, se sont élevés en 2006 à +10.202,2MDH contre 8.495,3MDH une année auparavant, soit +1.706,9MDH.

Quant aux crédits commerciaux consentis aux non résidents au titre des exportations, inscrits en dépenses, ils ont augmenté de 18,5% ou +1.039,4MDH : 6.648MDH contre +5.608,6MDH.

Ainsi, le solde global se dégagant des crédits commerciaux a enregistré un accroissement de 23,1% ou +667,5MDH, s'établissant à +3.554,2MDH contre +2.886,7MDH.

b/ Investissements et prêts privés étrangers

1/ Les recettes

Les recettes au titre des investissements et prêts privés étrangers se sont élevées en 2006, à 29.954,4MDH contre 28.903,1MDH en 2005, soit une amélioration de 3,6% ou +1.051,3MDH.

Ce résultat est imputable à la progression des recettes au titre des investissements de portefeuille qui ont plus que doublé, atteignant 3.384,3MDH contre 1.277,5MDH en 2005. Les recettes au titre des investissements directs se sont, quant à elles, inscrites en baisse de 2,4% ou -637,7MDH, se situant à 26.070,2MDH contre 26.707,9MDH. Pour ce qui est des recettes au titre des prêts privés, elles se sont établies à 499,9MDH contre 917,7MDH en 2005, soit une baisse de 45,5% ou -417,8MDH.

2/ Les dépenses

Les dépenses au titre des investissements et prêts privés ont, de leur côté, enregistré une augmentation de 8,4% ou +1.199,7MDH : 15.522,5MDH contre 14.322,8MDH.

Les transferts au titre des opérations de cession d'investissements directs étrangers au Maroc ont baissé à 4.525,9MDH contre 12.045,3MDH en 2005. Ceux relatifs aux investissements de portefeuille ont en revanche sensiblement augmenté, passant de 715,3MDH en 2005 à 6.009,2MDH en 2006. Les remboursements de prêts privés ont quant à eux, augmenté à 4.987,4MDH contre 1.562,2MDH en 2005.

c/ Investissements et prêts privés marocains à l'étranger

Les dépenses au titre des investissements et prêts privés marocains à l'étranger ont atteint 4.249,6MDH en 2006 contre 3.216,7MDH une année auparavant, soit +32,1% ou +1.032,9MDH.

Les investissements directs marocains à l'étranger ont représenté en 2006 la quasi-totalité de ces dépenses avec 4.234,7MDH. Le secteur des télécommunications a représenté plus de la moitié de ces investissements avec 57,9% du total ou 2.459,4MDH, suivi du secteur du tourisme avec 22,7% ou 965,6MDH et du secteur bancaire avec 10,8% ou 458,6MDH.

Les recettes au titre de la liquidation d'investissements marocains à l'étranger ont porté en 2006 sur 363MDH contre 877,6MDH en 2005, en recul de 58,6% ou -514,6MDH.

d/ Monnaie fiduciaire et dépôts

La rubrique "Monnaie fiduciaire et dépôts" enregistre les variations des engagements du Maroc au titre des avoirs détenus par les non résidents auprès des banques marocaines (dépôts) ainsi que les variations des avoirs en devises détenus par les résidents.

Les engagements se composent des disponibilités des comptes en dirhams convertibles ouverts au nom des étrangers ou des marocains résidant à l'étranger et des comptes convertibles à terme.

Les avoirs sont constitués, quant à eux, des comptes en devises des exportateurs de biens et de services.

Les recettes inscrites au crédit de cette rubrique portent sur l'augmentation enregistrée au niveau des engagements du Maroc. Cette augmentation provient de la progression des avoirs des non résidents en monnaie nationale de 518,3MDH (les disponibilités des comptes étrangers en dirhams convertibles ont progressé de 464,5MDH et ceux des comptes convertibles à terme de 53,8MDH).

Les dépenses inscrites au débit recensent les diminutions des engagements du Maroc à l'égard de l'étranger ou l'augmentation des avoirs en devises des résidents. Elles se sont chiffrées à 660,9MDH : les disponibilités des comptes en dirhams convertibles des MRE ont régressé de 623,8MDH, tandis que les comptes en devises des résidents ont progressé de 37,1MDH.

En conséquence, la rubrique "Monnaie fiduciaire et dépôts" a dégagé, au titre de l'année 2006, un solde négatif de 142,6MDH.

2°/- Opérations financières du secteur public

Ce poste enregistre en recettes les financements extérieurs mobilisés par le secteur public (Trésor et établissements publics) et en dépenses, les remboursements en principal au titre de la dette extérieure publique.

En 2006, le montant global des financements extérieurs mobilisés par le secteur public a atteint 16.068,6MDH contre 14.776,8MDH en 2005, soit une augmentation de 8,7% ou +1.291,8MDH.

Les remboursements en principal de la dette extérieure publique ont enregistré, pour la troisième année consécutive, une régression de 13,3% ou -2.189,1MDH : 14.302,8MDH contre 16.491,9MDH.

Les opérations financières du secteur public ont, en conséquence, dégagé au titre de l'année 2006 un solde positif de 1.765,8MDH contre -1.715,1MDH.

ECART STATISTIQUE

L'écart statistique résultant des différentes écritures enregistrées dans la balance des paiements de l'année 2006 s'est élevé à -4.485,5MDH, soit 0,7% de l'ensemble des transactions de la balance des paiements, identique à celui de l'année 2005.

SOLDE FINAL DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET EVOLUTION DES AVOIRS EXTERIEURS

Au titre de l'année 2006, la balance des paiements a dégagé un excédent de 23.635MDH contre +20.888,1MDH en 2005.

AVOIRS EXTERIEURS

Millions de dirhams

	DECEMBRE	DECEMBRE	EVOLUTION	
	2005	2006	MDH	%
I- Avoirs extérieurs bruts :				
<u>Institut d'émission :</u>	<u>153 001,2</u>	<u>176 549,7</u>	<u>+23 548,5</u>	<u>+15,4</u>
- avoirs en or	2 590,2	3 806,7	+1 216,5	+47,0
- avoirs en devises convertibles	148 362,0	171 211,5	+22 849,5	+15,4
- avoirs en D.T.S	728,3	445,1	-283,2	-38,9
- souscription au FMI - Tranche de réserve	1 320,7	1 086,4	-234,3	-17,7
<u>Banques de dépôt :</u>	<u>20 213,0</u>	<u>23 028,0</u>	<u>+2 815,0</u>	<u>+13,9</u>
<u>TOTAL</u>	<u>173 214,2</u>	<u>199 577,7</u>	<u>+26 363,5</u>	<u>+15,2</u>
II Engagements extérieurs				
<u>Institut d'émission :</u>	<u>2 405,9</u>	<u>2 218,9</u>	<u>-187,0</u>	<u>-7,8</u>
- comptes des organismes internationaux	197,0	199,2	+2,2	+1,1
- autres engagements	2 208,9	2 019,7	-189,2	-8,6
<u>Banques de dépôt :</u>	<u>4 541,0</u>	<u>6 240,0</u>	<u>+1 699,0</u>	<u>+37,4</u>
<u>TOTAL</u>	<u>6 946,9</u>	<u>8 458,9</u>	<u>+1 512,0</u>	<u>+21,8</u>
III- Avoirs extérieurs nets (I-II)				
<u>Institut d'émission :</u>	<u>150 595,3</u>	<u>174 330,8</u>	<u>+23 735,5</u>	<u>+15,8</u>
<u>Banques de dépôt :</u>	<u>15 672,0</u>	<u>16 788,0</u>	<u>+1 116,0</u>	<u>+7,1</u>
<u>TOTAL</u>	<u>166 267,3</u>	<u>191 118,8</u>	<u>+24 851,5</u>	<u>+14,9</u>

Source: Bank Al Maghrib

Cet excédent a été déterminé en prenant en considération les évolutions de certaines composantes des avoirs extérieurs ne résultant pas de flux d'échanges avec l'extérieur. Il s'agit particulièrement de la revalorisation des avoirs et placements en or de l'Institut d'émission qui sont passés de 2.590,2MDH à 3.806,7MDH à fin 2006.

Ainsi, les avoirs extérieurs nets se sont accrus de 14,9% ou +24.851,5MDH, atteignant 191.118,8MDH à fin 2006 contre 166.267,3MDH en 2005. Cet accroissement est dû notamment à l'évolution des avoirs extérieurs nets de l'institut d'émission qui ont enregistré une progression de 15,8% ou +23.735,5MDH : 174.330,8MDH contre 150.595,3MDH.

Les avoirs extérieurs nets des banques de dépôt ont enregistré de leur côté un accroissement de 7,1% ou +1.116MDH, s'établissant à 16.788MDH contre 15.672MDH.



*RESULTATS DE LA BALANCE
COMMERCIALE*

RESULTATS DE LA BALANCE COMMERCIALE

-=-=-=-=-

PRESENTATION GENERALE DES RESULTATS DES TRANSACTIONS SUR MARCHANDISES*

A- DONNEES GENERALES SUR LES TRANSACTIONS COMMERCIALES

Au titre de l'année 2006, les échanges commerciaux avec l'extérieur se sont accrus de 13,7% atteignant 322.532,9MDH contre 283.644,7MDH en 2005. Cette évolution est le résultat de la hausse conjuguée des importations (+14,2%) et des exportations (+12,8%).

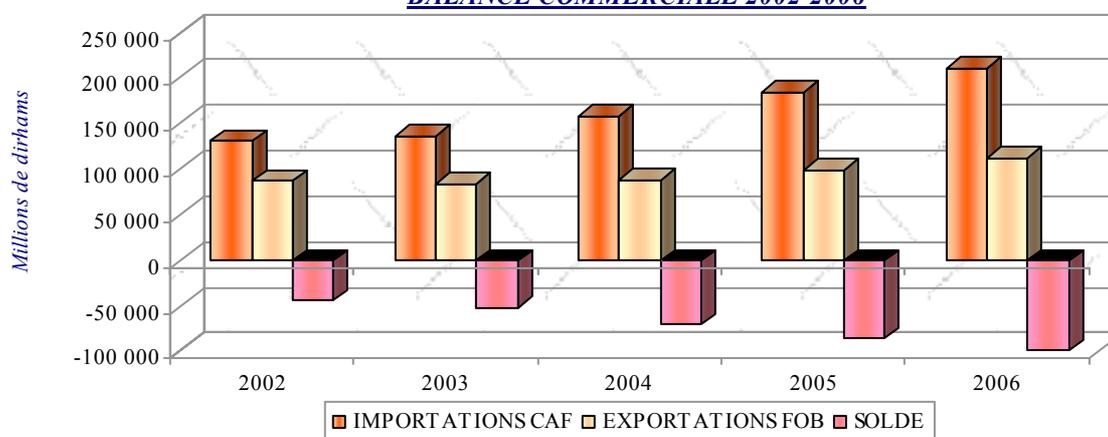
Ainsi le déficit commercial au titre de l'année 2006 s'est aggravé de 15,8% et le taux de couverture a baissé à 53,2% contre 53,8% en 2005. Le tableau ci-dessous reprend l'évolution du déficit commercial au cours de la période 2002-2006.

BALANCE COMMERCIALE 2002-2006

Millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005	2006	EVOLUTION	
						MDH	%
TRANSACTIONS TOTALES	216 798,1	219 957,5	245 817,7	283 644,7	322 532,9	+38 888,2	+13,7
IMPORTATIONS CAF	130 408,9	136 070,1	157 921,2	184 379,5	210 553,6	+26 174,1	+14,2
EXPORTATIONS FOB	86 389,2	83 887,4	87 896,5	99 265,2	111 979,3	+12 714,1	+12,8
SOLDE	-44 019,7	-52 182,7	-70 024,7	-85 114,3	-98 574,3	+13 460,0	+15,8
TAUX DE COUVERTURE (%)	66,2	61,7	55,7	53,8	53,2	-	-

BALANCE COMMERCIALE 2002-2006



* Les transactions sur marchandises font l'objet de la publication intitulée "Balance Commerciale" dédiée exclusivement aux résultats du commerce extérieur.

1°/- Importations

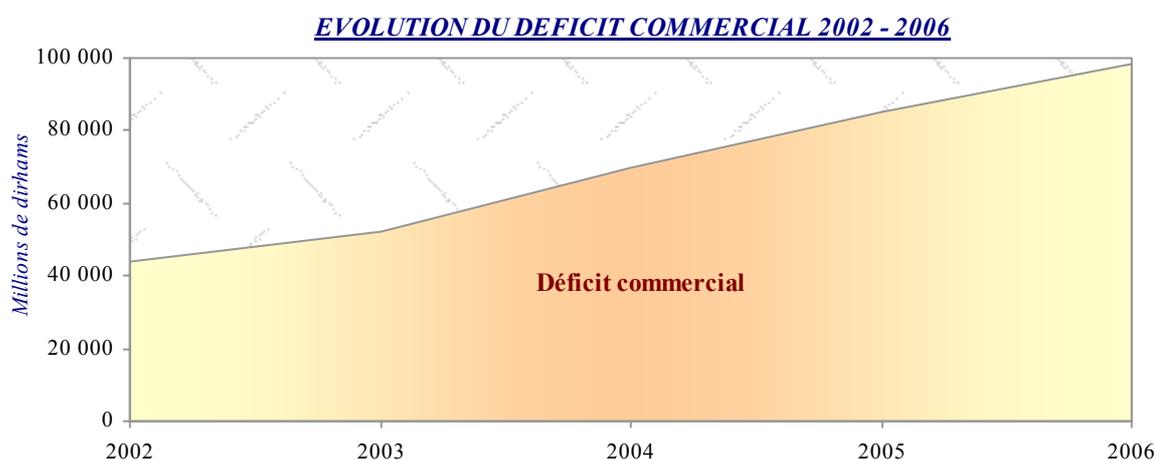
Les importations évaluées CAF ont porté en 2006 sur une valeur de 210.553,6MDH contre 184.379,5MDH en 2005, soit un accroissement de 14,2% ou +26.174,1MDH. Le volume importé est demeuré stable, s'établissant à 34.634,2mt contre 34.879,4mt en 2005. Quant au prix moyen de la tonne importée, il s'est apprécié de 15% : 6079DH contre 5.286DH.

2°/- Exportations

Les exportations exprimées FOB se sont inscrites en hausse de 12,8% ou +12.714,1MDH, s'élevant à 111.979,3MDH contre 99.265,2MDH en 2005. Le volume exporté s'est situé à 24.888mt contre 24.989,5mt en 2005 et le prix moyen de la tonne exportée à l'instar des produits importés, s'est apprécié en 2006 de 13,3% : 4.499DH contre 3.972DH.

3°/- Solde de la balance commerciale

Les transactions commerciales ont dégagé au titre de l'année 2006 un déficit commercial en aggravation de 15,8% ou 13.460MDH : -98.574,3MDH contre -85.114,3MDH en 2005.



B/- PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTERIEUR

1°/- Taux de couverture

Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi en 2006 à 53,2% contre 53,8% en 2005. Comparativement à la moyenne des années 2002 à 2005, soit 59,4%, ce taux s'est inscrit en baisse de 6,2 points.

2°/- Taux d'ouverture

Le taux d'ouverture exprimé par le rapport de la valeur globale des échanges commerciaux au Produit Intérieur Brut, s'est situé en 2006 à 56,1% contre 54,3% en 2005, avec une hausse de 1,8 point.

3°/- Taux d'exportation

En 2006, l'effort à l'exportation, mesuré par le rapport entre les exportations et le PIB, s'est établi à 19,5% contre 19% en 2005.

4°/- Taux de pénétration

Le taux de pénétration des importations, c'est-à-dire la proportion de la demande intérieure couverte par le recours aux importations, est resté relativement stable : 31,2% contre 30,3% en 2005. Ce résultat est dû à la hausse des importations (+14,2%), plus prononcée que celle du PIB (+10,9%).

5°/- Taux de dépendance

Le taux de dépendance, mesuré par la moyenne des importations et exportations, rapportée au PIB, permet d'évaluer la dépendance d'une économie à l'égard des marchés extérieurs. Ce taux a été en 2006 de 28% contre 27,1% en 2005.

EVOLUTION DU PIB ET DES ECHANGES COMMERCIAUX

1998 - 2006

En millions de dirhams

ANNEE	PIB*	IMPORTATIONS CAF	EXPORTATIONS FOB	TRANSACTIONS TOTALES	SOLDE COMMERCIAL
1998	384 452	98 675,5	68 607,5	167 283,0	-30 068,0
1999	389 786	105 931,0	73 616,7	179 547,7	-32 314,3
2000	393 786	122 526,8	78 826,7	201 353,5	-43 700,1
2001	426 871	124 717,8	80 666,7	205 384,5	-44 051,1
2002	446 044	130 408,9	86 389,2	216 798,1	-44 019,7
2003	476 987	136 070,1	83 887,4	219 957,5	-52 182,7
2004	500 081	157 921,2	87 896,5	245 817,7	-70 024,7
2005	522 649	184 379,5	99 265,2	283 644,7	-85 114,3
2006	575 271	210 553,6	111 979,3	322 532,9	-98 574,3

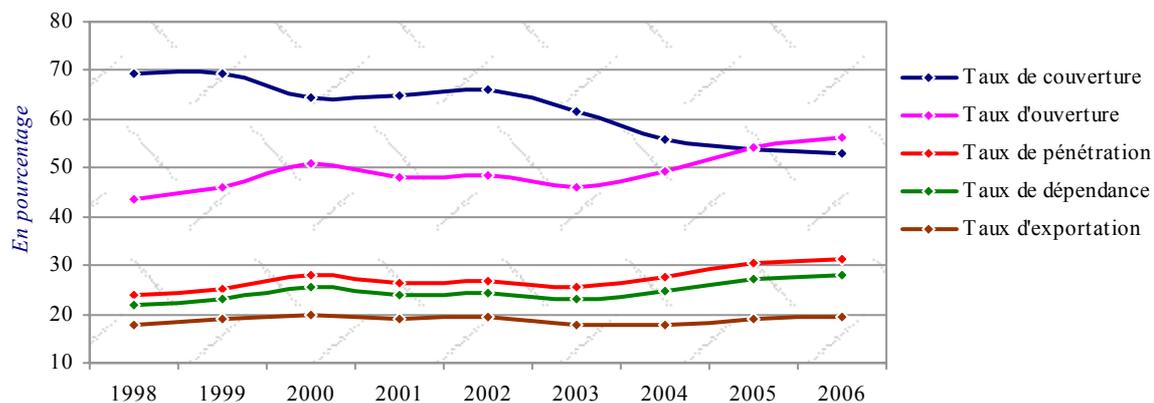
*PIB en prix courants, données révisées (base 1998), source: Haut Commissariat au Plan

EVOLUTION DES RATIOS DU COMMERCE EXTERIEUR*

En pourcentage

ANNEE	Taux de couverture	Taux d'ouverture	Taux d'exportation	Taux de pénétration	Taux de dépendance
1998	69,5	43,5	17,8	23,8	21,8
1999	69,5	46,1	18,9	25,1	23,0
2000	64,3	51,1	20,0	28,0	25,6
2001	64,7	48,1	18,9	26,5	24,1
2002	66,2	48,6	19,4	26,6	24,3
2003	61,7	46,1	17,6	25,7	23,1
2004	55,7	49,2	17,6	27,7	24,6
2005	53,8	54,3	19,0	30,3	27,1
2006	53,2	56,1	19,5	31,2	28,0

*données révisées pour les années 1998 à 2005



IMPORTATIONS

Les importations évaluées CAF ont atteint en 2006, 210.553,6MDH contre 184.379,5MDH en 2005, marquant ainsi une hausse de 14,2% ou +26.174,1MDH. En volume, elles sont demeurées relativement stables : 34.634,2mt contre 34.879,4mt en 2005. Le prix moyen à l'importation s'est en conséquence apprécié de 15% ou +793DH/T: 6.079DH/T contre 5.286DH/T en 2005.

La hausse en valeur des importations a concerné la plupart des groupes de produits. Il s'agit en particulier des demi-produits (+20,8% ou 8.512,8MDH), des biens d'équipement (+21,9% ou +8.418,4MDH), des produits énergétiques (+13,7% ou +5.401,5MDH) et des produits finis de consommation (+9,2% ou +3.466,8 MDH).

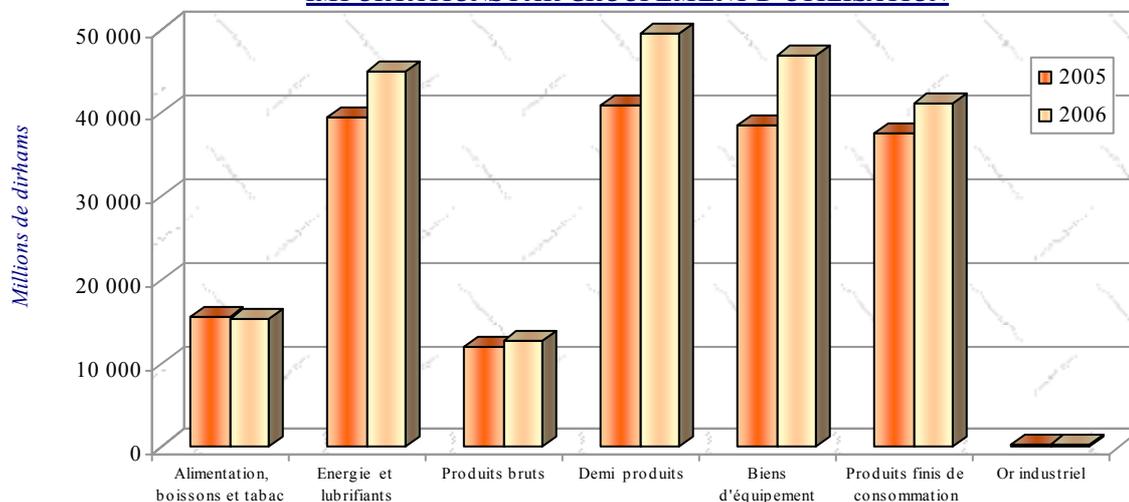
IMPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

Groupe d'utilisation	POIDS				VALEUR				PRIX MOYEN*		
	2005 1000T	2006 1000T	Evol %	Part %	2005 MDH	2006 MDH	Evol %	Part %	2005 DH/T	2006 DH/T	Evol %
Alimentation, boissons et tabac	6 750,3	5 408,7	-19,9	15,6	15 616,6	15 417,9	-1,3	7,3	2 313	2 851	+23,2
Energie et lubrifiants	15 781,6	15 589,4	-1,2	45,0	39 510,4	44 911,9	+13,7	21,3	2 504	2 881	+15,1
Produits bruts	5 802,7	6 277,6	+8,2	18,2	12 017,0	12 690,9	+5,6	6,0	2 071	2 022	-2,4
• d'origine animale et végétale	2 157,4	2 346,4	+8,8	6,8	8 184,4	8 894,3	+8,7	4,2	3 794	3 791	-0,1
• d'origine minérale	3 645,3	3 931,2	+7,8	11,4	3 832,6	3 796,6	-0,9	1,8	1 051	966	-8,1
Demi produits	5 314,1	6 004,3	+13,0	17,3	40 879,7	49 392,5	+20,8	23,5	7 693	8 226	+6,9
Biens d'équipement	564,2	624,4	+10,7	1,8	38 514,1	46 932,5	+21,9	22,3	68 263	75 163	+10,1
• agricole	29,9	43,7	+46,2	0,1	1 336,6	2 113,9	+58,2	1,0	44 655	48 359	+8,3
• industriel	534,3	580,7	+8,7	1,7	37 177,5	44 818,6	+20,6	21,3	69 575	77 180	+10,9
Produits finis de consommation	666,5	729,8	+9,5	2,1	37 559,5	41 026,3	+9,2	19,5	56 354	56 216	-0,2
Or industriel	-	-	-	-	282,2	181,6	-35,6	0,1	-	-	-
TOTAL	34 879,4	34 634,2	-0,7	100,0	184 379,5	210 553,6	+14,2	100,0	5 286	6 079	+15,0

* Le prix moyen de la tonne est déterminé sur la base de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.

La structure des importations reste prédominée par quatre groupes de produits, à savoir les demi-produits (23,5% contre 22,2% en 2005), les biens d'équipement (22,3% contre 20,9%), les produits énergétiques (21,3% contre 21,4%) et les produits finis de consommation (19,5% contre 20,3%). Globalement, leur part a gagné 1,8 point : 86,6% contre 84,8% en 2005.

IMPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION



A/- STRUCTURE DES IMPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

1°/- Alimentation, boissons et tabac

En 2006, les importations de **produits alimentaires** ont accusé un léger recul de -1,3% ou -198,7MDH : 15.417,9MDH contre 15.616,6MDH une année auparavant. En volume, la baisse a été plus prononcée : -19,9% ou -1.341,6mt (5.408,7mt contre 6.750,3mt en 2005). Ainsi, le prix moyen à l'importation des produits alimentaires s'est apprécié de 23,2% ou +538DH/T : 2.851DH/T contre 2.313DH/T en 2005. La part des produits alimentaires dans le total des importations a perdu 1,2 point, s'établissant à 7,3% en 2006 contre 8,5% une année auparavant.

Les importations de produits alimentaires ont été prédominées par trois produits qui ont représenté 57% contre 62% en 2005. Il s'agit :

- ✓ des céréales : 5.325,1MDH contre 7.406,6MDH en 2005, soit -28,1% ou -2.081,5MDH ;
- ✓ du sucre : 2.297,1MDH contre 1.330,5MDH en 2005, soit +72,6% ou +966,6MDH ;
- ✓ des produits laitiers qui sont restés stables : 1.175,2MDH contre 1.172,3MDH en 2005.

IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Produits	2005				2006				Evolution	
	Poids 1000 T	Valeur MDH	Prix moy. DH/T *	Part %	Poids 1000 T	Valeur MDH	Prix moy. DH/T *	Part %	MDH	%
Céréales	5 081,6	7 406,6	1 458	47,4	3 467,2	5 325,1	1 536	34,5	-2 081,5	-28,1
Sucre	614,5	1 330,5	2 165	8,5	658,9	2 297,1	3 486	14,9	+966,6	+72,6
Thé	50,1	750,5	14 984	4,8	50,6	782,1	15 457	5,1	+31,6	+4,2
Tabacs	10,0	735,7	73 535	4,7	8,2	633,3	76 950	4,1	-102,4	-13,9
Produits laitiers	58,9	1 172,3	19 903	7,5	60,1	1 175,2	19 554	7,6	+2,9	+0,2
Café	29,3	309,2	10 569	2,0	33,0	424,9	12 890	2,8	+115,7	+37,4
Autres produits	905,9	3 911,8	4 318	25,1	1 130,7	4 780,2	4 228	31,0	+868,4	+22,2
TOTAL	6 750,3	15 616,6	2 313	100,0	5 408,7	15 417,9	2 851	100,0	-198,7	-1,3

* le prix moyen de la tonne est déterminé sur la base de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.

2°/- Energie et lubrifiants

Les **achats de produits énergétiques** ont atteint 44.911,9MDH contre 39.510,4MDH en 2005 avec une hausse de 13,7% ou +5.401,5MDH. Ils sont intervenus à concurrence de 21,3% dans le total des importations (21,4% en 2005).

En volume, les importations des produits énergétiques ont enregistré une baisse de 1,2% ou -192,2mt : 15.589,4mt contre 15.781,6mt en 2005. Le prix moyen de la tonne importée s'est apprécié de 15,1% : 2.881DH/T contre 2.504DH/T en 2005.

Les prix moyens de l'ensemble des produits relevant de ce groupe ont connu des hausses significatives : (18,4% pour le pétrole brut, 15,6% pour le gaz de pétrole et 11,3% pour les gas oils et fuel oils), dues au renchérissement du prix des produits pétroliers sur le marché international.

IMPORTATIONS DE PRODUITS ENERGETIQUES

Produits	2005				2006				Evolution	
	Poids	Valeur	PM*	Part	Poids	Valeur	PM*	Part	Valeur	
	1000 T	MDH	DH/T	%	1000 T	MDH	DH/T	%	MDH	%
Pétrole brut	7 055,6	23 946,9	3 394	60,6	6 261,8	25 171,7	4 020	56,0	+1 224,8	+5,1
Gaz de pétrole	1 616,3	5 784,5	3 579	14,6	1 859,9	7 696,8	4 138	17,1	+1 912,3	+33,1
Gas oils et fuel oils	1 046,5	4 990,0	4 768	12,6	1 387,2	7 364,5	5 309	16,4	+2 374,5	+47,6
Houille crue et agglomérée	5 881,8	3 872,1	658	9,8	5 876,6	3 559,6	606	7,9	-312,5	-8,1
Huiles de pétrole et lubrifiants	139,0	758,1	5 453	1,9	146,6	934,0	6 370	2,1	+175,9	+23,2
Paraffines	9,1	59,5	6 526	0,2	7,8	59,9	7 725	0,1	+0,4	+0,7
Autres	33,3	99,3	2 982	0,3	49,5	125,4	2 537	0,4	+26,1	+26,3
TOTAL	15 781,6	39 510,4	2 504	100,0	15 589,4	44 911,9	2 881	100,0	+5 401,5	+13,7

* le prix moyen de la tonne est déterminé sur la base de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.

3°/- Produits bruts

En 2006, les importations de **produits bruts** ont progressé de 5,6% ou +673,9MDH, se chiffrant à 12.690,9MDH contre 12.017MDH une année auparavant.

Cette évolution s'explique par la hausse des importations de **produits bruts d'origine animale et végétale** (+8,7% ou +709,9MDH, soit 8.894,3MDH contre 8.184,4MDH en 2005). En revanche, les importations de **produits bruts d'origine minérale** sont restées relativement stables : 3.796,6MDH en 2006 contre 3.832,6MDH une année auparavant.

IMPORTATIONS DE PRODUITS BRUTS

Produits	2005			2006			Evolution	
	Poids	Valeur	Part	Poids	Valeur	Part	Valeur	
	1000 T	MDH	%	1000 T	MDH	%	MDH	%
Produits bruts d'origine animale et végétale	2 157,4	8 184,4	68,1	2 346,4	8 894,3	70,1	+709,9	+8,7
Bois bruts, équarris ou sciés	817,2	2 296,3	19,1	1 038,6	2 841,1	22,4	+544,8	+23,7
Huiles végétales brutes	373,4	1 800,2	15,0	438,2	2 144,0	16,9	+343,8	+19,1
Graines et fruits oléagineux	608,6	1 622,9	13,5	537,4	1 306,8	10,3	-316,1	-19,5
Coton	34,5	370,6	3,1	35,9	423,7	3,3	+53,1	+14,3
Autres p.bruts d'origine animale et végétale	323,7	2 094,4	17,4	296,3	2 178,7	17,2	+84,3	+4,0
Produits bruts d'origine minérale	3 645,3	3 832,6	31,9	3 931,2	3 796,6	29,9	-36,0	-0,9
Soufres bruts non raffinés	3 238,9	2 359,7	19,7	3 481,4	2 117,4	16,7	-242,3	-10,3
Fibres textiles synthétiques	46,0	713,0	5,9	48,1	764,9	6,0	+51,9	+7,3
Autres produits bruts d'origine minérale	360,4	759,9	6,3	401,7	914,3	7,2	+154,4	+20,3
TOTAL	5 802,7	12 017,0	100,0	6 277,6	12 690,9	100,0	+673,9	+5,6

Ainsi la hausse a concerné principalement les achats de bois bruts (+23,7% ou +544,8MDH) et les huiles végétales brutes (+19,1% ou +343,8MDH). Par contre, la baisse a affecté les acquisitions de graines et fruits oléagineux (-19,5% ou -316,1MDH) et de soufres bruts non raffinés (-10,3% ou -242,3MDH).

4°/- Demi-produits

Les importations de **demi-produits** se sont accrues en 2006 de 20,8% ou +8.512,8MDH, passant à 49.392,5MDH au lieu de 40.879,7MDH une année auparavant. Ainsi leur part dans le total des importations a gagné 1,3 point, se situant à 23,5% contre 22,2% en 2005.

Les principaux produits de ce groupe se sont inscrits en hausse. Il s'agit en l'occurrence :

- ✓ des matières plastiques artificielles (+21,2% ou +1.055,9MDH contre +19,6% ou +816,1MDH en 2005) ;
- ✓ des produits chimiques (+17,8% ou 931,9MDH contre +9,6% ou +455,7MDH) ;
- ✓ du fer et acier en blooms et ébauches (+17% ou 909,3MDH contre +5,3% ou +269MDH) ;
- ✓ des composants électroniques (Transistors) (+23,8% ou +726,3 MDH contre +20% ou +508,1MDH).

IMPORTATIONS DE DEMI-PRODUITS

Produits	2005			2006			Evolution	
	Poids	Valeur	Part	Poids	Valeur	Part	Valeur	
	1000 T	MDH	%	1000 T	MDH	%	MDH	%
Fer et acier en blooms et ébauches	1 411,0	5 339,7	13,1	1 539,7	6 249,0	12,7	+909,3	+17,0
Produits chimiques	898,5	5 223,3	12,8	993,9	6 155,2	12,5	+931,9	+17,8
Matières plastiques artificielles	381,2	4 970,5	12,2	428,7	6 026,4	12,2	+1 055,9	+21,2
Composants électroniques (Transistors)	3,3	3 048,7	7,5	2,7	3 775,0	7,6	+726,3	+23,8
Papiers et cartons	289,6	2 457,3	6,0	291,1	2 621,6	5,3	+164,3	+6,7
Fils, barres, profiles en fer et acier	299,1	1 597,7	3,9	391,5	2 106,5	4,3	+508,8	+31,8
Cuivre	36,7	1 247,5	3,0	38,1	2 096,9	4,2	+849,4	+68,1
Engrais naturels et chimiques	502,9	1 079,9	2,6	611,9	1 316,0	2,7	+236,1	+21,9
Barres, tôles, feuilles et tubes en aluminium	35,9	911,4	2,2	43,8	1 311,9	2,7	+400,5	+43,9
Plats, tôles feuillardés en fer ou en acier	135,5	1 193,9	2,9	131,4	1 243,2	2,5	+49,3	+4,1
Fils de fibres synthétiques et artificielles	32,2	825,9	2,0	37,7	955,7	1,9	+129,8	+15,7
Cuirs et peaux	4,8	768,1	1,9	5,4	903,7	1,8	+135,6	+17,7
Autres	1 283,4	12 215,8	29,9	1 488,4	14 631,4	29,6	+2 415,6	+19,8
TOTAL	5 314,1	40 879,7	100,0	6 004,3	49 392,5	100,0	+8 512,8	+20,8

5°/- Biens d'équipement

Les importations de **biens d'équipement** se sont inscrites en hausse de 21,9% ou +8.418,4MDH, soit 46.932,5MDH contre 38.514,1MDH en 2005. Ce groupe occupe la deuxième position parmi les groupes de produits à l'importation, alors qu'il était en troisième position en 2005. Cette évolution est due essentiellement aux biens d'équipement industriel (+20,6% ou +7.640,6 MDH) et dans une moindre mesure aux biens d'équipement agricole (+58,2% ou +777,3 MDH).

Au niveau des biens d'équipement industriel, la hausse a concerné les acquisitions d'avions (+1.621,1MDH), de machines et appareils divers (+20,6% ou +1.482,2MDH), de fils et câbles pour l'électricité (+34,7% ou +920,2MDH) et de voitures industrielles (+15,6% ou +522,2 MDH).

Concernant les biens d'équipement agricole, la hausse s'explique par les achats de tracteurs (+73,8% ou +579,4MDH) et de machines et outils agricoles (+36% ou +198,1MDH).

IMPORTATIONS DE BIENS D'EQUIPEMENT

<i>Produits</i>	<i>2005</i>		<i>2006</i>		<i>Evolution</i>	
	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	
	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
<u>Produits finis d'équipement industriel</u>	<u>37 177,5</u>	<u>96,6</u>	<u>44 818,6</u>	<u>95,5</u>	<u>+7 641,1</u>	<u>+20,6</u>
Machines et appareils divers	7 210,4	18,7	8 692,6	18,5	+1 482,2	+20,6
Voitures industrielles	3 350,4	8,7	3 872,6	8,3	+522,2	+15,6
Fils et câbles pour l'électricité	2 649,3	6,9	3 569,5	7,6	+920,2	+34,7
Avions	1 189,8	3,1	2 810,9	6,0	+1 621,1	+136,2
Appareils de coupure électriques	1 788,9	4,6	1 911,4	4,1	+122,5	+6,8
Matériel à broyer, à agglomérer	1 448,0	3,8	1 772,2	3,8	+324,2	+22,4
Moteurs à pistons et autres moteurs	822,0	2,1	1 313,2	2,8	+491,2	+59,8
Matériel d'extraction	1 132,7	2,9	1 278,9	2,7	+146,2	+12,9
Appareils électriques pour téléphonie	1 196,6	3,1	1 143,9	2,4	-52,7	-4,4
Pompes et compresseurs	931,6	2,4	1 011,3	2,2	+79,7	+8,6
Ascenseurs, appareils de levage et manutention	754,1	2,0	988,6	2,1	+234,5	+31,1
Réservoirs, bouteilles et fûts métalliques	892,9	2,3	829,1	1,8	-63,8	-7,1
Bandages pneumatiques, chambres à air pr voitures indus.	562,3	1,5	747,3	1,6	+185,0	+32,9
Machines textiles	665,0	1,7	725,9	1,5	+60,9	+9,2
Machines génératrices et moteurs électriques	328,6	0,9	644,0	1,4	+315,4	+96,0
Appareils émetteurs radio	572,5	1,5	531,5	1,1	-41,0	-7,2
Machines outils	410,3	1,1	518,5	1,1	+108,2	+26,4
Machines, appareils pour industries alimentaires	497,4	1,3	477,8	1,0	-19,6	-3,9
Autres	10 774,7	28,0	11 979,4	25,5	+1 204,7	+11,2
<u>Produits finis d'équipement agricole</u>	<u>1 336,6</u>	<u>3,4</u>	<u>2 113,9</u>	<u>4,5</u>	<u>+777,3</u>	<u>+58,2</u>
Tracteurs agricoles	785,5	2,0	1 364,9	2,9	+579,4	+73,8
Machines et outils agricoles	550,5	1,4	748,6	1,6	+198,1	+36,0
Autres	0,6	-	0,4	-	-0,2	-33,3
<u>TOTAL</u>	<u>38 514,1</u>	<u>100,0</u>	<u>46 932,5</u>	<u>100,0</u>	<u>+8 418,4</u>	<u>+21,9</u>

6°/- Produits finis de consommation

Les achats de **produits finis de consommation** qui constituent le quatrième groupe de produits à l'import, ont totalisé 41.026,3MDH contre 37.559,5MDH en 2005, soit un accroissement de 9,2% ou +3.466,8MDH. En dépit de cet accroissement, leur part dans le total des importations a baissé à 19,5% contre 20,3% en 2005.

IMPORTATIONS DE BIENS DE CONSOMMATION

<i>Produits</i>	<i>2005</i>			<i>2006</i>			<i>Evolution</i>	
	<i>Poids</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Poids</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	
	<i>1000 T</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>1000 T</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
Voitures de tourisme	64,6	5 026,4	13,4	81,4	6 234,5	15,2	+1 208,1	+24,0
Tissus de coton	43,2	4 300,2	11,4	43,0	4 180,1	10,2	-120,1	-2,8
Appareils récepteurs radios et télévision*	27,4	3 855,2	10,3	30,2	3 778,7	9,2	-76,5	-2,0
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	43,3	2 922,2	7,8	48,0	3 064,9	7,5	+142,7	+4,9
Médicaments	4,7	2 381,6	6,3	4,5	2 526,1	6,1	+144,5	+6,1
Ouvrages en matières plastiques	40,6	1 677,4	4,5	47,6	2 008,1	4,9	+330,7	+19,7
Papiers finis et ouvrages en papier	39,5	1 203,4	3,2	37,7	1 292,6	3,1	+89,2	+7,4
Articles de bonneterie	20,0	1 359,8	3,6	20,1	1 264,0	3,1	-95,8	-7,0
Parties et pièces détachées pr voitures de tourisme	30,5	1 028,2	2,7	28,1	1 014,1	2,5	-14,1	-1,4
Tissus de laine, poil ou crin	4,2	674,0	1,8	5,3	977,6	2,4	+303,6	+45,0
Vêtements confectionnés	2,9	486,6	1,3	3,5	449,5	1,1	-37,1	-7,6
Autres	345,6	12 644,5	33,7	380,4	14 236,1	34,7	+1 591,6	+12,6
<u>TOTAL</u>	<u>666,5</u>	<u>37 559,5</u>	<u>100,0</u>	<u>729,8</u>	<u>41 026,3</u>	<u>100,0</u>	<u>+3 466,8</u>	<u>+9,2</u>

* y compris les GSM

Les principaux produits en hausse sont :

- ✓ les voitures de tourisme (+24% ou +1.208,1MDH) ;
- ✓ les ouvrages en matière plastique (+19,7% ou +330,7MDH) ;
- ✓ les tissus de laine, de poil ou de crin (+45% ou +303,6MDH).

B/- IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

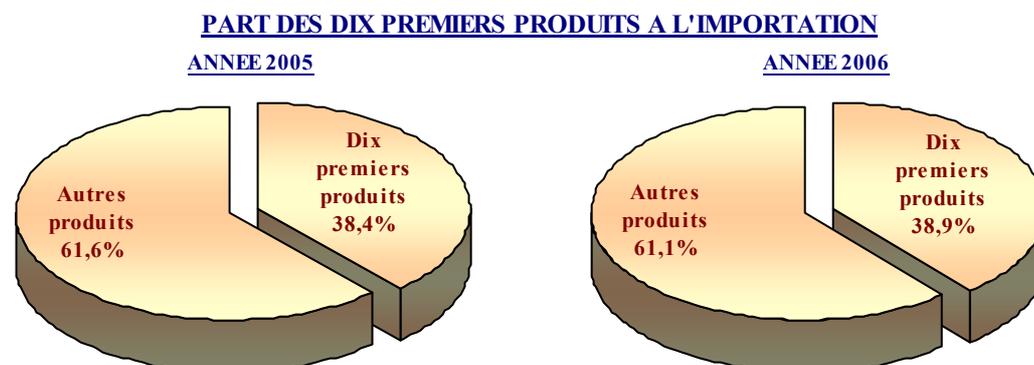
IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

<i>Produits</i>	<i>2005</i>		<i>Produits</i>	<i>2006</i>	
	<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>		<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>
Huile brute de pétrole	23 946,9	13,0	Huile brute de pétrole	25 171,7	12,0
Machines et appareils divers	7 210,4	3,9	Machines et appareils divers	8 692,6	4,1
Gaz de pétrole et autres hydrocarbures	5 784,5	3,1	Gas de pétrole et autres hydrocarbures	7 696,8	3,7
Fer et Acier en blooms et ébauches	5 339,7	2,9	Gas oils et fuels oils	7 364,5	3,5
Produits chimiques	5 223,3	2,8	Fer et acier en blooms et ébauches	6 248,9	3,0
Voitures de tourisme	5 026,4	2,7	Voitures de tourisme	6 234,5	3,0
Gas-oils et fuel-oils	4 990,0	2,7	Produits chimiques	6 155,2	2,9
Matières plastiques artificielles	4 970,5	2,7	Matières plastiques artificielles	6 026,4	2,9
Tissus de coton	4 300,2	2,3	Tissus de coton	4 180,1	2,0
Blé	4 154,5	2,3	Voitures industrielles	3 872,6	1,8
Houilles crues, agglomérées et coke	3 872,1	2,1	Appareils récepteurs radio et télévision	3 778,7	1,8
Appareils récepteurs radio et télévision	3 855,2	2,1	Composants électroniques (transistors)	3 775,0	1,8
Voitures industrielles	3 350,4	1,8	Fils et câbles pour l'électricité	3 569,5	1,7
Composants électroniques (Transistors)	3 048,7	1,7	Houille crue, agglomères et coke	3 559,6	1,7
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	2 922,2	1,6	Blé	3 089,6	1,5
Fils et câbles pour l'électricité	2 649,3	1,4	Tissus de fibres synthétiques et artificielles	3 064,9	1,5
Papiers et cartons	2 457,3	1,3	Bois bruts, équarris ou sciés	2 841,1	1,4
Médicaments	2 381,6	1,3	Avions	2 810,9	1,3
Soufres bruts et non raffinés	2 359,7	1,3	Papiers et cartons	2 621,6	1,2
Bois bruts équarris ou sciés	2 296,3	1,2	Médicaments	2 526,1	1,2
Maïs	2 068,1	1,1	Sucre	2 297,1	1,1
Huiles végétales brutes	1 800,2	1,0	Huiles végétales brutes	2 144,0	1,0
Appareils de coupure électriques	1 788,9	1,0	Soufre brut	2 117,4	1,0
Ouvrages en matières plastiques	1 677,4	0,9	Fils, barres, palplanches, profiles en fer et acier	2 106,5	1,0
Graines et fruits oléagineux	1 622,9	0,9	Cuivre	2 096,9	1,0
Fils, barres, profiles en fer et acier	1 597,7	0,9	Ouvrages en matières plastiques	2 008,1	1,0
Matériel à broyer et à agglomérer	1 448,0	0,8	Maïs	1 946,2	0,9
Articles de bonneterie	1 359,8	0,7	Appareils de coupures électriques	1 911,4	0,9
Sucre	1 330,5	0,7	Matériel à broyer, à agglomérer	1 772,2	0,8
cuivre	1 247,5	0,7	Tracteurs agricoles	1 364,9	0,6
Papiers finis et ouvrages en papier	1 203,4	0,7	Engrais naturels et chimiques	1 316,0	0,6
Appareils électriques pr téléphonie, télégraphie	1 196,6	0,7	Moteurs à pistons et autres moteurs	1 313,2	0,6
Plats, tôles, feuillards en fer ou en acier	1 193,9	0,7	Barres, tôles, feuilles et tubes en aluminium	1 311,9	0,6
Avions	1 189,8	0,6	Graines et fruits oléagineux	1 306,8	0,6
Orge	1 184,0	0,6	Papiers finis et ouvrages en papiers	1 292,5	0,6
Matériel d'extraction	1 132,7	0,6	Matériel d'extraction	1 278,9	0,6
Sous total	123 180,6	66,8	Sous total	140 864,3	66,9
Autres produits	61 198,9	33,2	Autres produits	69 689,3	33,1
<u>TOTAL DES IMPORTATIONS</u>	<u>184 379,5</u>	<u>100,0</u>	<u>TOTAL DES IMPORTATIONS</u>	<u>210 553,6</u>	<u>100,0</u>

La répartition des importations par principaux produits laisse apparaître la prédominance de quelques produits qui interviennent pour une part appréciable dans les importations. En

effet, dix produits seulement représentent 38,9% du total des importations contre 38,4% en 2005.

Parmi ces produits, figure en premier lieu le **pétrole brut** avec une part de 12% contre 13% en 2005, suivi **des machines et appareils divers** : 4,1% contre 3,9% en 2005 ; du **gaz de pétrole** : 3,7% contre 3,1%, du **gas oils et fuel oils** : 3,5% contre 2,7% et enfin, du **fer et acier en blooms et ébauches** : 3% contre 2,9%.



C/- IMPORTATIONS EN ADMISSION TEMPORAIRE POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF

En 2006, les importations réalisées dans le cadre du régime de l'admission temporaire pour perfectionnement actif (**avec et sans paiement**) se sont accrues de 10,4% ou +4.660,9MDH, totalisant 49.623,5MDH contre 44.962,6MDH une année auparavant. En revanche, leur part dans les importations totales a légèrement baissé, s'établissant à 23,6% contre 24,4% en 2005.

IMPORTATIONS EN ADMISSION TEMPORAIRE POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF

	2005		2006	
	Valeur en MDH	Part en %	Valeur en MDH	Part en %
Importations en admission temporaire pour perfectionnement actif	44 962,6	24,4	49 623,5	23,6
- Importations en ATPA sans paiement	24 222,6	13,1	26 527,4	12,6
- Importations en ATPA avec paiement	20 740,0	11,3	23 096,1	11,0
Autres	139 416,9	75,6	160 930,1	76,4
<u>TOTAL GENERAL</u>	<u>184 379,5</u>	<u>100,0</u>	<u>210 553,6</u>	<u>100,0</u>

1°/- Importations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif avec paiement

Les importations effectuées en admission temporaire pour perfectionnement actif avec paiement ont enregistré en 2006 une hausse de 11,4% ou +2.356,1MDH, passant à 23.096,1MDH contre 20.740MDH en 2005. Cette hausse a concerné principalement les demi-produits (+17,9% ou 1.056,9MDH) et les produits finis d'équipement (+28,6% ou +527,4MDH).

IMPORTATIONS EN SUITE D'ATPA AVEC PAIEMENT VENTILEES
PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

<i>Groupement</i>	<i>2005</i>		<i>2006</i>		<i>Evolution Valeur</i>	
	<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>	<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
Alimentation, boissons et tabac	791,2	3,8	915,1	4,0	+123,9	+15,7
Energie et lubrifiants	5 627,1	27,1	5 901,4	25,5	+274,3	+4,9
Produits bruts	3 717,0	17,9	3 812,2	16,5	+95,2	+2,6
Demi produits	5 904,7	28,5	6 961,6	30,1	+1 056,9	+17,9
Produits finis d'équipement	1 845,1	8,9	2 372,5	10,3	+527,4	+28,6
Produits finis de consommation	2 853,1	13,8	3 130,5	13,6	+277,4	+9,7
Or industriel	1,8	-	2,8	-	+1,0	+55,6
<u>TOTAL</u>	<u>20 740,0</u>	<u>100,0</u>	<u>23 096,1</u>	<u>100,0</u>	<u>+2 356,1</u>	<u>+11,4</u>

2°/- Importations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif sans paiement

Au titre de l'année 2006, les importations réalisées en admission temporaire pour perfectionnement actif sans paiement se sont accrues de 9,5% ou +2.304,8MDH, soit 26.527,4MDH contre 24.222,6MDH en 2005.

La répartition de ces importations par principaux produits s'est caractérisée par la prépondérance des produits textiles et du cuir (54,1% contre 56,7% en 2005), suivis des composants électroniques (25,7% contre 23,6% en 2005).

IMPORTATIONS EN ATPA SANS PAIEMENT VENTILEES
PAR PRINCIPAUX PRODUITS

	<i>2005</i>		<i>2006</i>		<i>Evolution Valeur</i>	
	<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>	<i>Valeur MDH</i>	<i>Part %</i>	<i>Valeur</i>	
					<i>MDH</i>	<i>%</i>
<u>Produits textiles et de cuir</u>	<u>13 738,5</u>	<u>56,7</u>	<u>14 366,0</u>	<u>54,1</u>	<u>+627,5</u>	<u>+4,6</u>
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	2 203,3	9,1	2 248,3	8,5	+45,0	+2,0
Tissus de coton	3 250,5	13,4	3 170,4	11,9	-80,1	-2,5
Articles de bonneterie	1 235,6	5,1	1 264,0	4,8	+28,4	+2,3
Tissus de laine, poils ou crins	655,0	2,7	954,7	3,6	+299,7	+45,8
Vêtements confectionnés	300,1	1,2	204,9	0,8	-95,2	-31,7
Cuirs et peaux	632,8	2,6	751,0	2,8	+118,2	+18,7
Velours	268,1	1,1	167,2	0,6	-100,9	-37,6
Autres	5 193,1	21,5	5 605,5	21,1	+412,4	+7,9
<u>Produits des industries électriques et électroniques</u>	<u>5 716,4</u>	<u>23,6</u>	<u>6 811,9</u>	<u>25,7</u>	<u>+1 095,5</u>	<u>+19,2</u>
Composants électroniques (Transistors)	3 046,5	12,6	3 773,2	14,2	+726,7	+23,9
Autres	2 669,9	11,0	3 038,7	11,5	+368,8	+13,8
<u>Autres produits</u>	<u>4 767,7</u>	<u>19,7</u>	<u>5 349,5</u>	<u>20,2</u>	<u>+581,8</u>	<u>+12,2</u>
<u>TOTAL GENERAL</u>	<u>24 222,6</u>	<u>100,0</u>	<u>26 527,4</u>	<u>100,0</u>	<u>+2 304,8</u>	<u>+9,5</u>

EXPORTATIONS

Au titre de l'année 2006, les exportations exprimées FOB ont enregistré une hausse de 12,8% ou +12.714,1MDH : 111.979,3MDH contre 99.265,2MDH en 2005. En volume, elles se sont établies à 24.888mt contre 24.989,5mt en 2005.

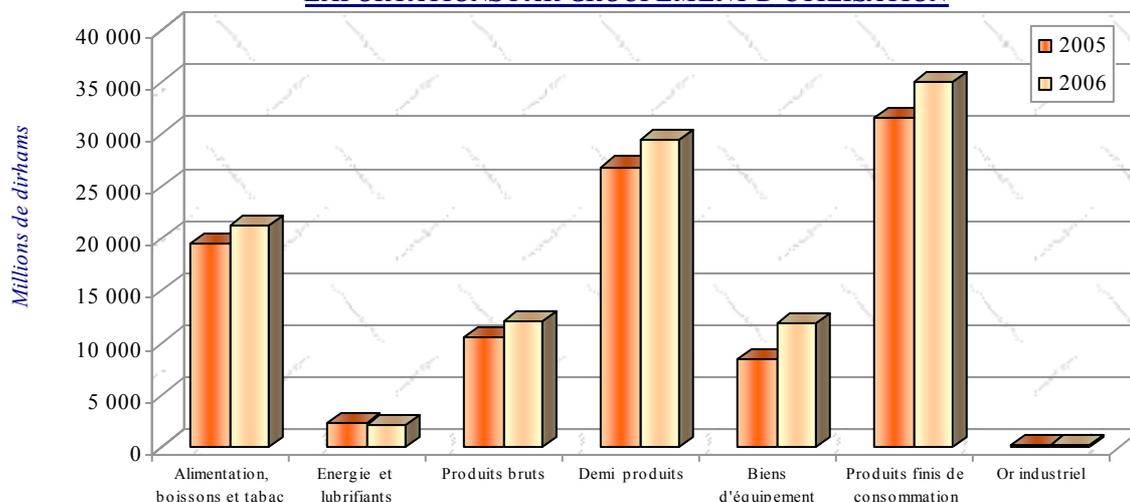
La progression des exportations a concerné l'ensemble des groupes de produits à l'exception des produits énergétiques. En effet, la hausse a été relevée au niveau des produits finis de consommation (+11,2% ou +3.540,6MDH), des biens d'équipement (+41,7% ou +3.519,3MDH), des demi-produits (+9,7% ou +2.614,6MDH), des produits alimentaires (+9% ou +1.745,2MDH) et des produits bruts (+14,6% ou +1.532,5MDH). Les produits énergétiques ont, en revanche, régressé de 10,7% ou -252,3MDH.

EXPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

Groupement d'utilisation	POIDS				VALEUR				PRIX MOYEN*		
	2005 1000T	2006 1000T	Evol %	Part %	2005 MDH	2006 MDH	Evol %	Part %	2005 DHT	2006 DHT	Evol %
Alimentation, boissons et tabac	1 806,6	1 940,8	+7,4	7,8	19 431,2	21 176,4	+9,0	18,9	10 756	10 911	+1,4
Energie et lubrifiants	914,4	509,5	-44,3	2,0	2 359,4	2 107,1	-10,7	1,9	2 580	4 136	+60,3
Produits bruts	16 441,0	16 831,2	+2,4	67,6	10 501,6	12 034,1	+14,6	10,7	639	715	+11,9
• d'origine animale et végétale	248,9	231,7	-6,9	0,9	3 379,8	3 192,5	-5,5	2,8	13 581	13 780	+1,5
• d'origine minérale	16 192,1	16 599,5	+2,5	66,7	7 121,8	8 841,6	+24,1	7,9	440	533	+21,1
Demi produits	5 535,7	5 283,1	-4,6	21,2	26 874,6	29 489,2	+9,7	26,3	4 855	5 582	+15,0
Biens d'équipement	61,4	86,6	+41,0	0,4	8 442,3	11 961,6	+41,7	10,7	137 497	138 125	+0,5
• agricole	0,2	0,1	-50,0	-	30,8	24,4	-20,8	-	183 185	255 981	+39,7
• industriel	61,2	86,5	+41,3	0,4	8 411,5	11 937,2	+41,9	10,7	137 335	138 003	+0,5
Produits finis de consommation	230,4	236,8	+2,8	1,0	31 489,5	35 030,1	+11,2	31,3	136 681	147 918	+8,2
Or industriel	-	-	-	-	166,6	180,8	+8,5	0,2	-	-	-
TOTAL	24 989,5	24 888,0	-0,4	100,0	99 265,2	111 979,3	+12,8	100,0	3 972	4 499	+13,3

* Le prix moyen de la tonne est déterminé sur la base de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.

EXPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION



A/- STRUCTURE DES EXPORTATIONS PAR GROUPEMENT D'UTILISATION

La structure des exportations est prédominée par trois groupes de produits qui représentent 76,5% du total contre 78,3% en 2005 : les produits finis de consommation (31,3% contre 31,7%), les demi-produits (26,3% contre 27,1%) et les produits alimentaires (18,9% contre 19,5%). Cette structure est demeurée **sans modification** majeure par rapport aux années précédentes.

1°/- Alimentation, boissons et tabac

Les exportations de produits alimentaires ont enregistré au titre de l'année 2006 une hausse de 9% ou +1.745,2MDH, atteignant 21.176,4MDH contre 19.431,2MDH en 2005. Leur part dans le total des exportations s'est située à 18,9% contre 19,5% en 2005.

EXPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES

Produits	2005			2006			Evolution	
	Poids	Valeur	Part	Poids	Valeur	Part	Valeur	
	1000 T	MDH	%	1000 T	MDH	%	MDH	%
Produits de la mer *	297,8	9 225,0	47,5	372,4	10 463,4	49,4	+1 238,4	+13,4
• Poissons en Conserve	134,0	3 625,8	18,7	151,9	4 213,2	19,9	+587,4	+16,2
• Poissons Frais	82,7	1 654,5	8,5	128,4	1 984,3	9,4	+329,8	+19,9
• Crustacés, Mollusques et Coquillage	81,1	3 944,7	20,3	92,1	4 265,9	20,1	+321,2	+8,1
Agrumes	567,4	3 029,9	15,6	581,0	2 867,6	13,5	-162,3	-5,4
Primeurs	441,3	2 695,8	13,9	460,9	2 908,5	13,7	+212,7	+7,9
• Légumes Frais	182,1	1 306,7	6,7	209,3	1 595,7	7,5	+289,0	+22,1
• Tomates Fraîches	217,0	1 252,2	6,5	217,4	1 202,0	5,7	-50,2	-4,0
• Pommes de Terre	42,2	136,9	0,7	34,2	110,8	0,5	-26,1	-19,1
Fruits frais	124,3	1 013,6	5,2	122,6	1 074,9	5,1	+61,3	+6,0
Conserves de légumes	71,8	1 076,2	5,5	65,7	1 027,0	4,9	-49,2	-4,6
Autres produits	304,0	2 390,7	12,3	338,2	2 835,0	13,4	+444,3	+18,6
TOTAL	1 806,6	19 431,2	100,0	1 940,8	21 176,4	100,0	+1 745,2	+9,0

(*) Non compris la farine et poudre de poissons ainsi que les produits de la mer inclus dans les produits bruts d'origine animale et végétale (algues, agar-agar, etc)

2°/- Energie et lubrifiants

Les ventes de produits énergétiques ont accusé en 2006, une baisse de 10,7% ou -252,3MDH : 2.107,1MDH contre 2.359,4MDH une année auparavant. Parallèlement, le volume exporté est en retrait de 44,3% : 509,5mt contre 914,4mt. Leur part dans le total a régressé à 1,9% contre 2,4% en 2005.

EXPORTATIONS DE PRODUITS ENERGETIQUES

Produits	2005				2006				Evol. 06/05 %
	Poids 1000 T	Valeur MDH	Prix moy. DH/T *	Part %	Poids 1000 T	Valeur MDH	Prix moy. DH/T *	Part %	
Huiles de pétrole et lubrifiants	168,6	895,3	5 309	37,9	169,4	1 094,9	6 462	52,0	+22,3
Autres produits	745,8	1 464,1	1 963	62,1	340,1	1 012,2	2 976	48,0	-30,9
TOTAL	914,4	2 359,4	2 580	100,0	509,5	2 107,1	4 135	100,0	-10,7

* Le prix moyen de la tonne est déterminé au vu de la valeur en milliers de dirhams et du poids en tonnes.

Les exportations de produits énergétiques sont constituées principalement des produits pétroliers raffinés, réexportés en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif.

3°/- Produits bruts

Les exportations de **produits bruts** ont porté en 2006 sur une valeur de 12.034,1MDH contre 10.501,6MDH en 2005, soit un accroissement de 14,6% ou +1.532,5MDH. Leur part dans le total des exportations s'est stabilisée en 2006 à 10,7% contre 10,6% en 2005.

Cette évolution a pour origine principalement les produits bruts **d'origine minérale** qui ont enregistré une hausse de 24,1% ou +1.719,8MDH : 8.841,6MDH contre 7.121,8MDH en 2005.

Les exportations de produits bruts **d'origine animale et végétale** se sont inscrites en baisse de 5,5% ou -187,3MDH (3.192,5MDH contre 3.379,8MDH en 2005).

EXPORTATIONS DE PRODUITS BRUTS

Produits	2005		2006		Evolution	
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	
	MDH	%	MDH	%	MDH	%
<u>Produits bruts d'origine animale & végétale</u>	3 379,8	32,2	3 192,5	26,5	-187,3	-5,5
Huile d'olive brute et raffinée	1 016,6	9,7	600,5	5,0	-416,1	-40,9
Pâte à papier	497,9	4,7	483,1	4,0	-14,8	-3,0
Boyaux frais, secs, salés	363,3	3,5	420,2	3,5	+56,9	+15,7
Plantes et parties de plantes	210,4	2,0	233,8	1,9	+23,4	+11,1
Agar-agar	172,9	1,6	200,4	1,7	+27,5	+15,9
Algues	121,4	1,2	163,6	1,3	+42,2	+34,8
Graisse et huile de poissons	124,6	1,2	144,1	1,2	+19,5	+15,7
Autres	872,7	8,3	946,8	7,9	+74,1	+8,5
<u>Produits bruts d'origine minérale</u>	7 121,8	67,8	8 841,6	73,5	+1 719,8	+24,1
Phosphates	4 593,0	43,7	5 080,7	42,2	+487,7	+10,6
Minerai de zinc	555,9	5,3	1 038,5	8,6	+482,6	+86,8
Déchets et débris de cuivre, alliés ou non	358,9	3,4	776,2	6,5	+417,3	-
Ferraille, déchets, débris de fonte, fer et acier	563,4	5,4	363,3	3,0	-200,1	-35,5
Sulfate de baryum	152,1	1,4	244,3	2,0	+92,2	+60,6
Minerai de cuivre	94,2	0,9	214,5	1,8	+120,3	-
Autres	804,3	7,7	1 124,1	9,4	+319,8	+39,8
<u>TOTAL</u>	10 501,6	100,0	12 034,1	100,0	+1 532,5	+14,6

La forte poussée des exportations de **produits bruts d'origine minérale** est imputable principalement aux ventes de **phosphates** (+10,6% ou +487,7MDH), de **minerai de zinc** (+86,8% ou +482,6MDH) et de **déchets et débris de cuivre** qui ont plus que doublé (+417,3MDH).

Les exportations de **produits bruts d'origine animale et végétale** sont en revanche, en retrait particulièrement au niveau des ventes **d'huile d'olive brute et raffinée**, lesquelles ont diminué de 40,9% ou -416,1MDH (600,5MDH contre 1.016,6MDH).

4°/- Demi-produits

En 2006, les exportations de **demi-produits** ont atteint 29.489,2MDH contre 26.874,6MDH en 2005, enregistrant ainsi une hausse de 9,7% ou +2.614,6MDH. Les demi-produits occupent la seconde place parmi les groupes de produits avec une part de 26,3% (27,1% en 2005).

Ce résultat provient pour l'essentiel de la hausse des expéditions d'**engrais naturels et chimiques** (+19,2% ou +754,6MDH), de **composants électroniques** (+13,7% ou +751,8MDH), de **tôles** (+48,1% ou +422,7MDH), d'**argent brut** (+56,1% ou +253,4MDH) et d'**acide phosphorique** (+3,3% ou +249,9MDH).

EXPORTATIONS DE DEMI-PRODUITS

Produits	2005		2006		Evolution	
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	
	MDH	%	MDH	%	MDH	%
Acide phosphorique	7 641,4	28,4	7 891,3	26,7	+249,9	+3,3
Composants électroniques (Transistors)	5 492,1	20,4	6 243,9	21,2	+751,8	+13,7
Engrais naturels et chimiques	3 939,1	14,7	4 693,7	15,9	+754,6	+19,2
Tôles	878,4	3,3	1 301,1	4,4	+422,7	+48,1
Argent brut	451,3	1,7	704,7	2,4	+253,4	+56,1
Plomb brut	457,0	1,7	609,0	2,1	+152,0	+33,3
Bois	253,1	0,9	320,2	1,1	+67,1	+26,5
fil de fibres synthétiques et artificielles pour tissage	132,6	0,5	153,2	0,5	+20,6	+15,5
Cuirs et peaux	92,4	0,4	150,6	0,5	+58,2	+63,0
Autres produits	7 537,2	28,0	7 421,5	25,2	-115,7	-1,5
<u>TOTAL</u>	<u>26 874,6</u>	<u>100,0</u>	<u>29 489,2</u>	<u>100,0</u>	<u>+2 614,6</u>	<u>+9,7</u>

5°/- Biens d'équipement

Les exportations de **biens d'équipement** ont enregistré au titre de l'année 2006, une expansion de 41,7% ou +3.519,3MDH : 11.961,6MDH contre 8.442,3MDH une année auparavant. Leur part dans le total des exportations a gagné 2,2 points : 10,7% contre 8,5% en 2005.

Cette hausse a concerné particulièrement les **biens d'équipement industriel** : +41,9% ou +3.525,7MDH, en raison de la progression des ventes de fils et câbles pour l'électricité (+28,1% ou +1.446,7MDH) et de voitures industrielles (+184,5MDH). Les **biens d'équipement agricole** ont, en revanche, régressé de 20,8% ou -6,4MDH.

EXPORTATIONS DE PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT

Produits	2005		2006		Evolution	
	Valeur	Part	Valeur	Part	Valeur	
	MDH	%	MDH	%	MDH	%
Fils et câbles pour l'électricité	5 155,2	61,0	6 601,9	55,2	+1 446,7	+28,1
Voitures industrielles	26,6	0,3	211,1	1,8	+184,5	-
Sous systèmes électroniques	132,5	1,6	196,6	1,6	+64,1	+48,4
Autres produits	3 128,0	37,1	4 952,0	41,4	+1 824,0	+58,3
<u>TOTAL</u>	<u>8 442,3</u>	<u>100,0</u>	<u>11 961,6</u>	<u>100,0</u>	<u>+3 519,3</u>	<u>+41,7</u>

6°/- Produits finis de consommation

Suite aux légères baisses successives enregistrées en 2004 et 2005, les **produits finis de consommation**, premier groupe des produits à l'exportation, ont connu en 2006 une progression de 11,2% ou +3.540,6MDH, se chiffrant à 35.030,1MDH contre 31.489,5MDH en 2005. Leur part dans le total des exportations a été de 31,3% contre 31,7% en 2005.

Les **vêtements confectionnés** et les **articles de bonneterie** ont représenté **79,6%** (27.891,4MDH) des exportations de biens de consommation. Ces deux catégories de produits ont connu en 2006, des accroissements respectifs de 15,6% ou +2.800MDH et de 5% ou +345,2MDH.

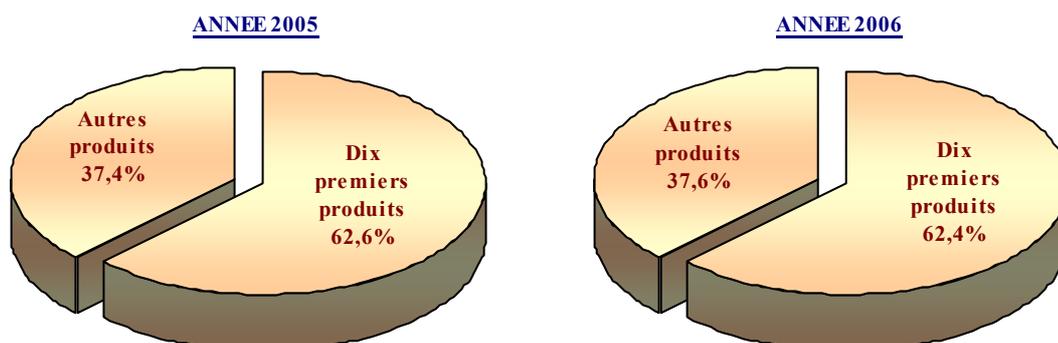
EXPORTATIONS DE PRODUITS FINIS DE CONSOMMATION

<i>Produits</i>	<i>2005</i>		<i>2006</i>		<i>Evolution</i>	
	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	<i>Part</i>	<i>Valeur</i>	
	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>	<i>MDH</i>	<i>%</i>
Vêtements confectionnés	17 899,0	56,8	20 699,0	59,1	+2 800,0	+15,6
Articles de bonneterie	6 847,2	21,7	7 192,4	20,5	+345,2	+5,0
Chaussures	1 726,3	5,5	1 834,0	5,2	+107,7	+6,2
Pièces détachées pour voitures de tourisme	579,9	1,8	669,4	1,9	+89,5	+15,4
Maroquinerie, sacs et articles de voyage	286,3	0,9	303,4	0,9	+17,1	+6,0
Parfumerie	203,7	0,6	276,8	0,8	+73,1	+35,9
Médicaments	240,8	0,8	275,2	0,8	+34,4	+14,3
Articles confectionnés en tissu	240,7	0,8	274,9	0,8	+34,2	+14,2
Tissu de coton	174,5	0,6	255,8	0,7	+81,3	+46,6
Autres produits	3 291,1	10,5	3 249,2	9,3	-41,9	-1,3
<u>TOTAL</u>	<u>31 489,5</u>	<u>100,0</u>	<u>35 030,1</u>	<u>100,0</u>	<u>+3 540,6</u>	<u>+11,2</u>

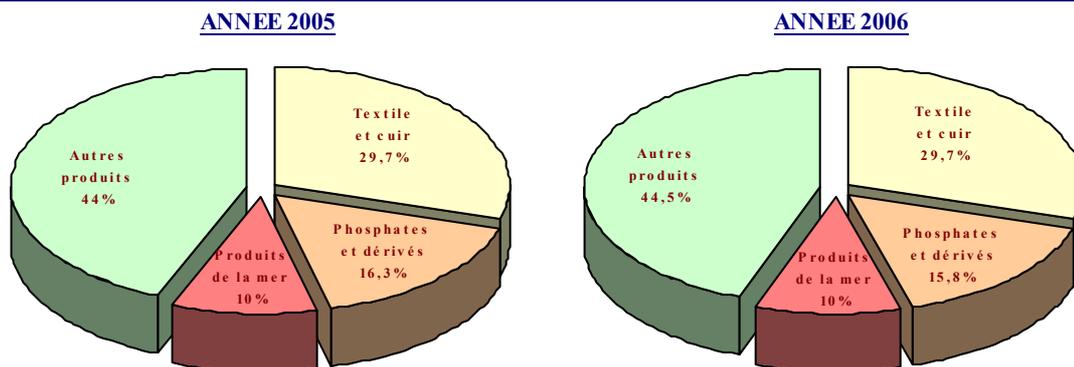
B/- EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

La structure des exportations par principaux produits s'est caractérisée en 2006 par la prédominance d'un nombre réduit de produits. En effet, dix produits sont intervenus pour près des deux tiers des exportations : 62,4% contre 62,6% en 2005. Il s'agit des vêtements confectionnés qui ont occupé le premier rang avec 18,5% contre 18% en 2005, suivis de l'acide phosphorique (7,1% contre 7,7%), des articles de bonneterie (6,4% contre 6,9%), des fils et câbles pour l'électricité (5,9% contre 5,2%) et des composants électroniques (5,6% contre 5,5%).

PART DES DIX PREMIERS PRODUITS DANS LES EXPORTATIONS TOTALES



PART DES TROIS PREMIERS GROUPES DE PRODUITS DANS LES EXPORTATIONS TOTALES



EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PRODUITS

Produits	2005		Produits	2006	
	Valeur MDH	Part %		Valeur MDH	Part %
Vêtements confectionnés	17 899,0	18,0	Vêtements confectionnés	20 699,0	18,5
Acide phosphorique	7 641,4	7,7	Acide phosphorique	7 891,3	7,1
Articles de bonneterie	6 847,2	6,9	Articles de bonneterie	7 192,4	6,4
Composants électroniques (transistors)	5 492,1	5,5	Fils et câbles pour l'électricité	6 601,9	5,9
Fils et câbles pour l'électricité	5 155,2	5,2	Composants électroniques (transistors)	6 243,9	5,6
Phosphates	4 593,0	4,6	Phosphates	5 080,7	4,5
Crustacés, mollusques et coquillages	3 944,7	4,0	Engrais naturels et chimiques	4 693,7	4,2
Engrais naturels et chimiques	3 939,1	4,0	Crustacés, mollusques et coquillages	4 265,9	3,8
Poissons en conserve	3 625,8	3,7	Poissons en conserve	4 213,2	3,8
Agrumes	3 029,9	3,0	Agrumes	2 867,6	2,6
Chaussures	1 726,3	1,7	Poissons frais, salés, séchés ou fumés	1 984,3	1,8
Poissons frais, salés, séchés ou fumés	1 654,5	1,7	Chaussures	1 834,0	1,6
Légumes frais, congelés ou en saumure	1 306,7	1,3	Légumes frais, congelés ou en saumure	1 595,7	1,4
Tomates fraîches	1 252,2	1,3	Tôles	1 301,1	1,2
Conserves de légumes	1 076,2	1,1	Tomates fraîches	1 202,0	1,1
Huile d'olive brute et raffinée	1 016,6	1,0	Huile de pétrole et lubrifiants	1 094,9	1,0
Fruits frais, congelés ou en saumure	1 013,6	1,0	Fruits frais, congelés ou en saumure	1 074,9	1,0
Huile de pétrole et lubrifiants	895,3	0,9	Minerai de zinc	1 038,5	0,9
Tôles	878,4	0,9	Conserves de légumes	1 027,0	0,9
Pièces détachées pour voitures de tourisme	579,9	0,6	Déchets et débris de cuivre, alliés ou non	776,2	0,7
Ferraille, déchets, débris, fonte, fer et acier	563,4	0,6	Argent brut	704,7	0,6
Minerai de zinc	555,9	0,6	Pièces détachées pour voitures de tourisme	669,4	0,6
Pâte à papier	497,9	0,5	Plomb brut	609,0	0,5
Plomb brut	457,0	0,5	Huile d'olive brute et raffinée	600,5	0,5
Argent brut	451,3	0,4	Pâte à papier	483,1	0,4
Boyaux frais, secs, salés	363,3	0,4	Boyaux frais, secs, salés	420,2	0,4
Déchets et débris de cuivre, alliés ou non	358,9	0,4	Farine et poudre de poisson	370,6	0,3
Farine et poudre de poisson	310,8	0,3	Ferraille, déchets, débris, fonte, fer et acier	363,3	0,3
Maroquinerie, sacs et articles de voyage	286,3	0,3	Bois	320,2	0,3
Bois	253,1	0,2	Maroquinerie, sacs et articles de voyage	303,4	0,3
Articles de sanitaire	249,0	0,2	Parfumerie	276,8	0,3
Médicaments	240,8	0,2	Médicaments	275,2	0,2
Sous total	78 154,8	78,7	Sous total	88 074,6	78,7
Autres produits	21 110,4	21,3	Autres produits	23 904,7	21,3
<u>TOTAL DES EXPORTATIONS</u>	<u>99 265,2</u>	<u>100,0</u>	<u>TOTAL DES EXPORTATIONS</u>	<u>111 979,3</u>	<u>100,0</u>

Les catégories de produits prépondérantes dans les exportations réalisées en 2006 ont été les **produits textiles et de cuir** (33.261,1MDH contre 29.444,9MDH en 2005, soit une part stable de 29,7%), les **phosphates et dérivés** (17.665,7MDH contre 16.173,5MDH une année auparavant, soit 15,8% contre 16,3%) et les **produits de la mer** (11.232MDH contre 9.912,2MDH, soit une part stable de 10%).

C/- REEXPORTATIONS EN SUITE D'ADMISSIONS TEMPORAIRES POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF

En 2006, les réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif, **avec et sans paiement** se sont améliorées de 13,6% ou 9.696,7MDH, atteignant 81.168,5MDH contre 71.471,8MDH en 2005. Elles ont représenté 72,5% du total des exportations contre 72% une année auparavant.

Cet accroissement est à attribuer essentiellement aux réexportations suite aux admissions temporaires pour perfectionnement actif **sans paiement** : +20,2% ou +7.046,1MDH et dans une moindre mesure, à celles effectuées suite aux admissions temporaires pour perfectionnement actif **avec paiement** : +7,3% ou +2.650,6MDH.

PART DES ADMISSIONS TEMPORAIRES POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF DANS LES EXPORTATIONS

	2005		2006	
	Valeur en MDH	Part en %	Valeur en MDH	Part en %
Réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif	71 471,8	72,0	81 168,5	72,5
- sans paiement	34 938,3	35,2	41 984,4	37,5
- avec paiement	36 533,5	36,8	39 184,1	35,0
Exportations hors admissions temporaires pour perfectionnement actif	27 793,4	28,0	30 810,8	27,5
<u>TOTAL GENERAL</u>	<u>99 265,2</u>	<u>100,0</u>	<u>111 979,3</u>	<u>100,0</u>

1°/- Réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif avec paiement -ATPA/AP-

Les réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif avec paiement, se sont inscrites en 2006 en hausse de 7,3% ou +2.650,6MDH (39.184,1MDH contre 36.533,5MDH en 2005).

REEXPORTATIONS EN SUITE D'ADMISSIONS TEMPORAIRES POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF AVEC PAIEMENT VENTILEES PAR GOUPEMENT D'UTILISATION

	2005		2006		Evolution Valeur	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %	MDH	%
Alimentation, boissons et tabac	2 905,1	8,0	3 262,2	8,3	+357,1	+12,3
Energie et lubrifiants	1 572,0	4,3	1 119,0	2,8	-453,0	-28,8
Produits bruts d'origine animale et végétale	799,4	2,2	895,8	2,3	+96,4	+12,1
Produits bruts d'origine minérale	278,7	0,7	383,4	1,0	+104,7	+37,6
Demi produits	18 676,4	51,1	20 416,1	52,1	+1 739,7	+9,3
Produits finis d'équipement	3 488,4	9,5	3 982,4	10,2	+494,0	+14,2
Produits finis de consommation	8 646,9	23,7	8 944,5	22,8	+297,6	+3,4
Or industriel	166,6	0,5	180,7	0,5	+14,1	+8,5
<u>TOTAL</u>	<u>36 533,5</u>	<u>100,0</u>	<u>39 184,1</u>	<u>100,0</u>	<u>+2 650,6</u>	<u>+7,3</u>

Cette évolution est imputable aux demi produits (+9,3% ou +1.739,7MDH), aux biens d'équipement (+14,2% ou +494MDH), aux produits alimentaires (+12,3% ou +357,1MDH) et aux produits finis de consommation (+3,4% ou +297,6MDH). Les produits énergétiques ont toutefois connu un reflux de 28,8% ou -453MDH.

2°/- Réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif sans paiement -ATPA/SP-

Les réexportations en suite d'admissions temporaires pour perfectionnement actif sans paiement ont porté sur une valeur de 41.984,4MDH contre 34.938,3MDH en 2005, réalisant ainsi une augmentation de 20,2% ou +7.046,1MDH.

REEXPORTATIONS EN SUITE D'ADMISSIONS TEMPORAIRES POUR PERFECTIONNEMENT ACTIF SANS PAIEMENT VENTILEES PAR PRINCIPAUX PRODUITS

	2005		2006	
	Valeur en MDH	Part en %	Valeur en MDH	Part en %
<u>Produits textiles et de cuir</u>	<u>21 299,7</u>	<u>61,0</u>	<u>24 617,2</u>	<u>58,6</u>
Vêtements confectionnés	13 797,1	39,5	16 306,5	38,8
Articles de bonneterie	4 551,1	13,0	4 864,7	11,6
Chaussures	1 270,4	3,6	1 336,5	3,2
Maroquinerie, sacs et Articles de voyages	190,9	0,6	223,4	0,5
Articles confectionnés en tissu	172,6	0,5	152,7	0,4
Linge de maison	115,5	0,4	91,5	0,2
Autres	1 202,1	3,4	1 641,9	3,9
<u>Produits électriques et électroniques</u>	<u>10 281,1</u>	<u>29,4</u>	<u>12 323,5</u>	<u>29,4</u>
Composants électroniques	5 492,1	15,7	6 243,7	14,9
Fils et câbles pour l'électricité	2 350,9	6,7	3 404,2	8,1
Autres	2 438,1	7,0	2 675,6	6,4
<u>Autres</u>	<u>3 357,5</u>	<u>9,6</u>	<u>5 043,7</u>	<u>12,0</u>
<u>TOTAL</u>	<u>34 938,3</u>	<u>100,0</u>	<u>41 984,4</u>	<u>100,0</u>

Les réexportations effectuées dans le cadre de ce régime ont concerné principalement les **produits textiles et de cuir** qui sont intervenus pour 58,6% dans le total contre 61% en 2005 et les **produits électriques et électroniques** avec 29,4% en 2005 et 2006.



OPERATIONS DE VOYAGES

OPERATIONS DE VOYAGES



Au titre de l'année 2006, la balance Voyages a dégagé un solde excédentaire de 46.420MDH contre +35.519,6MDH une année auparavant, soit une progression de 30,7% ou +10.900,4MDH. Cette évolution est due à l'accroissement des recettes de 28,1% ou +11.518,8MDH beaucoup plus important que celui des dépenses qui n'ont augmenté que de 11,4% ou +618,4MDH.

L'excédent ainsi dégagé dépasse de 65,9% ou +18.433,8MDH la moyenne des excédents enregistrés durant les années 2001 à 2005, s'établissant à +27.986,2MDH.

EVOLUTION DES FLUX TOURISTIQUES

Le nombre de touristes étrangers ayant séjourné au Maroc a progressé en 2006 de 15,2% ou +501.240, atteignant 3.790.125 touristes contre 3.288.885 en 2005. Ainsi, les touristes étrangers ont représenté 54,5% contre 52,3% des touristes de séjour s'élevant en 2006 à 6.558.333.

EVOLUTION DU NOMBRE DE TOURISTES *

ANNEES	2002	2003	2004	2005	2006
<u>TOURISTES ETRANGERS</u>	<u>2 477 435</u>	<u>2 483 673</u>	<u>2 963 224</u>	<u>3 288 885</u>	<u>3 790 125</u>
Variation (%)	+0,8	+0,3	+19,3	+11,0	+15,2
EUROPE	2 095 377	2 111 207	2 539 650	2 815 386	3 215 165
AMERIQUE	140 491	129 525	150 027	159 637	196 929
MOYEN ORIENT	74 331	69 126	74 927	81 429	93 516
MAGHREB	67 318	73 265	81 996	93 585	107 200
AUTRES	99 918	100 550	116 624	138 848	177 315
<u>MRE</u>	<u>2 231 130</u>	<u>2 537 535</u>	<u>2 769 152</u>	<u>2 787 950</u>	<u>2 986 503</u>
Variation (%)	+4,7	+13,7	+9,1	+0,7	+7,1
<u>TOTAL</u>	<u>4 708 565</u>	<u>5 021 208</u>	<u>5 732 376</u>	<u>6 076 835</u>	<u>6 776 628</u>
Variation (%)	+2,6	+6,6	+14,2	+6,0	+11,5

* y compris les croisiéristes au nombre de 218.295 en 2006.

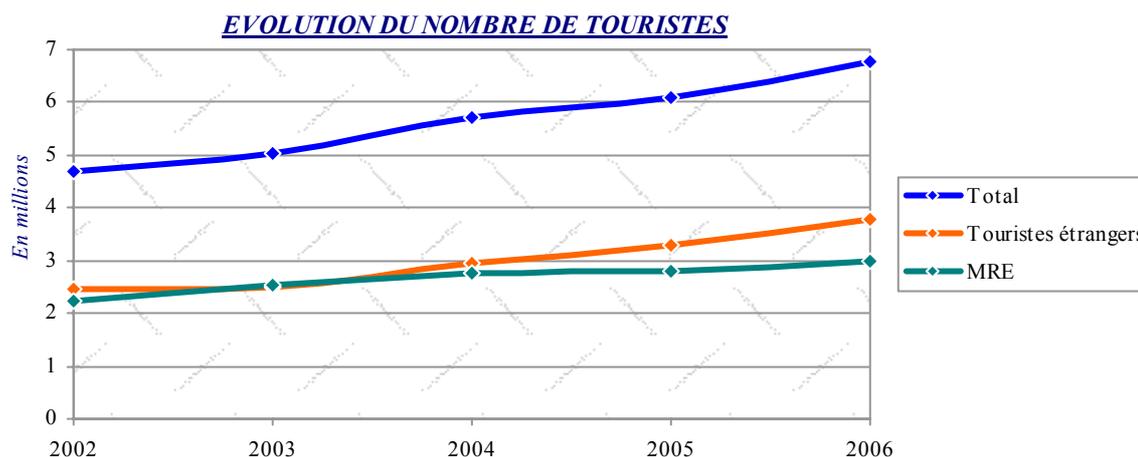
Source : Département du Tourisme

La répartition par pays des touristes étrangers permet de relever une augmentation au niveau des touristes en provenance de l'Europe, notamment de la France (+11,5% ou +155.455), de l'Espagne (+26,1% ou +97.287) et de la Grande Bretagne (+21,9% ou +57.317). Des régressions ont par ailleurs été constatées au niveau des flux touristiques en provenance de l'Autriche et du Danemark avec respectivement -12,4% ou -2.427, et -14,8% ou -2.124.

Concernant les touristes en provenance des Etats-Unis d'Amérique, leur nombre s'est accru de 13,4% ou +13.217 touristes passant à 111.544 en 2006 contre 98.327 en 2005.

S'agissant des touristes en provenance des pays arabes, des hausses importantes ont été constatées au niveau des touristes égyptiens (+23,2% ou +2.680) et émiratis (+36,3% ou +2.458).

Quant aux touristes d'origine maghrébine, leur nombre s'est également amélioré en 2006 de 14,5% ou +13.615 touristes (107.200 contre 93.585 en 2005).



Après une stabilité en 2004 et 2005, les arrivées des Marocains résidant à l'étranger ont enregistré en 2006 une progression de 7,1% ou +198.553, atteignant 2.986.503 contre 2.787.950 en 2005.

BALANCE VOYAGES

La balance Voyages a enregistré en 2006 un excédent de 46.420MDH contre 35.519,6MDH en 2005, soit un accroissement de 30,7% ou +10.900,4MDH. Cet accroissement est le résultat de l'amélioration des recettes Voyages de 28,1% ou +11.518,8MDH ; les dépenses qui demeurent relativement faibles, n'ont augmenté que de 11,4% ou +618,4MDH.

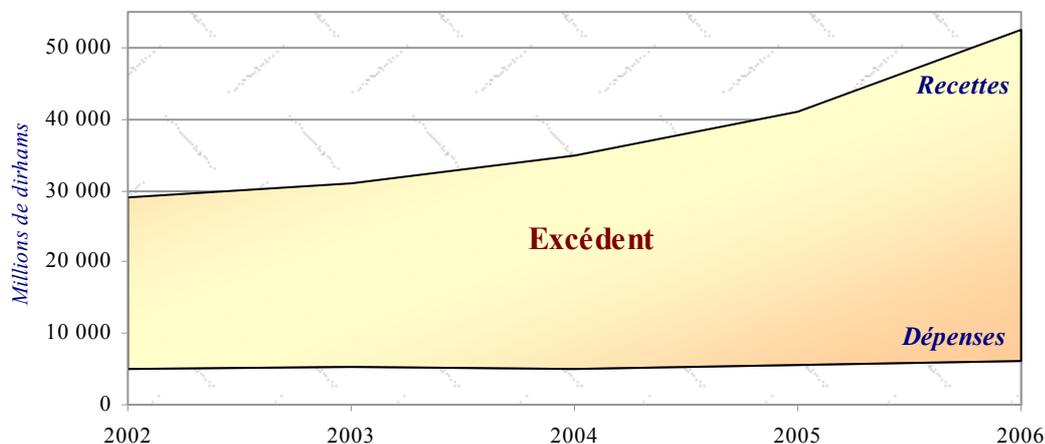
BALANCE VOYAGES

Millions de dirhams

	ANNEES		EVOLUTION	
	2005	2006	MDH	%
RECETTES	40 967,0	52 485,8	+11 518,8	+28,1
DEPENSES	5 447,4	6 065,8	+618,4	+11,4
<u>SOLDES</u>	<u>+35 519,6</u>	<u>+46 420,0</u>	<u>+10 900,4</u>	<u>+30,7</u>

EVOLUTION DE L'EXCEDENT DES OPERATIONS DE VOYAGES*Millions de dirhams*

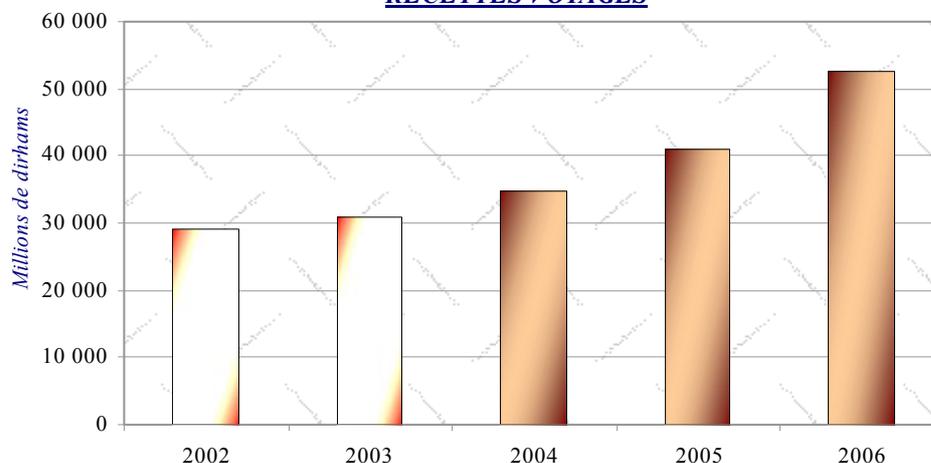
ANNEES	2001	2002	2003	2004	2005	Moyenne 2001-2005	2006
Excédent	+24 795,9	+24 262,6	+25 637,4	+29 715,5	+35 519,6	+27 986,2	+46 420,0

EVOLUTION DE L'EXCEDENT DES OPERATIONS DE VOYAGES**A/- LES RECETTES**

Les recettes Voyages ont atteint en 2006 un niveau record atteignant 52.485,8MDH contre 40.967MDH en 2005, soit +28,1% ou +11.518,8MDH. Elles ont ainsi dépassé de 4.652MDH les rapatriements de fonds effectués par les Marocains résidant à l'étranger.

EVOLUTION DES RECETTES VOYAGES*Millions de dirhams*

	2002	2003	2004	2005	2006
<u>RECETTES VOYAGES</u>	<u>29 159,2</u>	<u>30 881,4</u>	<u>34 793,8</u>	<u>40 967,0</u>	<u>52 485,8</u>
Variation (MDH)	-36,6	+1 722,2	+3 912,4	+6 173,2	+11 518,8
Variation (%)	-0,1	+5,9	+12,7	+17,7	+28,1

RECETTES VOYAGES

Répartition des recettes voyages par pays

Cette répartition est établie à partir des statistiques des arrivées de touristes au Maroc en tenant compte des dépenses moyennes par pays, telles qu'elles ressortent des résultats d'une enquête statistique.

La répartition des recettes Voyages au titre de l'année 2006 laisse apparaître la prédominance de la France qui est intervenue pour 40,4% ou 21.222,7MDH, suivie de l'Espagne avec 9,1% ou 4.754,1MDH, de la Grande Bretagne : 7% ou 3.677,5MDH, de l'Italie : 5,6% ou 2.943,6MDH et de l'Allemagne : 4,8% ou 2.535,3MDH. Ces cinq pays sont intervenus en 2006 pour plus des deux tiers du total des recettes Voyages.

RECETTES VOYAGES PAR PAYS - ANNEE 2006

Pays	Montant en MDH*	Part (en %)	Pays	Montant en MDH*	Part (en %)
France	21 222,7	40,4	Tunisie	272,9	0,5
Espagne	4 754,1	9,1	Irlande	262,1	0,5
Grande Bretagne	3 677,5	7,0	Japon	261,1	0,5
Italie	2 943,6	5,6	Australie	251,6	0,5
Allemagne	2 535,3	4,8	Mauritanie	229,2	0,4
Belgique	2 180,0	4,2	Koweït	227,6	0,4
Etats-Unis	1 940,7	3,7	Sénégal	227,3	0,4
Hollande	1 574,5	3,0	Turquie	188,1	0,4
Arabie Saoudite	1 281,8	2,4	Norvège	183,7	0,4
Suisse	903,0	1,7	Danemark	174,7	0,3
Canada	674,4	1,3	Russie	164,8	0,3
Emirats Arabes Unis	615,1	1,2	Egypte	157,9	0,3
Suède	394,5	0,8	Libye	155,0	0,3
Algérie	376,8	0,7	Autriche	149,0	0,3
Portugal	317,8	0,6	Autres	3 890,9	7,4
Pologne	298,1	0,6	TOTAL	52 485,8	100,0

(*) Répartition établie sur la base des arrivées de touristes et de la dépense moyenne par pays.

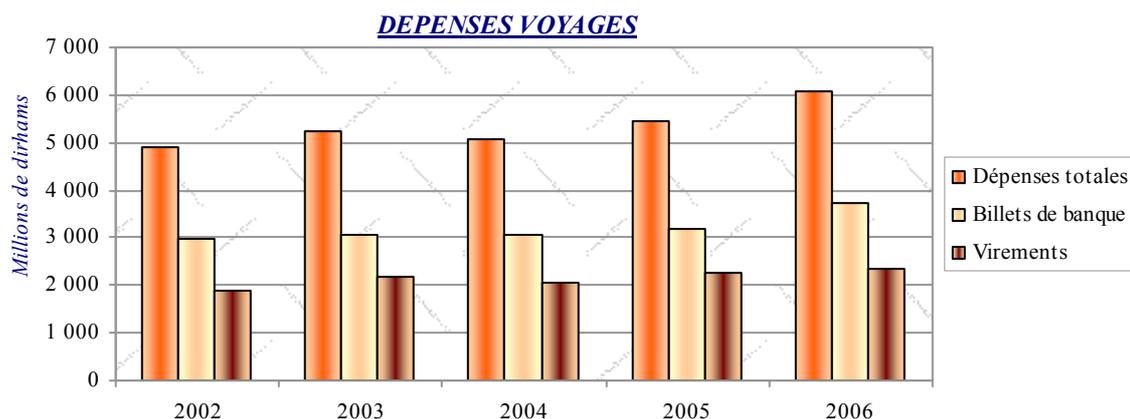
B/- LES DEPENSES

EVOLUTION DES DEPENSES VOYAGES

Millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005	2006
DEPENSES TOTALES	4 896,6	5 244,0	5 078,3	5 447,4	6 065,8
Variation %	+11,3	+7,1	-3,2	+7,3	+11,4
BILLETS DE BANQUE	2 995,8	3 051,2	3 043,9	3 188,0	3 717,9
Variation %	+14,8	+1,8	-0,2	+4,7	+16,6
VIREMENTS (*)	1 900,8	2 192,8	2 034,4	2 259,4	2 347,9
Variation %	+6,1	+15,4	-7,2	+11,1	+3,9

(*) Bancaires et postaux



Les dépenses voyages ont réalisé en 2006 une hausse de 11,4% ou +618,4MDH se situant à 6.065,8MDH contre 5.447,4MDH en 2005.

Comparées à la moyenne enregistrée au titre de la période 2001-2005, soit 5.013,2MDH, les dépenses voyages ont augmenté de 21% ou +1.052,6MDH.

1°/- Répartition des dépenses voyages par nature d'opération

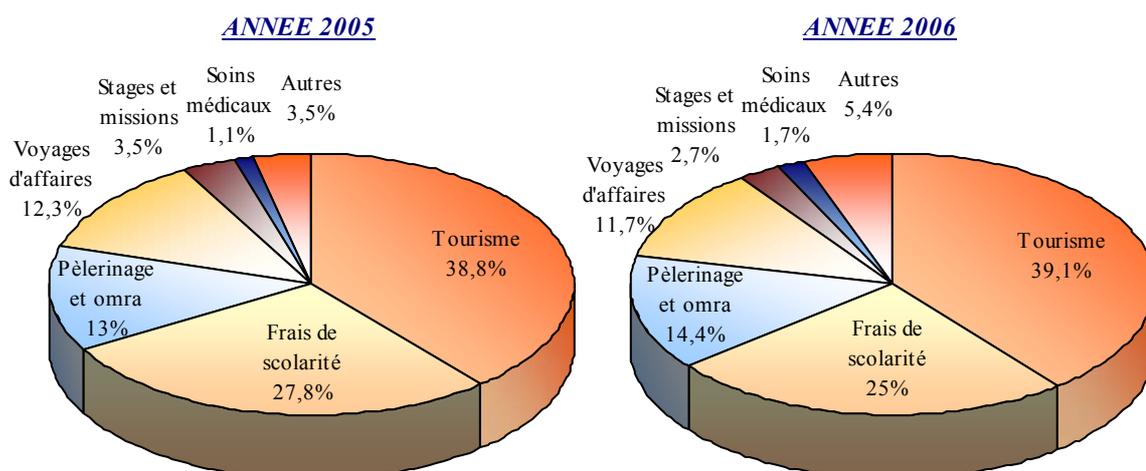
La répartition des dépenses voyages par nature d'opération laisse apparaître la prépondérance des dotations touristiques avec 39,1% du total ou 2.370,4MDH, suivies des frais de scolarité avec 25% ou 1.515,3MDH ; les dépenses au titre des opérations de pèlerinage et omra représentent 14,4% ou 876,2MDH, celles au titre des voyages d'affaires interviennent pour 11,7% ou 707,4MDH.

L'analyse de la variation de ces dépenses par catégorie, comparativement à l'année 2005, permet de relever des hausses au niveau des dotations touristiques (+12,2% ou +257,5MDH) et des dotations pour pèlerinage et omra (+23,5% ou +166,7MDH). Les dépenses au titre des stages et missions ont, par contre, régressé de 13,7% ou -25,9MDH. Quand aux frais de scolarité, ils sont restés à leur niveau de 2005.

REPARTITION DES DEPENSES VOYAGES PAR NATURE D'OPERATION

	ANNEE 2005		ANNEE 2006	
	Valeur MDH	Part %	Valeur MDH	Part %
Tourisme	2 112,9	38,8	2 370,4	39,1
Frais de scolarité	1 516,3	27,8	1 515,3	25,0
Pèlerinage et omra	709,5	13,0	876,2	14,4
Voyages d'affaires	670,0	12,3	707,4	11,7
Stages et missions	188,9	3,5	163,0	2,7
Soins médicaux	58,6	1,1	103,5	1,7
Autres	191,2	3,5	330,0	5,4
<u>TOTAL</u>	<u>5 447,4</u>	<u>100,0</u>	<u>6 065,8</u>	<u>100,0</u>

REPARTITION DES DEPENSES VOYAGES PAR NATURE D'OPERATION



VENTILATION DES DEPENSES VOYAGES PAR NATURE D'OPERATION ET MODE DE REGLEMENT

Millions de dirhams

ANNEE 2006	BILLETS DE BANQUE	VIREMENTS BANCAIRES	VIREMENTS POSTAUX	TOTAL	PARTS %
Tourisme	2 370,4	-	-	2 370,4	39,1
Frais de scolarité	102,2	1 410,0	3,1	1 515,3	25,0
Pèlerinage et omra	242,9	633,3	-	876,2	14,4
Voyages d'affaires	515,0	192,4	-	707,4	11,7
Stages et missions	154,1	7,3	1,6	163,0	2,7
Soins médicaux	3,3	100,1	0,1	103,5	1,7
Autres	330,0	-	-	330,0	5,4
TOTAL	3 717,9	2 343,1	4,8	6 065,8	100,0

2°/- Ventilation des dépenses voyages par mode de règlement

Les dépenses voyages sont constituées des dotations en billets de banque à concurrence de 61,3% (58,5% en 2005) et des virements pour 38,7% (41,5% en 2005).

a/ Les dépenses en billets de banque

Les dotations en billets de banque ont enregistré en 2006 une progression de 16,6% ou +529,9MDH, atteignant 3.717,9MDH contre 3.188MDH en 2005. Ainsi, le taux de progression des dépenses voyages en billets de banque enregistré en 2006 a dépassé largement le taux moyen de progression réalisé au titre des années 2001 à 2005, soit 5,1%.

La répartition par devise des dépenses voyages en billets de banque demeure caractérisée par la prédominance de l'Euro avec 69,7% ou 2.590,1MDH, suivi du Dollar américain avec 14,4% ou 536,7MDH, du Rial saoudien pour 11,4% ou 424,5MDH et du Dollar canadien pour 2,4% ou 91MDH. Ces quatre devises représentent globalement 97,9% du total (3.642,3MDH).

VENTILATION PAR DEVISE DES DEPENSES VOYAGES EN BILLETS DE BANQUE

	ANNEE 2005		ANNEE 2006	
	Valeur (MDH)	Part (%)	Valeur (MDH)	Part (%)
Euro	2 295,4	72,0	2 590,1	69,7
Dollar américain	519,6	16,3	536,7	14,4
Rial saoudien	235,4	7,4	424,5	11,4
Dollar canadien	79,4	2,5	91,0	2,4
Livre sterling	32,0	1,0	37,5	1,0
Franc suisse	14,1	0,4	13,5	0,4
Dirham des E.A.U	8,5	0,3	12,9	0,3
Dinar koweïtien	0,2	(-)	5,9	0,2
Yen japonais	0,8	(-)	3,1	0,1
Couronne suédoise	1,2	(-)	1,9	0,1
Couronne norvégienne	0,4	(-)	0,4	(-)
Couronne danoise	0,6	(-)	0,3	(-)
Rial qatari	0,2	(-)	0,1	(-)
Dinar bahreïni	0,2	(-)	(-)	(-)
Livre de Gibraltar	(-)	(-)	(-)	(-)
<u>TOTAL</u>	<u>3 188,0</u>	<u>100,0</u>	<u>3 717,9</u>	<u>100,0</u>

La ventilation de ces dépenses par nature de voyage laisse apparaître que les dotations touristiques occupent le premier rang avec 63,8% ou 2.370,4MDH, suivies des dotations de voyages d'affaires pour 13,9% ou 515MDH et du pèlerinage et omra pour 6,5% ou 242,9MDH.

VENTILATION DES DEPENSES VOYAGES EN BILLETS DE BANQUE PAR NATURE DE VOYAGE

	ANNEE 2005		ANNEE 2006	
	Valeur (MDH)	Part (%)	Valeur (MDH)	Part (%)
Tourisme	2 112,9	66,3	2 370,4	63,8
Voyages d'affaires	509,5	16,0	515,0	13,9
Pèlerinage et Omra	93,9	2,9	242,9	6,5
Stages et missions	177,8	5,6	154,1	4,1
Frais de scolarité	99,4	3,1	102,2	2,7
Soins médicaux	3,3	0,1	3,3	0,1
Autres	191,2	6,0	330,0	8,9
<u>TOTAL</u>	<u>3 188,0</u>	<u>100,0</u>	<u>3 717,9</u>	<u>100,0</u>

b/ Les dépenses en virements

Constituées essentiellement des frais de scolarité (60,2% ou 1.413,1MDH) et des frais du pèlerinage et Omra (27% ou 633,3MDH), les dépenses voyages réalisées par virements ont porté sur 2.347,9MDH contre 2.259,4MDH une année auparavant, soit +3,9% ou +88,5MDH. Les frais de scolarité sont demeurés stables (1.413,1MDH contre 1.416,9MDH) après avoir augmenté en moyenne de 5,3% pour les années 2001 à 2005.

VENTILATION DES VIREMENTS PAR NATURE DE VOYAGE*Millions de dirhams*

ANNEE 2006	VIREMENTS BANCAIRES	VIREMENTS POSTAUX	TOTAL	PARTS %
Frais de scolarité	1 410,0	3,1	1 413,1	60,2
Pèlerinage et Omra	633,3	-	633,3	27,0
Voyages d'affaires	192,4	-	192,4	8,2
Soins médicaux	100,1	0,1	100,2	4,2
Stages et missions	7,3	1,6	8,9	0,4
<u>TOTAL</u>	<u>2 343,1</u>	<u>4,8</u>	<u>2 347,9</u>	<u>100,0</u>

LES OPERATIONS DE VOYAGES DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS

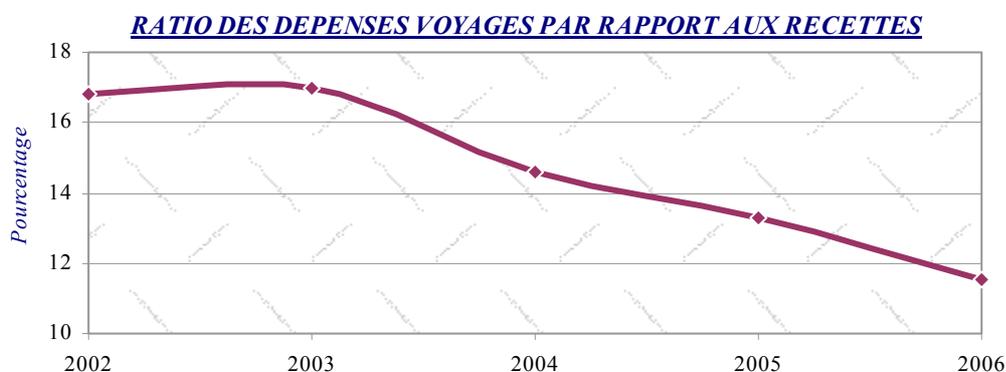
L'accroissement appréciable des recettes Voyages par rapport aux dépenses a contribué en 2006 à l'amélioration de l'excédent de la balance voyages. En effet, cet excédent s'est accru de 30,7% comparativement à l'année 2005.

1°/- Evolution des dépenses par rapport aux recettes

Le ratio des dépenses voyages par rapport aux recettes a connu une nouvelle baisse passant de 13,3% en 2005 à 11,6% au titre de l'année 2006. Cette baisse amorcée en 2004 est le résultat de la progression des recettes voyages (+28,1%) beaucoup plus importante que celle des dépenses (+11,4%).

EVOLUTION DES DEPENSES PAR RAPPORT AUX RECETTES*Millions de dirhams*

	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses (1)	4 896,6	5 244,0	5 078,3	5 447,4	6 065,8
Recettes (2)	29 159,2	30 881,4	34 793,8	40 967,0	52 485,8
Ratio en % (1)/(2)	16,8	17,0	14,6	13,3	11,6



2°/- Evolution de la part des recettes voyages dans les recettes courantes

La part des recettes voyages par rapport aux recettes courantes a enregistré en 2006 un nouveau record passant à 20,6% contre 18,4% en 2005, soit +2,2 points. Comparée à la moyenne des cinq dernières années (2001 à 2005), soit 17,3%, cette part s'est améliorée de 3,3 points.

EVOLUTION DE LA PART DES RECETTES VOYAGES DANS LES RECETTES COURANTES

Millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005	2006
Recettes Voyages (1)	29 159,2	30 881,4	34 793,8	40 967,0	52 485,8
Recettes courantes (2)	176 561,6	180 432,7	196 373,1	222 064,3	254 504,3
Part en % (1)/(2)	16,5	17,1	17,7	18,4	20,6

3°/- Evolution de la part des dépenses voyages dans les dépenses courantes

La part des dépenses voyages dans les dépenses courantes est restée relativement stable : 2,5% en 2006 contre 2,6% en 2005.

EVOLUTION DE LA PART DES DEPENSES VOYAGES DANS LES DEPENSES COURANTES

Millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005	2006
Dépenses Voyages (1)	4 896,6	5 244,0	5 078,3	5 447,4	6 065,8
Dépenses courantes (2)	160 285,3	165 195,1	187 821,8	212 632,8	242 080,8
Part en % (1)/(2)	3,1	3,2	2,7	2,6	2,5



*TRANSFERTS COURANTS
PRIVES*

LES TRANSFERTS COURANTS PRIVÉS



La rubrique des transferts courants privés enregistre en recettes, les rapatriements au titre des économies sur revenus des Marocains résidant à l'étranger (MRE), les pensions et allocations familiales versées par des organismes étrangers aux retraités marocains ayant résidé à l'étranger ou aux étrangers résidant au Maroc ainsi que les dons et secours du secteur privé.

En dépenses, elle regroupe essentiellement les transferts opérés au titre des économies sur revenus des étrangers résidant au Maroc, leurs cotisations à des organismes étrangers de retraite ou de prévoyance sociale ainsi que les transferts effectués par les MRE à partir de leurs comptes en dirhams convertibles.

La rubrique des transferts courants privés qui constitue la première source de financement de la balance des paiements a dégagé en 2006 un excédent dont le niveau a dépassé celui enregistré en 2005 ainsi que la moyenne des années 2001 à 2005.

LES RECETTES

En 2006, les recettes au titre des transferts courants privés se sont accrues de 16,1% ou +7.512MDH, atteignant ainsi 54.202,1MDH contre 46.690,1MDH en 2005. L'accroissement de ces recettes a pour origine l'amélioration de l'ensemble des composantes du poste des transferts courants privés, en particulier les recettes MRE (+17,4%) et les transferts sociaux (+7%).

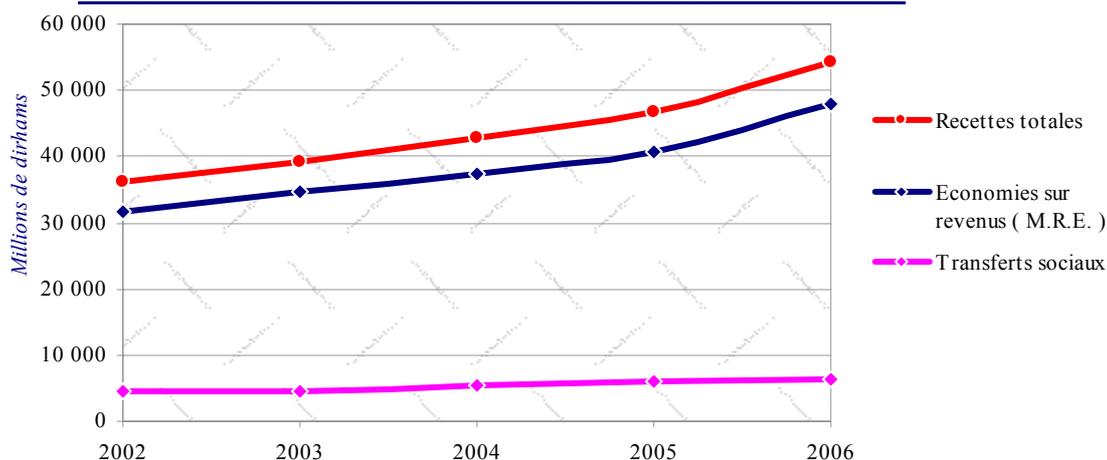
RECETTES AU TITRE DES TRANSFERTS COURANTS PRIVÉS

Millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005	2006
Economies sur revenus (M.R.E.)	31 707,9	34 581,8	37 422,5	40 737,7	47 833,8
Pensions et allocations familiales	3 492,6	3 596,8	4 194,5	4 399,5	4 434,1
Dons et secours	252,8	234,2	221,5	255,6	274,0
Autres	853,1	828,8	973,3	1 297,3	1 660,2
<u>TOTAL</u>	<u>36 306,4</u>	<u>39 241,6</u>	<u>42 811,8</u>	<u>46 690,1</u>	<u>54 202,1</u>

Ces recettes sont constituées pour l'essentiel des économies sur revenus des MRE (88,3% contre 87,3% en 2005) et des pensions et allocations familiales (8,2% contre 9,4% en 2005).

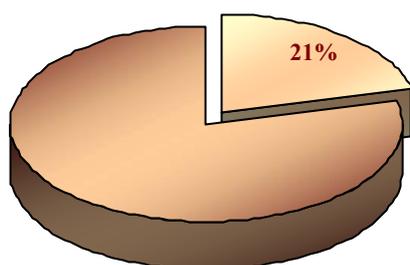
EVOLUTION DES RECETTES DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES



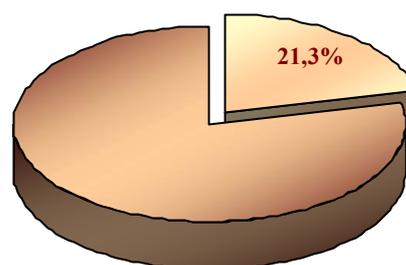
Concernant la part des transferts courants privés dans les recettes courantes, elle s'est légèrement améliorée en 2006, passant à 21,3% contre 21% une année auparavant.

**PART DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES
DANS LES RECETTES COURANTES**

ANNEE 2005



ANNEE 2006



A/- LES RECETTES MRE

1°/- Evolution des recettes MRE

Les recettes MRE ont enregistré une nette progression s'élevant en 2006 à 47.833,8MDH contre 40.737,7MDH en 2005, soit +17,4% ou +7.096,1MDH. Ces recettes ont continuellement augmenté au cours des dernières années. Leur taux d'accroissement annuel moyen a été de 10,8% entre 2002 et 2006.

EVOLUTION DES RECETTES M.R.E

Millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005	2006
<u>Recettes MRE</u>	<u>31 707,9</u>	<u>34 581,8</u>	<u>37 422,5</u>	<u>40 737,7</u>	<u>47 833,8</u>
Variation MDH	-5 150,2	+2 873,9	+2 840,7	+3 315,2	+7 096,1
Variation %	-14,0	+9,1	+8,2	+8,9	+17,4

2°/- Répartition des recettes MRE par pays de provenance

Les recettes MRE proviennent essentiellement de la France avec 43,1% ou 20.636,4MDH, de l'Espagne avec 14% ou 6.698,7MDH, de l'Italie avec 12,2% ou 5.843,7MDH, des Etats-Unis d'Amérique avec 5,7% ou 2.709,8MDH et de l'UEBL avec 4,5% ou 2.153,8MDH. Ces cinq pays représentent à eux seuls, 79,5% du total ou 38.042,4MDH.

RECETTES MRE PAR PAYS DE PROVENANCE - ANNEE 2006

Pays	Valeurs en MDH	Parts en %
France	20 636,4	43,1
Espagne	6 698,7	14,0
Italie	5 843,7	12,2
États-unis	2 709,8	5,7
U.E.B.L	2 153,8	4,5
Pays bas	1 970,4	4,1
Allemagne	1 754,0	3,7
Grande Bretagne	1 643,0	3,4
Émirats Arabes Unis	1 431,7	3,0
Arabie saoudite	859,2	1,8
Suisse	677,7	1,4
Canada	368,7	0,8
Koweït	200,7	0,4
Norvège	200,7	0,4
Danemark	128,4	0,3
Suède	104,4	0,2
Bahreïn	103,9	0,2
Qatar	90,4	0,2
Portugal	35,9	0,1
Autriche	20,5	0,1
Tunisie	16,6	(-)
Oman	8,5	(-)
Algérie	4,1	(-)
Libye	3,3	(-)
Autres pays	169,3	0,4
TOTAL	47 833,8	100,0

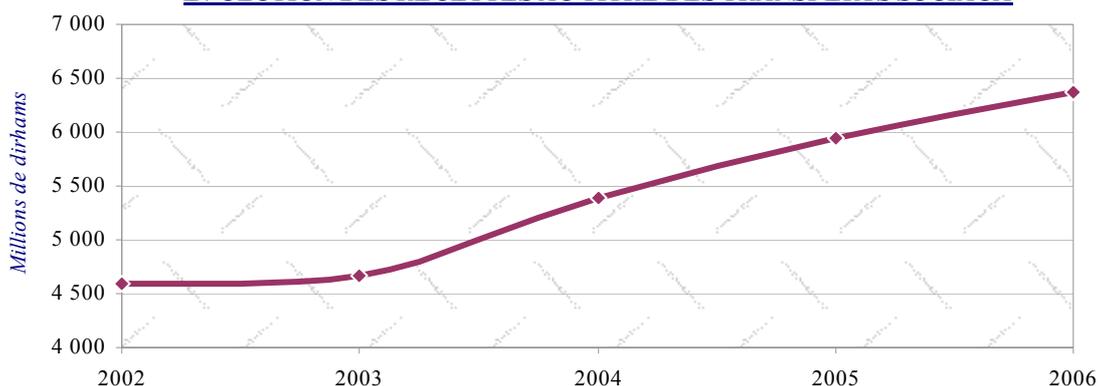
B/- RECETTES DES TRANSFERTS SOCIAUX

Les recettes au titre des transferts sociaux ont enregistré en 2006 une hausse de 7% ou +415,9MDH, atteignant 6.368,3MDH contre 5.952,4MDH une année auparavant. Elles ont ainsi contribué dans le total de la rubrique à hauteur de 11,7% contre 12,7% en 2005.

EVOLUTION DES RECETTES AU TITRE DES TRANSFERTS SOCIAUX

Millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005	2006
<u>Recettes des transferts sociaux</u>	<u>4 598,5</u>	<u>4 659,8</u>	<u>5 389,3</u>	<u>5 952,4</u>	<u>6 368,3</u>
Variation MDH	+649,9	+61,3	+729,5	+563,1	+415,9
Variation en %	+16,5	+1,3	+15,7	+10,4	+7,0

EVOLUTION DES RECETTES AU TITRE DES TRANSFERTS SOCIAUX

Ces recettes se composent des pensions et allocations familiales avec 69,6% ou 4.434,1MDH, des dons et secours pour 4,3% ou 274MDH et des autres transferts à hauteur de 26,1% ou 1.660,2MDH.

S'agissant de la ventilation de ces transferts par pays d'origine des fonds, la France occupe le premier rang avec 52,5% ou 3.342,1MDH, suivie des Pays-Bas avec 14,7% ou 937MDH, de l'UEBL avec 10,9% ou 696,9MDH et de l'Allemagne avec 3,5% ou 222,3MDH. Ces quatre pays représentent à eux seuls, 81,6% ou 5.198,3MDH du total.

VENTILATION DES RECETTES AU TITRE DES TRANSFERTS SOCIAUX PAR PAYS
ANNEE 2006

Millions de dirhams

	Pensions et allocations familiales	Dons, legs et secours	Autres	TOTAL
France	2 730,6 (*)	51,2	560,3	3 342,1
Pays-Bas	845,6	13,4	78,0	937,0
U.E.B.L	595,9	28,8	72,2	696,9
Allemagne	133,3	18,7	70,3	222,3
Autres pays	128,7	161,9	879,4	1 170,0
TOTAL	4 434,1	274,0	1 660,2	6 368,3

(*) Y compris les pensions versées par le Trésor marocain pour le compte du Trésor français.

LES DEPENSES

En 2006, les dépenses au titre des transferts courants privés ont baissé de 6,2% ou -65,7MDH, portant sur une valeur globale de 1.000,1MDH contre 1.065,8MDH en 2005.

Ces dépenses se composent des transferts au titre des économies sur revenus des étrangers résidant au Maroc (33,2% ou 332,7MDH), des transferts effectués par les MRE à partir de leurs comptes en dirhams convertibles (22,5% ou 224,8MDH), des cotisations aux organismes de retraite ou de prévoyance sociale (7,8% ou 77,7MDH) et des autres transferts (36,5% ou 364,9MDH).

EXCEDENT DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES

L'excédent des transferts courants privés a enregistré en 2006 un nouveau record passant à +53.202MDH contre +45.624,3MDH en 2005. Cette progression provient de l'accroissement des recettes de +16,1% ou +7.512MDH et de la régression des dépenses de 6,2% ou de 65,7MDH. Entre 2002 et 2006, l'excédent des transferts courants privés s'est accru de 49,8% ou +17.682,9MDH. De même, l'accroissement de cet excédent en moyenne annuelle a été de 10,6% pour la période considérée.

EVOLUTION DE L'EXCEDENT AU TITRE DES TRANSFERTS COURANTS PRIVES 2002-2006

Millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005	2006
<u>RECETTES</u>	<u>36 306,4</u>	<u>39 241,6</u>	<u>42 811,8</u>	<u>46 690,1</u>	<u>54 202,1</u>
Recettes M.R.E	31 707,9	34 581,8	37 422,5	40 737,7	47 833,8
Part %	87,3	88,1	87,4	87,3	88,3
Transferts sociaux	4 598,5	4 659,8	5 389,3	5 952,4	6 368,3
Part %	12,7	11,9	12,6	12,7	11,7
<u>DEPENSES</u>	<u>787,3</u>	<u>782,5</u>	<u>894,2</u>	<u>1 065,8</u>	<u>1 000,1</u>
<u>EXCEDENT</u>	<u>+35 519,1</u>	<u>+38 459,1</u>	<u>+41 917,6</u>	<u>+45 624,3</u>	<u>+53 202,0</u>

LES TRANSFERTS COURANTS PRIVES DANS LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les transferts courants privés constituent le deuxième poste de la Balance des paiements en termes de recettes après les exportations de biens. L'excédent enregistré en 2006 a fortement augmenté par rapport à l'année 2005.

1°/- Transferts courants privés et exportations de marchandises

Le ratio des transferts courants privés par rapport aux exportations de biens est en amélioration continue. Il est passé de 42% en 2002 à 46,8% en 2003, puis à 48,7% en 2004 avant d'atteindre 49,2% et 51,7% respectivement en 2005 et 2006, soit le niveau le plus élevé durant les cinq dernières années.

Cette amélioration est le résultat de l'accroissement des transferts courants privés à un rythme qui dépasse celui des exportations de biens (+16,1% contre +10,6%).

TRANSFERTS COURANTS PRIVÉS PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS DE BIENS

	2002	2003	2004	2005	2006
Transferts courants privés (MDH)	36 306,4	39 241,6	42 811,8	46 690,1	54 202,1
Exportations de biens (MDH)*	86 389,2	83 887,4	87 900,5	94 824,9	104 854,5
<u>Transferts courants privés</u> (en %)	<u>42,0</u>	<u>46,8</u>	<u>48,7</u>	<u>49,2</u>	<u>51,7</u>
<u>Exportations de biens</u>					

* Données balance des paiements

2°/- Transferts courants privés et exportations de services

Le ratio des transferts courants privés par rapport au volume des exportations de services n'a cessé de régresser au cours des cinq dernières années en raison de l'accroissement appréciable des exportations de services. En effet, ledit ratio qui s'établissait à 75,6% en 2002 et à 74,9% en 2003, était de 64,9% en 2005 et de 63% en 2006.

Cette situation résulte de la hausse des exportations de services de 19,6% ou +14.091,7MDH plus accentuée que celle des transferts courants privés.

TRANSFERTS COURANTS PRIVÉS PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS DE SERVICES

	2002	2003	2004	2005	2006
Transferts courants privés (MDH)	36 306,4	39 241,6	42 811,8	46 690,1	54 202,1
Exportations de services (MDH)	48 048,1	52 412,5	59 479,7	71 917,5	86 009,2
<u>Transferts courants privés</u> (en %)	<u>75,6</u>	<u>74,9</u>	<u>72,0</u>	<u>64,9</u>	<u>63,0</u>
<u>Exportations de services</u>					

3°/- Transferts courants privés et recettes courantes

Au titre de l'année 2006, le ratio des transferts courants privés par rapport aux recettes courantes s'est situé à 21,3% contre 21% en 2005. Ce résultat s'explique par l'augmentation pratiquement dans les mêmes proportions tant des transferts courants privés que des recettes courantes (respectivement 16,1% et 14,6%).

TRANSFERTS COURANTS PAR RAPPORT AUX RECETTES COURANTES

	2002	2003	2004	2005	2006
Transferts courants privés (MDH)	36 306,4	39 241,6	42 811,8	46 690,1	54 202,1
Recettes courantes	176 561,6	180 432,7	196 373,1	222 064,3	254 504,3
<u>Transferts courants privés</u> %	<u>20,6</u>	<u>21,7</u>	<u>21,8</u>	<u>21,0</u>	<u>21,3</u>
<u>Recettes courantes</u>					

4°/- Transferts courants privés et Produit Intérieur Brut

Le ratio des transferts courants privés par rapport au Produit Intérieur Brut s'est inscrit en 2006 en légère hausse, de l'ordre de 0,5 point, se fixant à 9,4% contre 8,9% une année auparavant.

TRANSFERTS COURANTS PRIVES PAR RAPPORT AU PIB

	2002	2003	2004	2005	2006
Transferts courants privés (MDH)	36 306,4	39 241,6	42 811,8	46 690,1	54 202,1
PIB en prix courants* (MDH)	446 044	476 987	500 081	522 649	575 271
<u>Transferts courants privés</u> (en %)	<u>8,1</u>	<u>8,2</u>	<u>8,6</u>	<u>8,9</u>	<u>9,4</u>
<u>PIB</u>					

* Données révisées (base 1998)



*INVESTISSEMENTS ET PRETS
PRIVES ETRANGERS*

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS

-=-=-=-=-

RECETTES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS

Les recettes au titre des investissements et prêts privés étrangers ont atteint en 2006, leur niveau le plus élevé enregistré pendant les cinq dernières années avec 29.954,4MDH contre 28.903,1MDH en 2005*, soit une augmentation de 3,6% ou +1.051,3MDH.

Ce niveau atteint en 2006 est dû principalement à l'importance des investissements directs qui, malgré une légère baisse de 2,4% par rapport à l'année 2005, se sont établis à 26.070,2MDH et ont représenté 87% du total des investissements réalisés en 2006. Quant aux investissements de portefeuille, ils se sont considérablement accrus passant de 1.277,5MDH en 2005 à 3.384,3MDH en 2006. Ce montant reste néanmoins inférieur au niveau record enregistré en 2004, soit 5.489,9MDH. En revanche, les prêts privés ont accusé une baisse de 45,5% ou -417,8MDH (499,9MDH en 2006 contre 917,7MDH en 2005) affichant en 2006 leur niveau le plus bas enregistré au cours des cinq dernières années.

Sur la période 2002-2006, l'évolution des investissements et prêts privés étrangers laisse apparaître l'importance des investissements directs dont la part moyenne s'est établie à 84,7%, loin devant les investissements de portefeuille et les prêts privés, lesquels ont marqué des parts moyennes respectives de 10,8% et de 4,5%.

L'accroissement des recettes au titre des investissements et prêts privés étrangers s'est traduit par des changements dans le classement par pays d'origine et par secteur d'activité.

1°/- Répartition des investissements et prêts privés étrangers par mode de financement

Les financements par cession de devises, qui représentent le principal moyen de financement des investissements étrangers, ont augmenté en 2006 de 14,9% ou +3.709,8MDH, atteignant 28.631,1MDH contre 24.921,3MDH en 2005. Leur part dans le total des recettes au titre des investissements et prêts privés étrangers s'est élevée à 95,6% contre 86,2% en 2005.

Les opérations de conversion de la dette extérieure publique en investissements privés ont enregistré en 2006 une hausse de 81,3% ou +365,9MDH, s'élevant à 816MDH contre 450,1MDH. Leur part dans le total des recettes est passée à 2,7% contre 1,6% en 2005.

* Chiffres révisés.

Les financements par réinvestissement de bénéfices et par incorporation de réserves ont porté en 2006 sur 507,3MDH contre 588,7MDH, en baisse de 13,8% ou -81,4MDH par rapport à l'année 2005 (588,7MDH).

En revanche, aucune opération de prêt en dirhams consenti à des non résidents, de consolidation de prêts privés ou de débit de comptes convertibles à terme n'a été enregistrée durant l'année 2006.

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS AUMAROC
REPARTITION PAR MODE DE FINANCEMENT
ANNEES 2002-2006

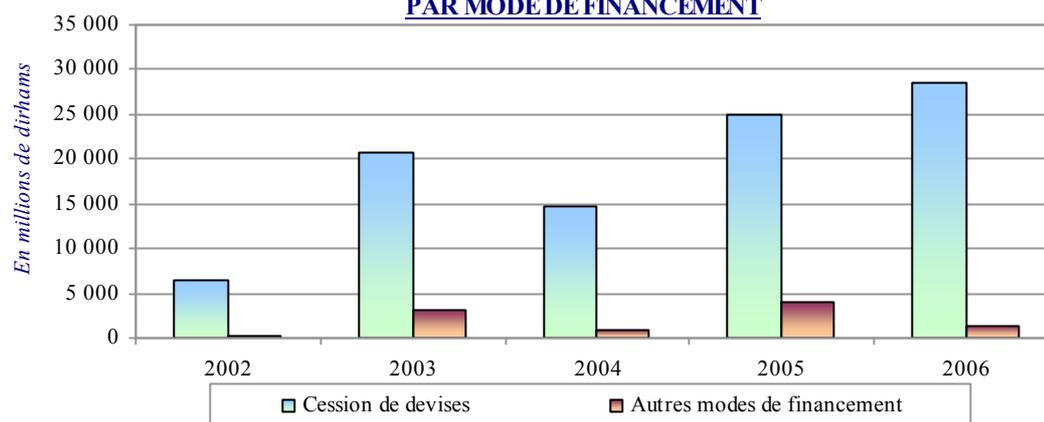
En millions de dirhams

Mode de financement	2002	2003	2004	2005*	2006	Evolution 06/05	
						MDH	%
Cession de devises	6 530,5	20 810,6	14 772,7	24 921,3	28 631,1	+3 709,8	+14,9
Bénéfices réinvestis et incorporation de réserves	3,7	77,3	-	588,7	507,3	-81,4	-13,8
Consolidation de prêts et de créances commerciales	-	-	-	2 928,5	-	-2 928,5	-100,0
Débit de comptes convertibles à terme**	11,1	11,0	1,1	14,5	-	-14,5	-100,0
Prêts en dirhams	-	3 000,0	0,9	-	-	-	-
Conversion de la dette publique en investissements privés	265,9	1,4	911,3	450,1	816,0	+365,9	+81,3
<u>TOTAL</u>	<u>6 811,2</u>	<u>23 900,3</u>	<u>15 686,0</u>	<u>28 903,1</u>	<u>29 954,4</u>	<u>+1 051,3</u>	<u>+3,6</u>

* Chiffres révisés

** Y compris les bons du Trésor souscrits par débit de comptes convertibles à terme

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS
PAR MODE DE FINANCEMENT



2°/- Répartition des investissements et prêts privés étrangers par nature d'opération

Afin de se conformer aux prescriptions de la cinquième édition du Manuel du Fonds Monétaire International, selon lesquelles les prêts entre entreprises apparentées doivent être comptabilisés en tant qu'investissements directs, ces derniers incluent les avances en comptes courants d'associés et les prêts privés contractés par les sociétés marocaines auprès de leurs maisons mères.

Au titre de l'année 2006, la structure des investissements et prêts privés étrangers s'est caractérisée par la prédominance des investissements directs avec 87% du total, en baisse, néanmoins de 5,4 points par rapport à l'année 2005 (92,4%). Ce recul de la part des investissements directs dans le total des recettes au titre des investissements et prêts privés étrangers s'explique par la baisse des investissements directs de 2,4% ou -637,7MDH et par la hausse de 3,6% des recettes totales.

La part des investissements de portefeuille a augmenté en 2006 de 6,9 points, passant de 4,4% du total en 2005 à 11,3% et ce, suite à la hausse de ces investissements de 2.106,8MDH (3.384,3MDH en 2006 contre 1.277,5MDH en 2005).

Les prêts privés étrangers ont baissé en 2006 de 45,5% ou -417,8MDH (499,9MDH contre 917,7MDH). Leur part dans le total a régressé à 1,7% contre 3,2% en 2005, nettement en deçà du niveau enregistré en 2002, soit 10,7%.

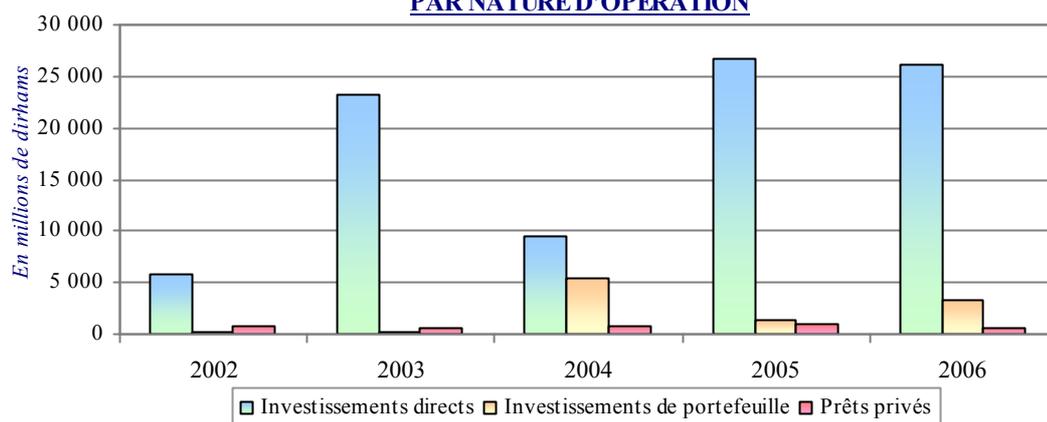
INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS AU MAROC
REPARTITION PAR NATURE D'OPERATION
ANNEES 2002-2006

En millions de dirhams

Nature d'opération	2002	2003	2004	2005*	2006	Evolution 06/05	
						MDH	%
Investissements directs	5 875,8	23 256,9	9 484,7	26 707,9	26 070,2	-637,7	-2,4
Investissements de portefeuille	206,6	100,6	5 489,9	1 277,5	3 384,3	+2 106,8	-
Prêts privés	728,8	542,8	711,4	917,7	499,9	-417,8	-45,5
<u>TOTAL</u>	<u>6 811,2</u>	<u>23 900,3</u>	<u>15 686,0</u>	<u>28 903,1</u>	<u>29 954,4</u>	<u>+1 051,3</u>	<u>+3,6</u>

* Chiffres révisés

REPARTITION DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS
PAR NATURE D'OPERATION



3°/- Répartition des investissements et prêts privés étrangers par pays de provenance

La ventilation des investissements et prêts privés étrangers par pays de provenance dénote de la prédominance des investissements en provenance des pays européens avec 80,2% du total des recettes, suivis des pays arabes avec 10,4% et des Etats-Unis d'Amérique avec 7,9%. Les autres pays ne sont intervenus en 2006 qu'à raison de 1,5% dans le total des recettes au titre de cette rubrique.

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS AU MAROC
REPARTITION PAR PAYS ET ORGANISME FINANCIER
ANNEES 2002-2006

En millions de dirhams

PAYS/ORGANISME FINANCIER	2002	2003	2004	2005*	2006
France	2 559,8	3 032,5	7 823,0	20 386,9	9 303,1
Espagne	389,6	18 148,6	526,8	1 582,5	7 530,9
U.E.B.L	264,3	281,2	382,5	904,2	3 074,0
Etats-Unis	490,6	508,6	689,9	844,1	2 378,8
Emirats Arabes Unis	118,2	236,0	1 448,7	763,5	1 300,0
Suisse	417,2	359,2	830,5	846,4	1 145,1
Koweït	431,4	16,8	948,1	227,2	1 026,5
Allemagne	492,6	149,2	518,3	889,7	973,7
Grande Bretagne	401,9	279,7	505,4	464,0	961,7
Italie	87,6	107,4	269,3	210,2	342,0
Arabie Saoudite	171,7	163,4	764,6	362,7	329,9
Hongrie	-	-	0,1	0,5	278,6
Pays Bas	249,6	74,1	131,8	271,6	228,1
Pakistan	-	-	100,0	129,2	226,3
Jordanie	1,2	1,1	-	4,7	86,4
Egypte	1,2	0,3	15,2	72,0	84,9
Irak	8,8	8,9	210,2	152,4	71,3
Liban	13,6	9,4	12,9	17,4	65,7
Portugal	236,6	35,6	22,2	60,5	55,9
Qatar	5,9	0,3	-	26,1	49,6
Tunisie	52,4	152,2	6,0	28,0	48,7
Suède	1,2	66,1	112,8	155,4	45,7
Irlande	-	-	10,2	6,6	39,8
Bahrein	-	25,5	87,2	0,4	34,5
Canada	9,9	5,3	14,0	8,3	32,6
Japon	8,8	11,8	3,5	12,1	25,1
Inde	6,1	-	1,1	184,0	20,2
Indonésie	-	-	-	-	20,2
Norvège	11,1	15,7	3,3	0,5	19,1
Hong-Kong	-	1,2	1,2	1,3	17,0
Mali	-	-	-	-	15,8
Syrie	0,6	-	0,5	24,6	14,0
Turquie	4,0	16,3	3,1	20,1	11,7
Libye	-	25,5	24,8	4,0	7,8
Chypre	-	14,3	16,4	31,0	7,6
Algérie	22,5	1,3	24,6	1,4	1,1
B.E.I	228,2	63,3	49,4	91,3	-
Chili	2,3	-	2,7	27,4	-
Danemark	4,6	-	18,1	4,7	-
Panama	68,7	-	-	4,6	-
Chine	7,9	0,1	14,5	1,1	-
Autres pays	41,1	89,4	93,1	80,5	81,0
TOTAL	6 811,2	23 900,3	15 686,0	28 903,1	29 954,4

* Chiffres révisés

Bien que figurant au premier rang pour la troisième année consécutive avec une part de 31,1% des recettes totales, les investissements français ont marqué en 2006 un repli de 54,4% ou -11.083,8MDH : 9.303,1MDH contre 20.386,9MDH en 2005.

Les investissements en provenance de l'Espagne se sont en revanche accrus de 5.948,4MDH (7.530,9MDH en 2006 contre 1.582,5MDH en 2005). L'Espagne conserve ainsi le deuxième rang avec 25,1% du total après avoir occupé la septième position en 2004 (526,8MDH) et la première en 2003 (18.148,6MDH).

L'Union économique Belgo-luxembourgeoise (U.E.B.L) occupe, à l'instar de l'année 2005, le troisième rang avec une part de 10,3% en 2006 contre 3,1% en 2005. Les investissements en provenance de l'U.E.B.L se sont accrus de 2.169,8MDH passant de 904,2MDH en 2005 à 3.074MDH en 2006.

Les investissements en provenance des Etats-Unis d'Amérique se sont inscrits en hausse depuis l'année 2002 passant de 490,6MDH en 2002 à 2.378,8MDH en 2006 et se sont hissés à la quatrième place après avoir occupé la sixième en 2005.

Les Emirats Arabes Unis, premier investisseur arabe au Maroc, ont vu leurs investissements passer en 2006 à 1.300MDH contre 763,5MDH en 2005, marquant une augmentation de 536,5MDH. Ils se classent ainsi à la cinquième position après avoir occupé la septième en 2005.

En dépit de l'augmentation de ses investissements de 35,3% en 2006 par rapport à 2005 avec 1.145,1MDH contre 846,4MDH, la Suisse se positionne au sixième rang au lieu du cinquième en 2005.

Les investissements en provenance du Koweït ont progressé de 799,3MDH, s'établissant à 1.026,5MDH en 2006 contre 227,2MDH en 2005 passant ainsi du onzième au septième rang.

Quant aux investissements allemands et britanniques, ils se sont établis respectivement à 973,7MDH et 961,7MDH.

4°/- Répartition des investissements et prêts privés étrangers par secteur d'activité

A l'inverse des années 2004 et 2005, marquées par une prééminence du secteur des télécommunications, les investissements et prêts privés étrangers ont été effectués en 2006 essentiellement dans le secteur de l'industrie qui a enregistré une augmentation de 6.687,9MDH (9.653,3MDH contre 2.965,4MDH en 2005). La part de ce secteur dans le total des recettes est passée de 10,3% en 2005 à 32,2% en 2006.

Le secteur du tourisme a attiré en 2006 des investissements et prêts privés étrangers d'un montant de 7.978,4MDH contre 3.097,7MDH en 2005, en accroissement de 4.880,7MDH. Avec une part de 26,6% du total des recettes en 2006, ce secteur occupe le second rang pour la deuxième année consécutive après avoir occupé la quatrième place en 2004 (1.683,4MDH) et la sixième en 2003 (330,3MDH).

En ce qui concerne les investissements dans le secteur de l'immobilier, ceux-ci ont continué leur progression depuis l'année 2003, passant de 1.690,8MDH en 2003 à 4.338,5MDH en 2006, soit leur niveau le plus élevé. La part moyenne enregistrée par ce secteur durant les cinq dernières années s'est établie à 14,3%.

Après avoir enregistré leur niveau record en 2005, les investissements dans le secteur des télécommunications n'ont pas dépassé 1.790,1MDH en 2006, marquant ainsi une baisse de 88,8% ou -14.214,6MDH. Ce secteur, a en conséquence, été relégué au quatrième rang après avoir été classé en première position durant les années 2004 (6.000,8MDH) et 2005 (16.004,7MDH).

INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS AU MAROC
REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE
ANNEES 2002-2006

En millions de dirhams

SECTEUR	2002	2003	2004	2005	2006
Industrie	1 302,8	19 086,9	2 117,4	2 965,4	9 653,3
Tourisme	408,6	330,3	1 683,4	3 097,7	7 978,4
Immobilier	1 908,8	1 690,8	2 047,3	2 516,8	4 338,5
Télécommunications	425,7	627,7	6 000,8	16 004,7	1 790,1
Banque	439,3	80,1	1 648,3	796,0	1 721,7
Assurances	-	165,7	165,7	1 147,7	1 497,7
Commerce	251,9	549,0	625,5	459,0	1 177,3
Holding	48,8	7,3	64,0	300,8	245,6
Energie et Mines	431,8	105,9	337,3	378,3	142,0
Transports	14,2	15,9	43,4	322,2	85,5
Grands travaux	15,0	70,4	105,7	165,5	34,4
Agriculture	22,2	32,6	61,1	40,1	24,4
Pêche	42,9	147,1	22,7	21,9	-
Etudes	19,1	1,5	76,5	6,5	-
Autres services	1 356,6	868,3	580,4	631,2	1 144,3
Divers	123,5	120,8	106,5	49,3	121,2
TOTAL	6 811,2	23 900,3	15 686,0	28 903,1	29 954,4

* Chiffres révisés

5°/- Recettes des investissements et prêts privés étrangers et solde du compte courant

A l'instar des années précédentes, le compte courant de la balance des paiements a dégagé un excédent de 12.423,5MDH contre 9.431,5MDH une année auparavant. L'amélioration de cet excédent et l'augmentation des recettes au titre des investissements et prêts privés, ont contribué à dégager un solde excédentaire de la balance des paiements.

RECETTES DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS ET SOLDE DU COMPTE COURANT
ANNEES 2002-2006

En millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005*	2006
Recettes des investissements et prêts privés étrangers	6 811,2	23 900,3	15 686,0	28 903,1	29 954,4
Solde du compte courant	+16 276,3	+15 237,6	+8 551,3	+9 431,5	+12 423,5
Rapport du solde du compte courant aux investissements étrangers (%)	-	63,8	54,5	32,6	41,5

* Chiffres révisés

6°/- Investissements et prêts privés étrangers et formation brute de capital fixe

Après avoir augmenté de 7,6 points en 2005, le ratio des recettes des investissements et prêts privés étrangers rapportés à la formation brute de capital fixe, s'est établi en 2006 à 18,1% contre 19,4% en 2005.

RECETTES DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS ET FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE ANNEES 2002-2006

En millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005*	2006
Investissements et prêts privés étrangers	6 811,2	23 900,3	15 686,0	28 903,1	29 954,4
Formation brute de capital fixe**	112 320,0	120 360,0	133 404,0	149 054,0	165 301,0
Investissements étrangers par rapport à la FBCF (%)	6,1	19,9	11,8	19,4	18,1

* Chiffres révisés

** Source: Direction de la Comptabilité Nationale (année de base 1998)



INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AU MAROC REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE ANNEES 2002-2006

En millions de dirhams

SECTEUR	2002	2003	2004	2005*	2006
Industrie	1 176,1	18 791,2	1 796,1	2 734,8	8 972,6
Tourisme	408,6	186,2	1 430,8	3 080,9	7 828,3
Immobilier	1 824,9	1 685,0	2 039,6	2 422,2	4 116,8
Banque	64,4	56,3	1 524,9	44,0	1 463,7
Assurances	-	162,1	165,7	1 144,9	1 455,6
Commerce	251,1	483,7	611,8	440,8	1 046,6
Holding	13,9	0,1	30,7	210,0	147,4
Energie et Mines	182,6	105,9	336,1	377,4	100,4
Transports	14,2	14,0	43,4	321,5	56,0
Grands Travaux	15,0	66,2	105,7	159,8	34,4
Télécommunications	425,7	618,7	717,7	15 311,1	27,4
Agriculture	22,2	24,3	29,4	6,3	24,2
Pêche	23,6	124,3	12,9	4,4	-
Etudes	19,1	1,1	69,9	3,5	-
Autres services	1 350,2	821,1	477,5	415,3	684,6
Divers	84,2	116,7	92,5	31,0	112,2
TOTAL	5 875,8	23 256,9	9 484,7	26 707,9	26 070,2

* Chiffres révisés

INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS AU MAROC
REPARTITION PAR PAYS DE PROVENANCE
ANNEES 2002-2006

En millions de dirhams

PAYS	2002	2003	2004	2005*	2006
France	2 252,0	2 889,2	4 744,8	19 843,3	8 645,7
Espagne	389,6	18 094,7	476,6	1 441,8	7 191,3
U.E.B.L	260,5	190,3	346,1	426,3	2 604,6
Koweït	431,4	16,8	18,0	222,5	1 011,8
Allemagne	492,6	144,8	475,1	855,5	939,7
Grande Bretagne	356,0	244,4	454,9	451,6	931,3
Suisse	240,3	260,1	676,2	758,3	905,7
Etats-Unis	379,7	471,3	447,5	226,4	863,7
Emirats Arabes Unis	118,2	222,4	330,8	727,7	773,6
Italie	68,7	107,4	266,0	209,7	334,6
Arabie Saoudite	171,7	163,3	353,6	361,9	329,9
Hongrie	-	-	0,1	0,5	278,6
Pays Bas	239,3	74,1	125,4	260,0	227,3
Pakistan	-	-	100,0	128,9	226,3
Egypte	1,2	0,3	13,0	9,5	84,9
Irak	7,2	6,8	210,2	137,1	71,3
Liban	11,1	9,4	12,8	17,4	65,7
Jordanie	1,2	1,1	-	4,7	55,4
Portugal	236,6	34,6	20,7	60,4	50,4
Qatar	5,9	0,3	-	26,0	49,6
Suède	1,2	16,2	112,5	155,0	45,7
Tunisie	52,4	152,2	4,7	27,9	40,0
Irlande	-	-	10,2	6,6	39,8
Bahrein	-	-	83,0	0,4	34,5
Canada	9,9	5,3	13,3	8,3	32,6
Japon	8,8	-	3,5	3,9	25,1
Inde	6,1	-	1,1	183,6	20,2
Indonésie	-	-	-	-	20,2
Norvège	4,6	15,4	3,3	0,5	19,1
Mali	-	-	-	-	15,8
Syrie	0,6	-	0,5	24,5	14,0
Hong-Kong	-	-	-	-	12,6
Turquie	3,1	11,4	2,8	20,1	11,7
Libye	-	25,5	24,1	4,0	7,8
Chypre	-	12,1	16,4	30,9	7,6
Algérie	22,5	1,3	24,6	1,4	1,1
Chili	2,3	-	2,7	27,3	-
Panama	68,7	-	-	4,6	-
Chine	-	0,1	14,5	1,1	-
Autres pays	32,4	86,1	95,7	38,3	81,0
TOTAL	5 875,8	23 256,9	9 484,7	26 707,9	26 070,2

* Chiffres révisés

DEPENSES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS

Les dépenses au titre des opérations de désinvestissement et de remboursement de prêts se sont accrues en 2006 de 8,4% ou +1.199,7MDH, s'établissant à 15.522,5MDH contre 14.322,8MDH une année auparavant.

DEPENSES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS ANNEES 2002-2006

En millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution	
						MDH	%
Liquidation d'investissements directs	578,3	1 097,3	1 551,7	12 045,3	4 525,9	-7 519,4	-62,4
Liquidation d'investissements de portefeuille*	290,6	27,7	367,9	715,3	6 009,2	+5 293,9	-
Remboursements de prêts privés	2 965,8	3 137,3	2 019,3	1 562,2	4 987,4	+3 425,2	-
<u>TOTAL</u>	<u>3 834,7</u>	<u>4 262,3</u>	<u>3 938,9</u>	<u>14 322,8</u>	<u>15 522,5</u>	<u>+1 199,7</u>	<u>+8,4</u>

* Y compris les cessions des Bons du Trésor.

1°/- Répartition par nature d'opération des dépenses au titre des investissements et prêts privés étrangers

La répartition par nature d'opération, des dépenses au titre des désinvestissements et des remboursements de prêts privés, laisse apparaître la prédominance des dépenses au titre de la liquidation d'investissements de portefeuille dont la part a représenté 38,7% des dépenses totales en 2006, suivies des remboursements de prêts privés (32,1%) et des liquidations d'investissements directs (29,2%).

L'augmentation de 8,4%, enregistrée en 2006, au niveau des dépenses au titre des désinvestissements et de remboursements de prêts privés est imputable à la hausse des liquidations au titre des investissements de portefeuille et de remboursements de prêts privés qui se sont accrus respectivement de 5.293,9MDH et de 3.425,2MDH. En revanche, les dépenses au titre de la liquidation d'investissements directs ont nettement régressé pour se situer à 4.525,9MDH contre 12.045,3MDH en 2005, soit -62,4% ou -7.519,4MDH.

2°/- Répartition des dépenses au titre des investissements et prêts privés étrangers par pays de provenance

La répartition par pays et organisme financier, des dépenses au titre de la liquidation d'investissements et de remboursements de prêts privés au titre de l'année 2006, permet de relever la prédominance des désinvestissements français et ceux des Etats-Unis avec respectivement 27,2% et 16,8% du total des dépenses ou 4.216,2MDH et 2.606,1MDH.

En ce qui concerne l'évolution des désinvestissements de ces deux pays, les désinvestissements français ont baissé de 57,9% ou -5.787,8MDH (4.216,2MDH en 2006 contre 10.004MDH en 2005). En revanche, ceux des Etats-Unis ont connu une hausse de 2.069,1MDH (2.606,1MDH contre 537MDH).

Les désinvestissements de la Société Financière Internationale se sont élevés en 2006 à 2.316,5MDH contre 165,3MDH seulement en 2005 marquant ainsi une expansion de 2.151,2MDH. Leur part dans le total des dépenses s'est située à 14,9% en 2006 contre 1,2% en 2005.

Les désinvestissements français, américains et de la SFI ont représenté près de 60% des dépenses totales (58,9%). De leur côté, les organismes financiers internationaux ont totalisé 3.409,2MDH et sont intervenus à hauteur de 22% dans le total des dépenses au titre des opérations de liquidation d'investissements et de remboursement de prêts privés.

S'agissant des désinvestissements des pays arabes, ils ont reculé de 26,1%, s'établissant à 744,4MDH en 2006 contre 1.007,9MDH en 2005. Leur part dans le total des dépenses est passée à 4,8% contre 7% en 2005.

DEPENSES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS
REPARTITION PAR PAYS ET ORGANISME FINANCIER
ANNEES 2005-2006

En millions de dirhams

PAYS/ ORGANISME FINANCIER	2005	2006
France	10 004,0	4 216,2
Etats-Unis	537,0	2 606,1
Société Financière Internationale	165,3	2 316,5
Grande Bretagne	542,6	1 379,3
U.E.B.L	480,0	1 368,7
Suisse	984,0	978,7
Autres organismes financiers	-	855,7
Espagne	254,8	305,8
Emirats Arabes Unis	91,5	305,1
Arabie Saoudite	295,8	255,9
Banque Européenne d'Investissement	8,0	237,0
Suède	26,4	228,3
Pays Bas	13,2	117,6
Bahreïn	447,3	74,7
Egypte	27,4	67,1
Allemagne	176,0	36,7
Italie	42,9	22,9
Koweït	128,7	20,5
Chypre	18,0	14,1
Portugal	11,1	13,9
Iraq	11,6	13,2
Liban	5,6	7,9
Banque Islamique de Développement	18,3	-
Autres pays	33,3	80,6
<u>TOTAL</u>	<u>14 322,8</u>	<u>15 522,5</u>

Quant aux désinvestissements de la Grande-Bretagne et de l'U.E.B.L, ils ont augmenté respectivement de 836,7MDH (1.379,3MDH contre 542,6MDH en 2005) et de 888,7MDH (1.368,7MDH contre 480MDH).

La Suisse et l'Espagne, quant à elles, leurs désinvestissements ont représenté en 2006, respectivement 6,3% et 2% du total des dépenses contre 6,9% et 1,8% en 2005.

3°/- Répartition des dépenses au titre des investissements et prêts privés étrangers par secteur d'activité

La ventilation par secteur d'activité des désinvestissements et des remboursements de prêts privés s'est caractérisée, au titre de l'année 2006 par la prépondérance de quatre secteurs qui ont représenté 88,8% du total des dépenses. Il s'agit des secteurs des télécommunications, de l'industrie, de l'énergie et mines et du secteur bancaire.

Les désinvestissements au titre des télécommunications se sont établis en 2006 à 9.046,8MDH, en baisse de 5,7% par rapport à l'année 2005 (9.592,7MDH). Ils ont représenté, à eux seuls, plus de 58,3% du total des dépenses contre 67% en 2005.

S'agissant des secteurs de l'industrie et de l'énergie et mines, les désinvestissements respectifs y afférents ont été en 2006 de 1.989MDH et de 1.580,1MDH contre 594,8MDH et 697,7MDH en 2005. Leurs parts dans le total des dépenses ont été portées en 2006 à 12,8% et à 10,2% contre 4,2% et 4,9% en 2005.

DEPENSES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS **REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE** **ANNEES 2005-2006**

En millions de dirhams

Secteur	2005	2006
Télécommunications	9 592,7	9 046,8
Industrie	594,8	1 989,0
Energie et Mines	697,7	1 580,1
Banque	67,2	1 174,3
Commerce	785,5	461,8
Tourisme	107,5	323,2
Immobilier	384,0	304,9
Assurances	1 762,3	134,4
Transports	25,2	127,0
Grands travaux	19,8	77,1
Holding	13,5	71,6
Agriculture	25,6	9,8
Pêche	10,3	6,8
Autres services	159,1	202,3
Divers	77,6	13,4
<u>TOTAL</u>	<u>14 322,8</u>	<u>15 522,5</u>

Les désinvestissements du secteur bancaire ont connu en 2006 une forte poussée, passant de 67,2MDH en 2005 à 1.174,3MDH, soit +1.107,1MDH. Leur part dans le total des dépenses au titre de l'année 2006 s'est élevée à 7,6% contre 0,5% seulement en 2005.

Quant aux désinvestissements du secteur des assurances, ils ont régressé à 134,4MDH en 2006 contre 1.762,3MDH en 2005.

4°/- Recettes nettes au titre des investissements et prêts privés étrangers

Prises globalement, les dépenses au titre des opérations de désinvestissements, de remboursements de prêts et au titre des revenus ont atteint en 2006, 21.502,2MDH contre 19.265,4MDH en 2005, en accroissement de 11,6% ou +2.236,8MDH.

Cette hausse des dépenses est à l'origine de la baisse de 12,3% enregistrée au niveau des recettes nettes, lesquelles sont passées de 9.637,7MDH en 2005 à 8.452,2MDH en 2006, soit -1.185,5MDH.

RECETTES NETTES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS
ANNEES 2002-2006

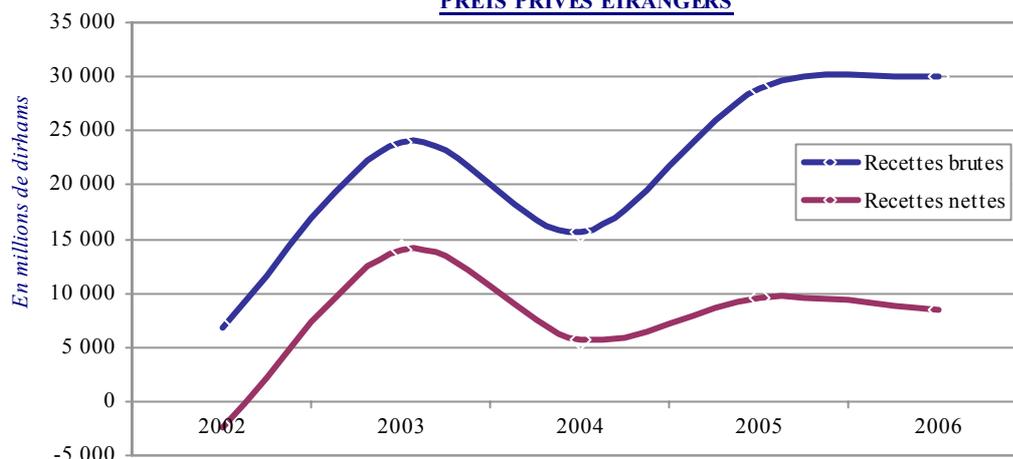
En millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005*	2006
<u>Recettes Brutes</u>	<u>6 811,2</u>	<u>23 900,3</u>	<u>15 686,0</u>	<u>28 903,1</u>	<u>29 954,4</u>
<u>Dépenses</u>	<u>9 162,5</u>	<u>9 877,8</u>	<u>10 030,3</u>	<u>19 265,4</u>	<u>21 502,2</u>
• Transferts au titre des opérations de désinvestissements et de remboursements de prêts	3 834,7	4 262,3	3 938,9	14 322,8	15 522,5
• Transferts au titre des revenus**	5 327,8	5 615,5	6 091,4	4 942,6	5 979,7
<u>Recettes Nettes</u>	<u>-2 351,3</u>	<u>14 022,5</u>	<u>5 655,7</u>	<u>9 637,7</u>	<u>8 452,2</u>
Recettes nettes par rapport aux recettes brutes %	-34,5	58,7	36,1	33,3	28,2

* Chiffres révisés

** Non compris les revenus réinvestis.

EVOLUTION DES RECETTES BRUTES ET NETTES DES INVESTISSEMENTS ET PRETS PRIVES ETRANGERS



5°/- Dépenses au titre de la réalisation d'investissements marocains à l'étranger

Les dépenses relatives à la réalisation des investissements marocains à l'étranger se sont inscrites en hausse de 32,1% ou +1.032,9MDH, soit 4.249,6MDH en 2006 contre 3.216,7MDH en 2005. Ces dépenses avaient atteint leur niveau le plus élevé en 2003 avec 5.185MDH.

DEPENSES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS MAROCAINS A L'ETRANGER
ANNEES 2002-2006

En millions de dirhams

ANNEES	2002	2003	2004	2005	2006	Evolution	
						MDH	%
MONTANTS	590,9	5 185,0	283,6	3 216,7	4 249,6	+1 032,9	+32,1

DEPENSES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS
REPARTITION PAR PAYS ET ORGANISME FINANCIER
ANNEES 2005-2006

En millions de dirhams

PAYS/ORGANISME FINANCIER	2005	2006
France	9 599,5	2 952,9
U.E.B.L	441,7	298,6
Espagne	193,7	280,7
Grande Bretagne	123,1	270,2
Suède	-	228,1
Pays Bas	13,0	113,4
Etats-Unis	44,4	52,4
Emirats Arabes Unis	4,0	47,6
Bahrein	431,6	46,2
Suisse	897,9	41,1
Arabie Saoudite	109,3	39,5
Allemagne	33,2	23,6
Koweït	46,4	20,5
Banque Européenne d'Investissement	-	18,0
Chypre	17,6	11,7
Iraq	11,4	11,5
Italie	38,3	6,0
Banque Islamique de Développement	18,3	-
Autres pays	21,9	63,9
<u>TOTAL</u>	<u>12 045,3</u>	<u>4 525,9</u>

DEPENSES AU TITRE DES INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS
REPARTITION PAR SECTEUR D'ACTIVITE
ANNEES 2005-2006

En millions de dirhams

Secteur	2005	2006
Télécommunications	8 557,1	2 426,5
Industrie	367,7	1 071,9
Commerce	759,2	290,1
Immobilier	352,0	182,4
Tourisme	84,2	163,4
Assurances	1 730,0	85,4
Transports	16,0	79,0
Banque	18,5	46,9
Energie et Mines	23,6	43,2
Grands travaux	16,1	41,4
Holding	1,8	11,3
Pêche	2,9	4,3
Autres services	84,2	74,4
Divers	32,0	5,7
<u>TOTAL</u>	<u>12 045,3</u>	<u>4 525,9</u>



*OPERATIONS DE LA DETTE
EXTERIEURE PUBLIQUE*

OPERATIONS DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

-=-=-=-=-

L'évolution de la dette extérieure publique a été marquée en 2006 par l'augmentation des tirages et par la baisse de la charge globale de l'endettement et ce, en dépit de la hausse enregistrée au niveau de la charge en intérêts. Le flux net dégagé qui demeure négatif, a enregistré en conséquence un allègement appréciable par rapport à l'année 2005.

LES OPERATIONS FINANCIERES DU SECTEUR PUBLIC

Les opérations financières du secteur public ont dégagé en 2006 et pour la première fois depuis 1993, un solde positif de +1.765,8MDH contre -1.715,1MDH en 2005. Cette évolution est imputable à la baisse des remboursements en principal de 13,3% ou -2.189,1MDH (14.302,8MDH contre 16.491,9MDH). Quant aux tirages, ils ont progressé de 8,7% ou +1.291,8MDH.

A/- FINANCEMENTS EXTERIEURS MOBILISES PAR LE SECTEUR PUBLIC

1°/- Evolution globale

Atteignant leur plus haut niveau depuis 1993, les financements extérieurs mobilisés par le secteur public se sont établis en 2006 à 16.068,6MDH contre 14.776,8MDH en 2005, soit un accroissement de 8,7% ou +1.291,8MDH.

L'augmentation relevée trouve son origine dans l'accroissement des financements extérieurs mobilisés par les établissements publics de 32,7% ou +2.385,8MDH, lesquels sont passés de 7.292,3MDH en 2005 à 9.678,1MDH en 2006 et ce, en dépit du reflux enregistré par les tirages effectués par le Trésor de 14,6% ou -1.094MDH : 6.390,5MDH contre 7.484,5MDH en 2005.

Les prêts en devises ont connu un léger accroissement (+1,8% ou +213,7MDH), atteignant 12.112,3MDH contre 11.898,6MDH en 2005. Ils ont représenté 75,4% du montant global des tirages en 2006 contre 80,5% une année auparavant ; Quant aux financements au titre des crédits commerciaux, ils ont représenté 24,6% en 2006 contre 19,5% en 2005 (3.956,3MDH contre 2.878,2MDH) enregistrant ainsi une augmentation de 37,5% ou +1.078,1MDH.

EVOLUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS MOBILISES PAR LE SECTEUR PUBLIC

Millions de dirhams

ANNEES	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Tirages	7 085,2	7 360,0	13 421,2	8 212,0	14 776,8	16 068,6
Evolution (%)	-22,4	+3,9	+82,4	-38,8	+79,9	+8,7

**EVOLUTION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS
MOBILISES PAR LE SECTEUR PUBLIC**



2°/- Répartition des financements extérieurs par groupe de bailleurs de fonds

Les financements extérieurs mobilisés par le secteur public auprès des **institutions financières internationales** qui occupent la première position parmi les groupes de bailleurs de fonds ont atteint en 2006, 8.002,6MDH (49,8% du total) contre 8.469MDH ou 57,3% une année auparavant, en baisse de 5,5% ou -466,4MDH. Il s'agit principalement de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Européenne d'Investissement et de la Banque Mondiale.

Le Club de Paris occupe comme en 2005, la seconde place parmi les groupes de bailleurs de fonds. Sa part dans les tirages a augmenté légèrement passant de 21,8% ou 3.219,3MDH à 23,9% ou 3.838,9MDH, soit un accroissement de +19,2% ou +619,6MDH.

Les pays et Fonds arabes figurent en troisième position avec 15,1% du total des concours extérieurs mobilisés par le secteur public en 2006 contre 16,7% en 2005, s'établissant à 2.432,1MDH contre 2.469,5MDH. Les tirages ont été mobilisés principalement auprès du Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES) à hauteur de 1.043,1MDH et des Emirats Arabes Unis pour 823,2MDH.

Enfin et malgré l'expansion des concours mobilisés auprès des **banques commerciales internationales**, lesquels ont presque triplé passant de 619MDH en 2005 à 1.770MDH en 2006 et de leur part dans le total qui est passée de 4,2% à 11%, les banques commerciales internationales sont demeurées, à l'instar de l'année 2005, à la quatrième position parmi les groupes de bailleurs de fonds.

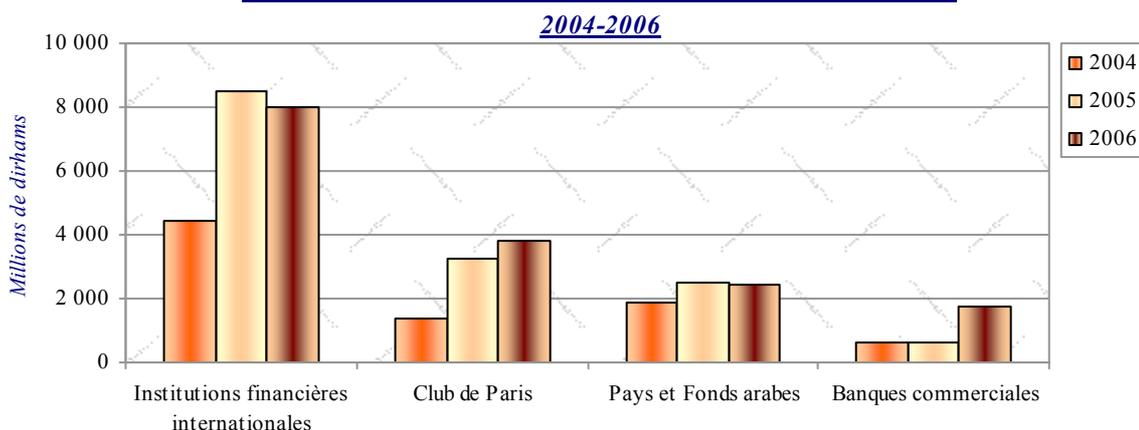
REPARTITION DES FINANCEMENTS EXTERIEURS PAR GROUPE DE BAILLEURS DE FONDS

Millions de dirhams

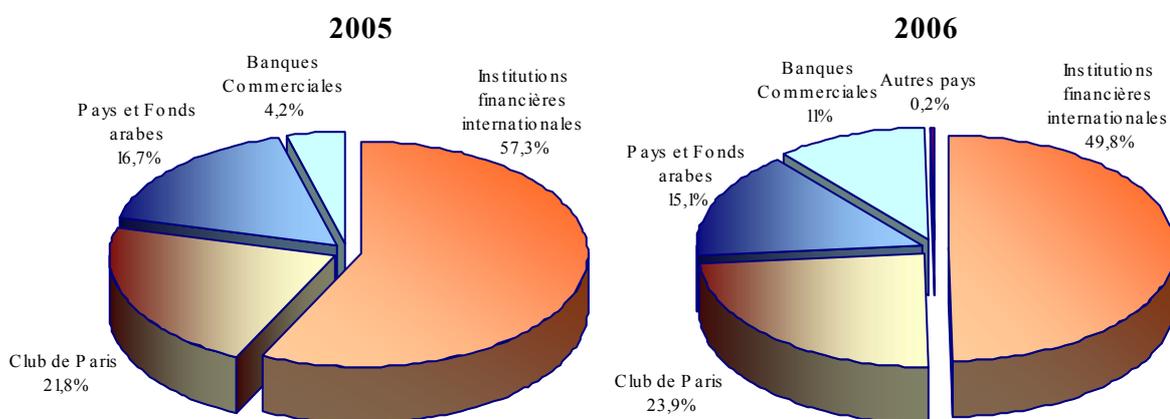
Groupe de bailleurs de fonds	2002	2003	2004	2005	2006
Institutions internationales*	3 490,4	3 954,1	4 420,9	8 469,0	8 002,6
Club de Paris	1 434,8	1 817,9	1 347,6	3 219,3	3 838,9
Pays et Fonds arabes	1 993,3	1 867,2	1 845,5	2 469,5	2 432,1
Banques Commerciales	423,1	5 782,0	598,0	619,0	1 770,0
Autres pays	18,4	-	-	-	25,0
TOTAL	7 360,0	13 421,2	8 212,0	14 776,8	16 068,6

* Non compris le FADES et le FMA

EVOLUTION DES TIRAGES PAR GROUPE DE CREANCIERS



REPARTITION DES TIRAGES PAR GROUPE DE CREANCIERS



3°/- Evolution des financements extérieurs mobilisés auprès des principaux pays ou organismes bailleurs de fonds

La répartition des financements extérieurs mobilisés par le secteur public au titre de l'année 2006 par principaux pays et organismes bailleurs de fonds, fait apparaître que ces financements ont été mobilisés à concurrence de 69,2% ou 11.130,2MDH auprès de cinq bailleurs de fonds : la Banque Africaine de Développement, la Banque Européenne d'Investissement, la France, les banques commerciales internationales et la Banque Mondiale.

a/ Financements mobilisés auprès de la Banque Africaine de Développement -BAD-

La BAD a confirmé en 2006 sa position de premier bailleur de fonds qu'elle occupe depuis 2004 et ce, malgré une baisse de ses financements de 11,1% ou -427,3MDH : 3.427MDH contre 3.854,3MDH en 2005. Elle est intervenue à hauteur de 21,3% dans le total des financements extérieurs consentis au Maroc en 2006.

Le Trésor demeure le principal bénéficiaire des financements octroyés par la BAD avec 88% du total ou 3.016,5MDH contre 86% ou 3.315,3MDH en 2005, accusant ainsi une baisse de 9% ou -298,8MDH. Quant aux établissements publics, ils n'ont bénéficié que de 12% des financements mobilisés auprès de la BAD contre 14% en 2005 : 410,5MDH en 2006 contre 539MDH.

b/ Financements mobilisés auprès de la Banque Européenne d'Investissement -BEI-

Au titre de l'année 2006, les tirages effectués auprès de la BEI se sont établis à 2.201,6MDH contre 1.781,1MDH en 2005, enregistrant ainsi une hausse de 23,6% ou +420,5MDH. La BEI occupe ainsi la deuxième position parmi les bailleurs de fonds du secteur public avec une part de 13,7% du total des tirages contre 12,1% en 2005. Les financements de la BEI ont été consentis aux établissements publics à concurrence de 93% ou 2.047,9MDH.

c/ Concours mobilisés auprès de la France

En 2006, la France s'est hissée au troisième rang parmi les bailleurs de fonds du secteur public. Sa part dans les tirages est passée de 6,6% ou 971,3MDH en 2005 à 13,6% ou 2.184,1MDH en 2006, soit une hausse de +124,9% ou +1.212,8MDH.

Les financements en provenance de la France ont bénéficié à hauteur de 54,3% ou 1.184,9MDH aux établissements publics et pour 45,7% ou 999,2MDH au Trésor.

d/ Financements mobilisés auprès des banques commerciales internationales

Les banques commerciales internationales ont occupé en 2006 le quatrième rang parmi les bailleurs de fonds du secteur public avec 11% du total des tirages ou 1.770MDH contre 4,2% ou 619MDH en 2005, soit une augmentation de 1.151MDH. Les établissements publics ont bénéficié de la totalité des financements mobilisés auprès des banques commerciales internationales.

e/ Tirages effectués auprès de la -BIRD-

Les tirages effectués auprès de la BIRD au titre de l'année 2006 ont régressé de 35% ou -832,4MDH avec 1.547,5MDH contre 2.379,9MDH une année auparavant. Leur part dans le total des tirages est passée de 16,1% à 9,6% se situant ainsi à la cinquième position au lieu du second rang occupé en 2005. Les tirages effectués auprès de la BIRD ont été accordés dans leur quasi-totalité au Trésor avec 99,3% ou 1.537,3MDH.

B- LES REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL

1°/- Evolution globale

Les remboursements en principal effectués en 2006 au titre de la dette extérieure publique se sont allégés de 13,3% ou -2.189,1MDH et se sont établis à 14.302,8MDH contre 16.491,9MDH en 2005, enregistrant ainsi leur niveau le plus bas depuis 1992.

REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL

Millions de dirhams

ANNEES	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Remboursements en principal	19 297,6	21 330,1	24 220,1	18 347,5	16 491,9	14 302,8
Evolution en %	+10,5	+10,5	+13,5	-24,2	-10,1	-13,3

Les remboursements du Trésor ont représenté 68,4% du total ou 9.788,4MDH contre 65,6% ou 10.821,8MDH une année auparavant, soit une baisse de 9,5% ou -1.033,4MDH.

Il en est de même pour les remboursements effectués par les établissements publics qui ont régressé de 20,4% ou -1.155,7MDH (4.514,4MDH contre 5.670,1MDH en 2005). Leur part dans le total des remboursements est passée de 34,4% à 31,6%.

2°/- Répartition des remboursements par groupe de créanciers

L'analyse de la répartition des remboursements en principal de la dette extérieure publique, par groupe de bailleurs de fonds, fait ressortir une augmentation des parts des institutions financières internationales et des pays et Fonds arabes, une stabilisation de la part des banques commerciales et une baisse de celle du Club de Paris.

Le groupe des **institutions financières internationales** est le premier bénéficiaire des remboursements en principal effectués par le secteur public en 2006 avec une part de 33,6% du total des remboursements ou 4.808,3MDH contre 28,6% ou 4.721,5MDH en 2005 avec donc une légère augmentation de 1,8% ou +86,8MDH.

Les remboursements en principal effectués au profit du **Club de Paris**, s'élevant à 3.863,3MDH contre 6.385,7MDH en 2005, ont régressé de 39,5% ou -2.522,4MDH. Leur part dans le total a diminué de 11,7 points : 27% contre 38,7%. Ainsi, le club de Paris vient en deuxième position parmi les bénéficiaires des remboursements en principal après avoir occupé la première place une année auparavant.

La part dans le total des remboursements en principal effectués au profit des **banques commerciales internationales** s'est élevée à 23,4% contre 21,8% en 2005. Celles-ci ont occupé en 2006, à l'instar de l'année 2005, le troisième rang des bénéficiaires et ce, en dépit de la baisse des remboursements en principal effectués en leur faveur de 6,9% ou -248,1MDH : 3.348,9MDH contre 3.597MDH.

Enfin, les remboursements en principal opérés au profit des **pays et Fonds arabes** ont augmenté de 31,2% ou +539,8MDH, s'élevant à 2.272,5MDH contre 1.732,7MDH et leur part dans le total s'est appréciée de 5,4 points : 15,9% contre 10,5%.

REPARTITION DES REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL PAR GROUPE DE CREANCIERS

GROUPES DE CREANCIERS	2004		2005		2006	
	PRINCIPAL MDH	PART %	PRINCIPAL MDH	PART %	PRINCIPAL MDH	PART %
Institutions financières internationales*	5 986,5	32,6	4 721,5	28,6	4 808,3	33,6
Club de Paris	6 012,0	32,8	6 385,7	38,7	3 863,3	27,0
Banques Commerciales	3 921,9	21,4	3 597,0	21,8	3 348,9	23,4
Pays et Fonds arabes	2 370,7	12,9	1 732,7	10,5	2 272,5	15,9
Autres pays	56,4	0,3	55,0	0,4	9,8	0,1
TOTAL	18 347,5	100,0	16 491,9	100,0	14 302,8	100,0

* Non compris le FADES et le FMA

C/- BALANCE TIRAGES - REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL

La balance tirages-remboursements en principal a dégagé au titre de l'année 2006 et pour la première fois depuis 1993, un solde positif de +1.765,8MDH contre -1.715,1MDH en 2005.

Ce résultat est imputable d'une part, à la hausse de 8,7% ou +1.291,8MDH du montant des tirages (16.068,6MDH contre 14.776,8MDH en 2005) et d'autre part, à la baisse des remboursements en principal de 13,3% ou -2.189,1MDH (14.302,8MDH contre 16.491,9MDH en 2005).

Les tirages au titre de la dette extérieure publique ont représenté en 2006, 112,3% des remboursements en principal contre seulement 89,6% en 2005.

BALANCE TIRAGES-REMBOURSEMENTS EN PRINCIPAL

Millions de dirhams

Années	2002	2003	2004	2005	2006
Tirages	7 360,0	13 421,2	8 212,0	14 776,8	16 068,6
Remboursements en principal	21 330,1	24 220,1	18 347,5	16 491,9	14 302,8
<u>Flux net</u>	<u>-13 970,1</u>	<u>-10 798,9</u>	<u>-10 135,5</u>	<u>-1 715,1</u>	<u>+1 765,8</u>

EVOLUTION DE LA CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

La charge globale de la dette extérieure publique a connu en 2006 et pour la troisième année consécutive, un allègement dû à la baisse des remboursements en principal et ce, en dépit de l'augmentation des règlements opérés au titre des intérêts.

1°/- Evolution de la charge globale de la dette extérieure publique

La charge globale de la dette extérieure publique s'est établie au titre de l'année 2006 à 18.596,1MDH contre 20.453,3MDH une année auparavant, en retrait de 9,1% ou -1.857,2MDH. Cet allègement s'explique par la baisse des remboursements en principal de 13,3% ou -2.189,1MDH (14.302,8MDH contre 16.491,9MDH en 2005). Les règlements au titre des intérêts ont connu par contre, une hausse de +8,4% ou +331,9MDH (4.293,3MDH contre 3.961,4MDH).

La charge globale de la dette extérieure publique est supportée par le Trésor à hauteur de 66,5% du total contre 64,1% en 2005, en augmentation de 2,4 points et ce, malgré la baisse des remboursements effectués par le Trésor de 5,7% ou -741,5MDH (12.367,7MDH contre 13.109,2MDH). Les remboursements effectués par les établissements publics dont la part s'est élevée à 33,5% contre 35,9% en 2005, se sont inscrits en baisse de 15,2% ou -1.115,7MDH : 6.228,4MDH contre 7.344,1MDH.

Le ratio de la charge globale de la dette extérieure publique par rapport aux exportations de biens et services poursuit sa tendance baissière (9,7% contre 12,3% en 2005 et 15,4% en 2004). Cet allègement est dû aux effets combinés de la baisse de la charge de la dette extérieure (-9,1% ou -1.857,2MDH) et de la progression des exportations de biens et services (+14,5% ou +24.121,3MDH).

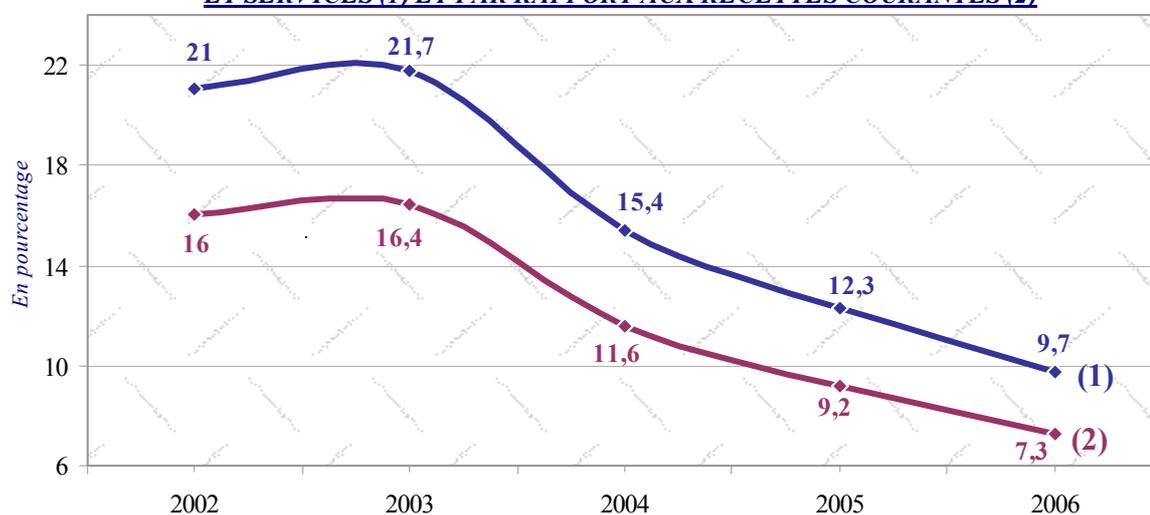
Quant au ratio de la charge globale de la dette extérieure publique par rapport aux recettes courantes, il s'est inscrit également en baisse, s'établissant à 7,3% contre 9,2% en 2005 et à 11,6% en 2004. Cette évolution, telle qu'elle ressort du tableau ci-dessous, provient de l'allègement de la charge de la dette extérieure publique et de la progression des recettes courantes.

**EVOLUTION DE LA CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE PAR RAPPORT
AUX EXPORTATIONS DE BIENS ET SERVICES ET AUX RECETTES COURANTES**

Millions de dirhams

	2002	2003	2004	2005	2006
Charge globale de la dette extérieure publique (1)	28 291,2	29 636,7	22 742,7	20 453,3	18 596,1
Exportations de biens et services (2)	134 437,3	136 299,9	147 380,2	166 742,4	190 863,7
Charge globale par rapport aux exportations de biens et services en % (1) / (2)	21,0	21,7	15,4	12,3	9,7
Recettes courantes (3)	176 561,6	180 432,7	196 373,1	222 064,3	254 504,3
Charge globale par rapport aux recettes courantes en % (1) / (3)	16,0	16,4	11,6	9,2	7,3

**EVOLUTION DU RATIO DE LA CHARGE GLOBALE DE LA DETTE
EXTERIEURE PUBLIQUE PAR RAPPORT AUX EXPORTATIONS DE BIENS
ET SERVICES (1) ET PAR RAPPORT AUX RECETTES COURANTES (2)**



2°/- Répartition de la charge globale de la dette extérieure publique par groupe de bailleurs de fonds

La ventilation de la charge globale de la dette extérieure publique, par groupe de bailleurs de fonds, fait ressortir l'importance des remboursements effectués au profit des **institutions financières internationales** avec 36,1%, suivies du **Club de Paris** (26%), **des banques commerciales internationales** (23,1%) et des **pays et Fonds arabes** (14,8%).

Les remboursements au profit des **institutions financières internationales** ont été de 6.709,3MDH en 2006 contre 6.385,3MDH en 2005, soit +5,1% ou +324MDH. Cet accroissement a porté leur part à 36,1% contre 31,2% en 2005 et permis de hisser ces institutions au premier rang des bénéficiaires des remboursements après avoir occupé la seconde place en 2005.

Quant au **Club de Paris**, sa part a régressé passant de 36,4% à 26%, en diminution de 10,4 points. Les règlements en faveur des pays membres du **Club de Paris** ont porté en 2006 sur une valeur de 4.834,8MDH contre 7.449,5MDH en 2005, soit une baisse de 35,1% ou -2.614,7MDH, se situant ainsi au deuxième rang des bénéficiaires des remboursements au titre de la dette extérieure publique.

De son côté, la part des **banques commerciales internationales** a légèrement augmenté, passant de 21,2% en 2005 à 23,1% en 2006 et ce, en dépit du léger recul enregistré au niveau des remboursements effectués en leur faveur : 4.295,3MDH contre 4.340,4MDH en 2005, soit -1% ou -45,1MDH.

Enfin, les remboursements au profit des **pays et Fonds arabes** ont enregistré une progression de 24,4% ou +538,3MDH, s'établissant à 2.743MDH contre 2.204,7MDH en 2005. Leur part dans le total des remboursements s'est appréciée de 4 points : 14,8% contre 10,8%.

REPARTITION DE LA CHARGE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE PAR GROUPE DE BAILLEURS DE FONDS

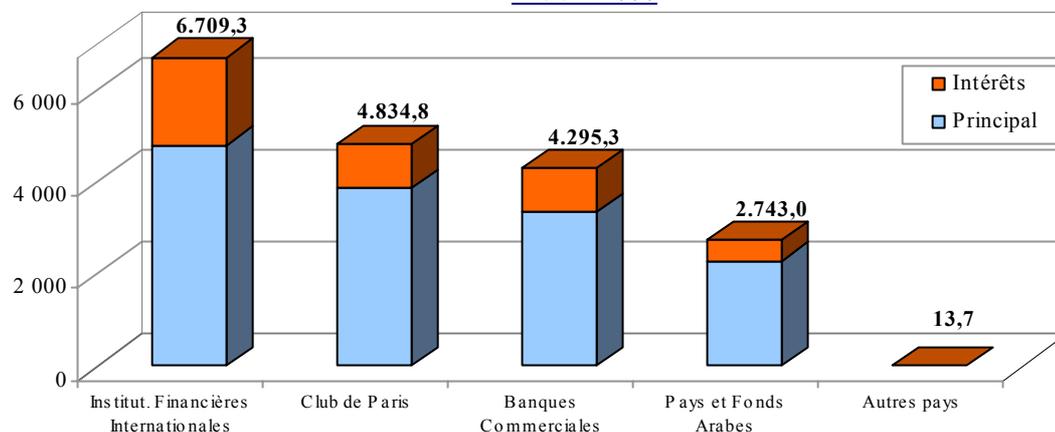
Millions de dirhams

Groupes de bailleurs de fonds	2004			2005			2006		
	Principal	Intérêts	Total	Principal	Intérêts	Total	Principal	Intérêts	Total
Institutions Financières Internationales*	5 986,5	1 760,3	7 746,8	4 721,5	1 663,8	6 385,3	4 808,3	1 901,0	6 709,3
Club de Paris	6 012,0	1 434,0	7 446,0	6 385,7	1 063,8	7 449,5	3 863,3	971,5	4 834,8
Banques Commerciales	3 921,9	745,4	4 667,3	3 597,0	743,4	4 340,4	3 348,9	946,4	4 295,3
Pays et Fonds Arabes	2 370,7	435,6	2 806,3	1 732,7	472,0	2 204,7	2 272,5	470,5	2 743,0
Autres pays	56,4	19,9	76,3	55,0	18,4	73,4	9,8	3,9	13,7
TOTAL	18 347,5	4 395,2	22 742,7	16 491,9	3 961,4	20 453,3	14 302,8	4 293,3	18 596,1

* Non compris le FADES et le FMA

VENTILATION DE LA CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE EN PRINCIPAL ET INTERETS PAR GROUPE DE CREANCIERS

ANNEE 2006



3°/- Flux net par groupe de bailleurs de fonds

Au titre de l'année 2006, le solde négatif des opérations de la dette extérieure publique a enregistré un allègement de 55,5% ou de 3.149MDH, s'établissant à -2.527,5MDH contre -5.676,5MDH en 2005. Cet allègement est imputable à la baisse de la charge globale de la dette extérieure publique de 9,1% ou -1.857,2MDH et à la hausse des tirages de 8,7% ou +1.291,8MDH.

Ainsi, les concours extérieurs mobilisés au titre de la dette extérieure publique ont été affectés à concurrence de 86,4% au financement de la charge globale en 2006 contre 72,2% en 2005.

La répartition du flux net par groupe de bailleurs de fonds laisse apparaître un flux net négatif avec l'ensemble des créanciers, à l'exception des institutions financières internationales dont le flux net positif s'est élevé à +1.293,3MDH contre +2.083,7MDH en 2005, en baisse de -790,4MDH.

Concernant les opérations avec les **banques commerciales internationales**, elles ont dégagé un solde négatif de -2.525,3MDH contre -3.721,4MDH en 2005, en allègement de 32,1% ou 1.196,1MDH.

Quant aux opérations avec le **Club de Paris**, elles ont enregistré un solde négatif de -995,9MDH contre -4.230,2MDH, en retrait de 76,5% ou de 3.234,3MDH.

Enfin, le flux net négatif dégagé à l'égard des **pays et Fonds arabes** a été en 2006 de -310,9MDH contre un flux net positif de +264,8MDH une année auparavant.

BALANCE TIRAGES - CHARGE GLOBALE DE LA DETTE EXTERIEURE PUBLIQUE

Millions de dirhams

Groupes de bailleurs de fonds	2004			2005			2006		
	Tirages	Charge globale	Flux net	Tirages	Charge globale	Flux net	Tirages	Charge globale	Flux net
Institutions financières internationales*	4 420,9	7 746,8	-3 325,9	8 469,0	6 385,3	+2 083,7	8 002,6	6 709,3	+1 293,3
Club de Paris	1 347,6	7 446,0	-6 098,4	3 219,3	7 449,5	-4 230,2	3 838,9	4 834,8	-995,9
Banques commerciales	598,0	4 667,3	-4 069,3	619,0	4 340,4	-3 721,4	1 770,0	4 295,3	-2 525,3
Pays et fonds arabes	1 845,5	2 806,3	-960,8	2 469,5	2 204,7	+264,8	2 432,1	2 743,0	-310,9
Autres pays	-	76,3	-76,3	-	73,4	-73,4	25,0	13,7	+11,3
TOTAL	8 212,0	22 742,7	-14 530,7	14 776,8	20 453,3	-5 676,5	16 068,6	18 596,1	-2 527,5

* Non compris le FADES et le FMA



ANNEXES



BALANCES DES PAIEMENTS
2001 à 2005

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2001****PRESENTATION NATIONALE**

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>171 489,8</u>	<u>153 280,4</u>	<u>+18 209,4</u>
BIENS	<u>80 723,8</u>	<u>114 880,6</u>	<u>-34 156,8</u>
Marchandises générales	52 759,9	96 430,6	-43 670,7
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	27 553,6	18 346,5	+9 207,1
Achats de biens dans les ports	410,3	103,5	+306,8
SERVICES	<u>45 539,9</u>	<u>23 945,6</u>	<u>+21 594,3</u>
Transports	7 455,8	8 844,8	-1 389,0
Voyages	29 195,8	4 399,9	+24 795,9
Services de communication	1 908,7	193,9	+1 714,8
Services d'assurance	331,7	428,7	-97,0
Redevances et droits de licence	170,8	399,8	-229,0
Autres services aux entreprises	3 738,2	5 002,4	-1 264,2
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	2 738,9	4 676,1	-1 937,2
REVENUS	<u>3 684,7</u>	<u>13 096,5</u>	<u>-9 411,8</u>
Revenus des investissements privés	154,9	4 548,3	-4 393,4
Revenus des investissements et des emprunts publics	3 529,8	8 548,2	-5 018,4
TRANSFERTS COURANTS	<u>41 541,4</u>	<u>1 357,7</u>	<u>+40 183,7</u>
Publics	734,7	509,7	+225,0
Privés	40 806,7	848,0	+39 958,7
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIÈRES	<u>46 158,1</u>	<u>23 533,0</u>	<u>+22 625,1</u>
CAPITAL	-	<u>101,1</u>	<u>-101,1</u>
Transfert de capital	-	101,1	-101,1
OPÉRATIONS FINANCIÈRES	<u>46 158,1</u>	<u>23 431,9</u>	<u>+22 726,2</u>
SECTEUR PRIVE	<u>38 012,6</u>	<u>4 008,3</u>	<u>+34 004,3</u>
Crédits commerciaux	3 597,3	-	+3 597,3
Prêts et investissements	33 304,3	4 008,3	+29 296,0
Autres capitaux privés	1 111,0	-	+1 111,0
SECTEUR PUBLIC	<u>7 085,2</u>	<u>19 297,6</u>	<u>-12 212,4</u>
Prêts	7 085,2	19 297,6	-12 212,4
AUTRES	<u>1 060,3</u>	<u>126,0</u>	<u>+934,3</u>
C- ÉCART STATISTIQUE	<u>2 656,8</u>	-	<u>+2 656,8</u>
TOTAL	<u>220 304,7</u>	<u>176 813,4</u>	<u>+43 491,3</u>

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2001****PRÉSENTATION TYPE DE LA CINQUIÈME ÉDITION DU MANUEL**

(Millions de dirhams)

	CRÉDIT	DÉBIT	SOLDE
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>171 489,8</u>	<u>153 280,4</u>	<u>+18 209,4</u>
<u>BIENS</u>	<u>80 723,8</u>	<u>114 880,6</u>	<u>-34 156,8</u>
Marchandises générales	52 759,9	96 430,6	-43 670,7
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	27 553,6	18 346,5	+9 207,1
Achats de biens dans les ports	410,3	103,5	+306,8
<u>SERVICES</u>	<u>45 539,9</u>	<u>23 945,6</u>	<u>+21 594,3</u>
Transports	7 455,8	8 844,8	-1 389,0
<i>Transports maritimes</i>	2 490,0	5 337,6	-2 847,6
<i>Transports aériens</i>	4 585,4	2 759,3	+1 826,1
<i>Autres transports</i>	380,4	747,9	-367,5
Voyages	29 195,8	4 399,9	+24 795,9
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	848,2	-848,2
<i>Voyages à titre personnel</i>	29 195,8	3 551,7	+25 644,1
Services de communication	1 908,7	193,9	+1 714,8
Services d'assurance	331,7	428,7	-97,0
Redevances et droits de licence	170,8	399,8	-229,0
Autres services aux entreprises	3 738,2	5 002,4	-1 264,2
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	2 738,9	4 676,1	-1 937,2
<u>REVENUS</u>	<u>3 684,7</u>	<u>13 096,5</u>	<u>-9 411,8</u>
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>Administrations</i>	236,5	6 167,6	-5 931,1
<i>Autorités monétaires</i>	3 290,2	0,0	+3 290,2
<i>Banques</i>	3,1	624,4	-621,3
<i>Autres secteurs</i>	154,9	6 304,5	-6 149,6
<u>TRANSFERTS COURANTS</u>	<u>41 541,4</u>	<u>1 357,7</u>	<u>+40 183,7</u>
Publics	734,7	509,7	+225,0
Privés	40 806,7	848,0	+39 958,7
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS			
<u>FINANCIÈRES</u>	<u>46 158,1</u>	<u>67 024,3</u>	<u>-20 866,2</u>
<u>CAPITAL</u>	<u>0,0</u>	<u>101,1</u>	<u>-101,1</u>
Transfert de capital	0,0	101,1	-101,1
<u>OPÉRATIONS FINANCIÈRES</u>	<u>46 158,1</u>	<u>66 923,2</u>	<u>-20 765,1</u>
<u>Investissements directs</u>	<u>32 522,6</u>	<u>1 693,7</u>	<u>+30 828,9</u>
- <i>A l'étranger</i>	36,5	1 133,5	-1 097,0
- <i>Dans l'économie nationale</i>	32 486,1	560,2	+31 925,9
<u>Investissements de portefeuille</u>	<u>254,3</u>	<u>333,4</u>	<u>-79,1</u>
- <i>Engagements</i>	254,3	333,4	-79,1
<u>Autres investissements</u>	<u>13 381,2</u>	<u>21 404,8</u>	<u>-8 023,6</u>
- Crédits commerciaux	3 597,3	0,0	+3 597,3
<i>Autres secteurs</i>	3 597,3	0,0	+3 597,3
- Prêts	8 723,6	21 278,8	-12 555,2
<i>Administrations</i>	3 347,5	13 736,0	-10 388,5
<i>Banques</i>	199,0	1 247,5	-1 048,5
<i>Autres secteurs</i>	5 177,1	6 295,3	-1 118,2
- Monnaie fiduciaire et dépôts	1 060,3	126,0	+934,3
<i>Banques</i>	1 060,3	126,0	+934,3
<u>Avoirs de réserve</u>		<u>43 491,3</u>	<u>-43 491,3</u>
C- ÉCART STATISTIQUE	<u>2 656,8</u>	-	<u>+2 656,8</u>
TOTAL	<u>220 304,7</u>	<u>220 304,7</u>	

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2002****PRESENTATION NATIONALE**

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>176 561,6</u>	<u>160 285,3</u>	<u>+16 276,3</u>
<u>BIENS</u>	<u>86 389,2</u>	<u>120 127,9</u>	<u>-33 738,7</u>
Marchandises générales	55 788,9	101 568,8	-45 779,9
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	30 203,7	18 471,8	+11 731,9
Achats de biens dans les ports	396,6	87,3	+309,3
<u>SERVICES</u>	<u>48 048,1</u>	<u>26 596,4</u>	<u>+21 451,7</u>
Transports	8 601,3	9 445,9	-844,6
Voyages	29 159,2	4 896,6	+24 262,6
Services de communication	2 550,8	215,0	+2 335,8
Services d'assurance	313,1	501,7	-188,6
Redevances et droits de licence	122,5	446,8	-324,3
Autres services aux entreprises	4 419,2	5 462,5	-1 043,3
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	2 882,0	5 627,9	-2 745,9
<u>REVENUS</u>	<u>4 152,0</u>	<u>12 288,9</u>	<u>-8 136,9</u>
Revenus des investissements privés	102,0	5 327,8	-5 225,8
Revenus des investissements et des emprunts publics	4 050,0	6 961,1	-2 911,1
<u>TRANSFERTS COURANTS</u>	<u>37 972,3</u>	<u>1 272,1</u>	<u>+36 700,2</u>
Publics	1 665,9	484,8	+1 181,1
Privés	36 306,4	787,3	+35 519,1
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
<u>FINANCIÈRES</u>	<u>19 067,7</u>	<u>26 233,9</u>	<u>-7 166,2</u>
<u>CAPITAL</u>	<u>-</u>	<u>66,8</u>	<u>-66,8</u>
Transfert de capital	-	66,8	-66,8
<u>OPÉRATIONS FINANCIÈRES</u>	<u>19 067,7</u>	<u>26 167,1</u>	<u>-7 099,4</u>
<u>SECTEUR PRIVE</u>	<u>11 707,7</u>	<u>4 837,0</u>	<u>+6 870,7</u>
Crédits commerciaux	4 245,6	-	+4 245,6
Prêts et investissements	7 220,6	4 425,6	+2 795,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	241,5	411,4	-169,9
<u>SECTEUR PUBLIC</u>	<u>7 360,0</u>	<u>21 330,1</u>	<u>-13 970,1</u>
Prêts	7 360,0	21 330,1	-13 970,1
C- ÉCART STATISTIQUE	<u>-</u>	<u>2 081,7</u>	<u>-2 081,7</u>
<u>TOTAL</u>	<u>195 629,3</u>	<u>188 600,9</u>	<u>+7 028,4</u>

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2002****PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL**

(Millions de dirhams)

	CREDITS	DEBITS	SOLDE
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>176 561,6</u>	<u>160 285,3</u>	<u>+16 276,3</u>
BIENS	<u>86 389,2</u>	<u>120 127,9</u>	<u>-33 738,7</u>
Marchandises générales	55 788,9	101 568,8	-45 779,9
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	30 203,7	18 471,8	+11 731,9
Achats de biens dans les ports	396,6	87,3	+309,3
SERVICES	<u>48 048,1</u>	<u>26 596,4</u>	<u>+21 451,7</u>
Transports	8 601,3	9 445,9	-844,6
<i>Transports maritimes</i>	2 488,1	5 928,0	-3 439,9
<i>Transports aériens</i>	5 692,1	3 007,4	+2 684,7
<i>Autres transports</i>	421,1	510,5	-89,4
Voyages	29 159,2	4 896,6	+24 262,6
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	889,7	-889,7
<i>Voyages à titre personnel</i>	29 159,2	4 006,9	+25 152,3
Services de communication	2 550,8	215,0	+2 335,8
Services d'assurance	313,1	501,7	-188,6
Redevances et droits de licence	122,5	446,8	-324,3
Autres services aux entreprises	4 419,2	5 462,5	-1 043,3
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	2 882,0	5 627,9	-2 745,9
REVENUS	<u>4 152,0</u>	<u>12 288,9</u>	<u>-8 136,9</u>
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>.Administrations</i>	214,2	4 569,6	-4 355,4
<i>.Autorités monétaires</i>	3 821,3	0,0	+3 821,3
<i>.Banques</i>	14,5	565,3	-550,8
<i>.Autres secteurs</i>	102,0	7 154,0	-7 052,0
TRANSFERTS COURANTS	<u>37 972,3</u>	<u>1 272,1</u>	<u>+36 700,2</u>
Publics	1 665,9	484,8	+1 181,1
Privés	36 306,4	787,3	+35 519,1
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIERES	<u>19 067,7</u>	<u>33 262,3</u>	<u>-14 194,6</u>
CAPITAL	<u>0,0</u>	<u>66,8</u>	<u>-66,8</u>
Transfert de capital	0,0	66,8	-66,8
OPERATIONS FINANCIERES	<u>19 067,7</u>	<u>33 195,5</u>	<u>-14 127,8</u>
Investissements directs	<u>6 154,5</u>	<u>1 169,2</u>	<u>+4 985,3</u>
- <i>A l'étranger</i>	278,7	590,9	-312,2
- <i>Dans l'économie nationale</i>	5 875,8	578,3	+5 297,5
Investissements de portefeuille	<u>206,6</u>	<u>290,6</u>	<u>-84,0</u>
- <i>Engagements</i>	206,6	290,6	-84,0
Autres investissements	<u>12 706,6</u>	<u>24 707,3</u>	<u>-12 000,7</u>
- Crédits commerciaux	<u>4 245,6</u>	<u>0,0</u>	<u>+4 245,6</u>
<i>.Autres secteurs</i>	4 245,6	0,0	+4 245,6
- Prêts	<u>8 219,5</u>	<u>24 295,9</u>	<u>-16 076,4</u>
<i>.Administrations</i>	3 202,5	16 143,9	-12 941,4
<i>.Banques</i>	100,3	1 512,6	-1 412,3
<i>.Autres secteurs</i>	4 916,7	6 639,4	-1 722,7
- Monnaie fiduciaire et dépôts	<u>241,5</u>	<u>411,4</u>	<u>-169,9</u>
<i>.Banques</i>	241,5	411,4	-169,9
Avoirs de réserve		<u>7 028,4</u>	<u>-7 028,4</u>
C- ECART STATISTIQUE	-	<u>2 081,7</u>	<u>-2 081,7</u>
TOTAL	<u>195 629,3</u>	<u>195 629,3</u>	

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2003****PRESENTATION NATIONALE**

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>180 432,7</u>	<u>165 195,1</u>	<u>+15 237,6</u>
BIENS	<u>83 887,4</u>	<u>125 380,4</u>	<u>-41 493,0</u>
Marchandises générales	52 404,1	107 019,7	-54 615,6
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	31 017,5	18 293,4	+12 724,1
Achats de biens dans les ports	465,8	67,3	+398,5
SERVICES	<u>52 412,5</u>	<u>27 360,0</u>	<u>+25 052,5</u>
Transports	8 697,0	10 782,0	-2 085,0
Voyages	30 881,4	5 244,0	+25 637,4
Services de communication	2 382,2	206,4	+2 175,8
Services d'assurance	732,6	547,7	+184,9
Redevances et droits de licence	243,4	277,6	-34,2
Autres services aux entreprises	6 121,4	5 413,1	+708,3
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 354,5	4 889,2	-1 534,7
REVENUS	<u>3 550,1</u>	<u>11 109,4</u>	<u>-7 559,3</u>
Revenus des investissements privés	124,4	5 692,8	-5 568,4
Revenus des investissements et des emprunts publics	3 425,7	5 416,6	-1 990,9
TRANSFERTS COURANTS	<u>40 582,7</u>	<u>1 345,3</u>	<u>+39 237,4</u>
Publics	1 341,1	562,8	+778,3
Privés	39 241,6	782,5	+38 459,1
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIÈRES	<u>41 904,8</u>	<u>38 425,3</u>	<u>+3 479,5</u>
CAPITAL	-	<u>96,6</u>	<u>-96,6</u>
Transferts des migrants	-	96,6	-96,6
OPÉRATIONS FINANCIÈRES	<u>41 904,8</u>	<u>38 328,7</u>	<u>+3 576,1</u>
SECTEUR PRIVE	<u>28 483,6</u>	<u>14 108,6</u>	<u>+14 375,0</u>
Crédits commerciaux	3 664,3	3 161,3	+503,0
Prêts et investissements	23 973,5	9 447,3	+14 526,2
Monnaie fiduciaire et dépôts	845,8	1 500,0	-654,2
SECTEUR PUBLIC	<u>13 421,2</u>	<u>24 220,1</u>	<u>-10 798,9</u>
Prêts	13 421,2	24 220,1	-10 798,9
C- ÉCART STATISTIQUE	-	<u>2 985,1</u>	<u>-2 985,1</u>
TOTAL	<u>222 337,5</u>	<u>206 605,5</u>	<u>+15 732,0</u>

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2003****PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL**

(Millions de dirhams)

	CREDITS	DEBITS	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>180 432,7</u>	<u>165 195,1</u>	<u>+15 237,6</u>
<u>BIENS</u>	<u>83 887,4</u>	<u>125 380,4</u>	<u>-41 493,0</u>
Marchandises générales	52 404,1	107 019,7	-54 615,6
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	31 017,5	18 293,4	+12 724,1
Achats de biens dans les ports	465,8	67,3	+398,5
<u>SERVICES</u>	<u>52 412,5</u>	<u>27 360,0</u>	<u>+25 052,5</u>
Transports	8 697,0	10 782,0	-2 085,0
<i>Transports maritimes</i>	2 475,2	6 463,4	-3 988,2
<i>Transports aériens</i>	5 847,3	3 714,0	+2 133,3
<i>Autres transports</i>	374,5	604,6	-230,1
Voyages	30 881,4	5 244,0	+25 637,4
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	838,8	-838,8
<i>Voyages à titre personnel</i>	30 881,4	4 405,2	+26 476,2
Services de communication	2 382,2	206,4	+2 175,8
Services d'assurance	732,6	547,7	+184,9
Redevances et droits de licence	243,4	277,6	-34,2
Autres services aux entreprises	6 121,4	5 413,1	+708,3
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 354,5	4 889,2	-1 534,7
<u>REVENUS</u>	<u>3 550,1</u>	<u>11 109,4</u>	<u>-7 559,3</u>
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>Administrations</i>	229,5	3 307,2	-3 077,7
<i>Autorités monétaires</i>	3 192,0	0,0	+3 192,0
<i>Banques</i>	4,2	418,0	-413,8
<i>Autres secteurs</i>	124,4	7 384,2	-7 259,8
<u>TRANSFERTS COURANTS</u>	<u>40 582,7</u>	<u>1 345,3</u>	<u>+39 237,4</u>
Publics	1 341,1	562,8	+778,3
Privés	39 241,6	782,5	+38 459,1
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
<u>FINANCIERES</u>	<u>41 904,8</u>	<u>54 157,3</u>	<u>-12 252,5</u>
<u>CAPITAL</u>	<u>0,0</u>	<u>96,6</u>	<u>-96,6</u>
Transferts des migrants	0,0	96,6	-96,6
<u>OPERATIONS FINANCIERES</u>	<u>41 904,8</u>	<u>54 060,7</u>	<u>-12 155,9</u>
<u>Investissements directs</u>	<u>23 330,1</u>	<u>1 287,6</u>	<u>+22 042,5</u>
- <i>A l'étranger</i>	73,2	190,3	-117,1
- <i>Dans l'économie nationale</i>	23 256,9	1 097,3	+22 159,6
<u>Investissements de portefeuille</u>	<u>100,6</u>	<u>27,7</u>	<u>+72,9</u>
- <i>Engagements</i>	100,6	27,7	+72,9
<u>Autres investissements</u>	<u>18 474,1</u>	<u>37 013,4</u>	<u>-18 539,3</u>
- Crédits commerciaux	3 664,3	3 161,3	+503,0
<i>Autres secteurs</i>	3 664,3	3 161,3	+503,0
- Prêts	13 964,0	32 352,1	-18 388,1
<i>Administrations</i>	8 008,3	17 678,1	-9 669,8
<i>Banques</i>	25,9	5 005,0	-4 979,1
<i>Autres secteurs</i>	5 929,8	9 669,0	-3 739,2
- Monnaie fiduciaire et dépôts	845,8	1 500,0	-654,2
<i>Banques</i>	845,8	1 500,0	-654,2
<u>Avoirs de réserve</u>	<u>0,0</u>	<u>15 732,0</u>	<u>-15 732,0</u>
C- ECART STATISTIQUE	-	2 985,1	-2 985,1
TOTAL	<u>222 337,5</u>	<u>222 337,5</u>	

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2004****PRESENTATION NATIONALE**

(Millions de dirhams)

	RECETTES	DÉPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>196 373,1</u>	<u>187 821,8</u>	<u>+8 551,3</u>
<u>BIENS</u>	<u>87 900,5</u>	<u>145 406,1</u>	<u>-57 505,6</u>
Marchandises générales	56 884,5	126 452,9	-69 568,4
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	30 469,0	18 906,9	+11 562,1
Achats de biens dans les ports	547,0	46,3	+500,7
<u>SERVICES</u>	<u>59 479,7</u>	<u>30 559,5</u>	<u>+28 920,2</u>
Transports	9 089,6	12 181,4	-3 091,8
Voyages	34 793,8	5 078,3	+29 715,5
Services de communication	3 021,5	427,5	+2 594,0
Services d'assurance	836,4	723,4	+113,0
Redevances et droits de licence	143,9	325,1	-181,2
Autres services aux entreprises	8 006,4	6 097,3	+1 909,1
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 588,1	5 726,5	-2 138,4
<u>REVENUS</u>	<u>4 488,5</u>	<u>10 486,6</u>	<u>-5 998,1</u>
Revenus des investissements privés	535,2	6 091,4	-5 556,2
Revenus des investissements et des emprunts publics	3 953,3	4 395,2	-441,9
<u>TRANSFERTS COURANTS</u>	<u>44 504,4</u>	<u>1 369,6</u>	<u>+43 134,8</u>
Publics	1 692,6	475,4	+1 217,2
Privés	42 811,8	894,2	+41 917,6
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
<u>FINANCIÈRES</u>	<u>37 278,6</u>	<u>26 546,9</u>	<u>+10 731,7</u>
<u>CAPITAL</u>	-	<u>70,7</u>	<u>-70,7</u>
Transferts des migrants	-	70,7	-70,7
<u>OPÉRATIONS FINANCIÈRES</u>	<u>37 278,6</u>	<u>26 476,2</u>	<u>+10 802,4</u>
<u>SECTEUR PRIVE</u>	<u>29 066,6</u>	<u>8 128,7</u>	<u>+20 937,9</u>
Crédits commerciaux	11 184,3	3 906,2	+7 278,1
Prêts et investissements	15 695,6	4 222,5	+11 473,1
Monnaie fiduciaire et dépôts	2 186,7	-	+2 186,7
<u>SECTEUR PUBLIC</u>	<u>8 212,0</u>	<u>18 347,5</u>	<u>-10 135,5</u>
Prêts	8 212,0	18 347,5	-10 135,5
C- ÉCART STATISTIQUE	-	<u>2 493,0</u>	<u>-2 493,0</u>
<u>TOTAL</u>	<u>233 651,7</u>	<u>216 861,7</u>	<u>+16 790,0</u>

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2004****PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL**

(Millions de dirhams)

	CREDITS	DEBITS	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>196 373,1</u>	<u>187 821,8</u>	<u>+8 551,3</u>
<u>BIENS</u>	<u>87 900,5</u>	<u>145 406,1</u>	<u>-57 505,6</u>
Marchandises générales	56 884,5	126 452,9	-69 568,4
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	30 469,0	18 906,9	+11 562,1
Achats de biens dans les ports	547,0	46,3	+500,7
<u>SERVICES</u>	<u>59 479,7</u>	<u>30 559,5</u>	<u>+28 920,2</u>
Transports	9 089,6	12 181,4	-3 091,8
<i>Transports maritimes</i>	3 132,0	7 933,5	-4 801,5
<i>Transports aériens</i>	5 459,8	3 735,0	+1 724,8
<i>Autres transports</i>	497,8	512,9	-15,1
Voyages	34 793,8	5 078,3	+29 715,5
<i>Voyages à titre professionnel</i>	0,0	850,5	-850,5
<i>Voyages à titre personnel</i>	34 793,8	4 227,8	+30 566,0
Services de communication	3 021,5	427,5	+2 594,0
Services d'assurance	836,4	723,4	+113,0
Redevances et droits de licence	143,9	325,1	-181,2
Autres services aux entreprises	8 006,4	6 097,3	+1 909,1
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	3 588,1	5 726,5	-2 138,4
<u>REVENUS</u>	<u>4 488,5</u>	<u>10 486,6</u>	<u>-5 998,1</u>
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>.Administrations</i>	211,2	2 662,5	-2 451,3
<i>.Autorités monétaires</i>	3 742,1	0,0	+3 742,1
<i>.Banques</i>	93,8	245,2	-151,4
<i>.Autres secteurs</i>	441,4	7 578,9	-7 137,5
<u>TRANSFERTS COURANTS</u>	<u>44 504,4</u>	<u>1 369,6</u>	<u>+43 134,8</u>
Publics	1 692,6	475,4	+1 217,2
Privés	42 811,8	894,2	+41 917,6
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
<u>FINANCIERES</u>	<u>37 278,6</u>	<u>43 336,9</u>	<u>-6 058,3</u>
<u>CAPITAL</u>	<u>0,0</u>	<u>70,7</u>	<u>-70,7</u>
Transferts des migrants	0,0	70,7	-70,7
<u>OPERATIONS FINANCIERES</u>	<u>37 278,6</u>	<u>43 266,2</u>	<u>-5 987,6</u>
<u>Investissements directs</u>	<u>9 494,3</u>	<u>1 835,3</u>	<u>+7 659,0</u>
- <i>A l'étranger</i>	9,6	283,6	-274,0
- <i>Dans l'économie nationale</i>	9 484,7	1 551,7	+7 933,0
<u>Investissements de portefeuille</u>	<u>5 489,9</u>	<u>367,9</u>	<u>+5 122,0</u>
- <i>Engagements</i>	5 489,9	367,9	+5 122,0
<u>Autres investissements</u>	<u>22 294,4</u>	<u>24 273,0</u>	<u>-1 978,6</u>
- Crédits commerciaux	11 184,3	3 906,2	+7 278,1
<i>.Autres secteurs</i>	11 184,3	3 906,2	+7 278,1
- Prêts	8 923,4	20 366,8	-11 443,4
<i>.Administrations</i>	3 377,5	11 673,6	-8 296,1
<i>.Banques</i>	0,0	1 898,7	-1 898,7
<i>.Autres secteurs</i>	5 545,9	6 794,5	-1 248,6
- Monnaie fiduciaire et dépôts	2 186,7	0,0	+2 186,7
<i>.Banques</i>	2 186,7	0,0	+2 186,7
<u>Avoirs de réserve</u>	<u>0,0</u>	<u>16 790,0</u>	<u>-16 790,0</u>
C- ECART STATISTIQUE	-	2 493,0	-2 493,0
TOTAL	<u>233 651,7</u>	<u>233 651,7</u>	

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2005****PRESENTATION NATIONALE**

Millions de dirhams

	RECETTES	DEPENSES	SOLDES
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>222 064,3</u>	<u>212 632,8</u>	<u>+9 431,5</u>
<u>BIENS</u>	<u>94 824,9</u>	<u>167 591,2</u>	<u>-72 766,3</u>
Marchandises générales	64 223,9	148 018,5	-83 794,6
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	29 808,0	19 480,2	+10 327,8
Achats de biens dans les ports	793,0	92,5	+700,5
<u>SERVICES</u>	<u>71 917,5</u>	<u>34 153,1</u>	<u>+37 764,4</u>
Transports	11 541,8	14 043,8	-2 502,0
Voyages	40 967,0	5 447,4	+35 519,6
Services de communication	2 910,5	391,0	+2 519,5
Services d'assurance	638,1	709,8	-71,7
Redevances et droits de licence	112,9	402,8	-289,9
Autres services aux entreprises	11 063,6	6 580,4	+4 483,2
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	4 683,6	6 577,9	-1 894,3
<u>REVENUS</u>	<u>6 166,6</u>	<u>9 492,7</u>	<u>-3 326,1</u>
Revenus des investissements privés	517,9	5 531,3	-5 013,4
Revenus des investissements et des emprunts publics	5 648,7	3 961,4	+1 687,3
<u>TRANSFERTS COURANTS</u>	<u>49 155,3</u>	<u>1 395,8</u>	<u>+47 759,5</u>
Publics	2 465,2	330,0	+2 135,2
Privés	46 690,1	1 065,8	+45 624,3
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
<u>FINANCIÈRES</u>	<u>54 759,2</u>	<u>39 682,7</u>	<u>+15 076,5</u>
<u>CAPITAL</u>	<u>2,9</u>	<u>42,7</u>	<u>-39,8</u>
Transferts des migrants	2,9	42,7	-39,8
<u>OPERATIONS FINANCIERES</u>	<u>54 756,3</u>	<u>39 640,0</u>	<u>+15 116,3</u>
<u>SECTEUR PRIVE</u>	<u>39 979,5</u>	<u>23 148,1</u>	<u>+16 831,4</u>
Crédits commerciaux	8 495,3	5 608,6	+2 886,7
Prêts et investissements étrangers au Maroc	28 903,1	14 322,8	+14 580,3
Prêts et investissements marocains à l'étranger	877,6	3 216,7	-2 339,1
Monnaie fiduciaire et dépôts	1 703,5	-	+1 703,5
<u>SECTEUR PUBLIC</u>	<u>14 776,8</u>	<u>16 491,9</u>	<u>-1 715,1</u>
Prêts	14 776,8	16 491,9	-1 715,1
C- ECART STATISTIQUE	-	<u>3 619,9</u>	<u>-3 619,9</u>
<u>TOTAL</u>	<u>276 823,5</u>	<u>255 935,4</u>	<u>+20 888,1</u>

BALANCE DES PAIEMENTS**ANNEE 2005****PRESENTATION TYPE DE LA CINQUIEME EDITION DU MANUEL**

Millions de dirhams

	CREDIT	DEBIT	SOLDE
A- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	<u>222 064,3</u>	<u>212 632,8</u>	<u>+9 431,5</u>
BIENS	<u>94 824,9</u>	<u>167 591,2</u>	<u>-72 766,3</u>
Marchandises générales	64 223,9	148 018,5	-83 794,6
Biens importés sans paiement et réexportés après transformation	29 808,0	19 480,2	+10 327,8
Achats de biens dans les ports	793,0	92,5	+700,5
SERVICES	<u>71 917,5</u>	<u>34 153,1</u>	<u>+37 764,4</u>
Transports	11 541,8	14 043,8	-2 502,0
<i>Transports maritimes</i>	3 773,8	9 305,4	-5 531,6
<i>Transports aériens</i>	7 028,5	4 034,7	+2 993,8
<i>Autres transports</i>	739,5	703,7	+35,8
Voyages	40 967,0	5 447,4	+35 519,6
<i>Voyages à titre professionnel</i>	-	858,9	-858,9
<i>Voyages à titre personnel</i>	40 967,0	4 588,5	+36 378,5
Services de communication	2 910,5	391,0	+2 519,5
Services d'assurance	638,1	709,8	-71,7
Redevances et droits de licence	112,9	402,8	-289,9
Autres services aux entreprises	11 063,6	6 580,4	+4 483,2
Services fournis ou reçus par les administrations publiques N.C.A	4 683,6	6 577,9	-1 894,3
REVENUS	<u>6 166,6</u>	<u>9 492,7</u>	<u>-3 326,1</u>
Revenus des investissements privés et des emprunts publics			
<i>Administrations</i>	209,5	2 287,4	-2 077,9
<i>Autorités monétaires</i>	5 439,2	-	+5 439,2
<i>Banques</i>	-	114,7	-114,7
<i>Autres secteurs</i>	517,9	7 090,6	-6 572,7
TRANSFERTS COURANTS	<u>49 155,3</u>	<u>1 395,8</u>	<u>+47 759,5</u>
Publics	2 465,2	330,0	+2 135,2
Privés	46 690,1	1 065,8	+45 624,3
B- COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS			
FINANCIERES	<u>54 759,2</u>	<u>60 570,8</u>	<u>-5 811,6</u>
CAPITAL	<u>2,9</u>	<u>42,7</u>	<u>-39,8</u>
Transferts des migrants	2,9	42,7	-39,8
OPERATIONS FINANCIERES	<u>54 756,3</u>	<u>60 528,1</u>	<u>-5 771,8</u>
Investissements directs	<u>27 557,0</u>	<u>13 555,9</u>	<u>+14 001,1</u>
- <i>A l'étranger</i>	849,1	1 510,6	-661,5
- <i>Dans l'économie nationale</i>	26 707,9	12 045,3	+14 662,6
Investissements de portefeuille	<u>1 277,5</u>	<u>748,7</u>	<u>+528,8</u>
- <i>Avoirs</i>	0,0	33,4	-33,4
- <i>Engagements</i>	1 277,5	715,3	+562,2
Autres investissements	<u>25 921,8</u>	<u>25 335,4</u>	<u>+586,4</u>
- Crédits commerciaux	<u>8 495,3</u>	<u>5 608,6</u>	<u>+2 886,7</u>
<i>Autres secteurs</i>	8 495,3	5 608,6	+2 886,7
- Prêts	<u>15 723,0</u>	<u>19 726,8</u>	<u>-4 003,8</u>
<i>Administrations</i>	7 484,5	10 821,8	-3 337,3
<i>Banques</i>	28,5	3 255,4	-3 226,9
<i>Autres secteurs</i>	8 210,0	5 649,6	+2 560,4
- Monnaie fiduciaire et dépôts	<u>1 703,5</u>	<u>-</u>	<u>+1 703,5</u>
<i>Banques</i>	1 703,5	-	+1 703,5
Avoirs de réserve	<u>-</u>	<u>20 888,1</u>	<u>-20 888,1</u>
C- ECART STATISTIQUE	<u>-</u>	<u>3 619,9</u>	<u>-3 619,9</u>
TOTAL	<u>276 823,5</u>	<u>276 823,5</u>	



COMMERCE EXTERIEUR

IMPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES

	2 005		2 006	
	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH
<u>ALIMENTATION, BOISSONS ET TABACS</u>	<u>6 750 262</u>	<u>15 616 616</u>	<u>5 408 722</u>	<u>15 417 857</u>
Lait	16 464	313 564	15 388	302 430
Beurre	35 929	665 701	35 824	612 310
Fromage	6 516	192 951	8 878	260 547
Pommes de terre de semence	39 716	119 420	40 031	160 316
Bananes fraîches	4 928	18 773	5 360	19 513
Raisins secs	6 509	33 260	6 760	36 160
Café	29 260	309 246	32 978	424 854
Thé	50 083	750 452	50 607	782 099
Epices	11 949	122 858	13 377	143 145
Blé	2 636 872	4 154 535	1 825 648	3 089 600
Farine de blé	2	19	26	160
Sucre	614 473	1 330 484	658 916	2 297 052
Mais	1 620 314	2 068 113	1 439 770	1 946 222
Eau minérale	1 921	5 222	2 088	6 039
Orge	824 394	1 183 996	201 829	289 256
Vin, liqueur, mousseux	11 489	236 050	6 448	238 650
Tabacs	10 005	735 715	8 206	633 339
Dattes	37 524	207 909	33 028	241 629
Viandes fraîches, congelées, etc.	2 822	39 403	12 646	338 154
Autres produits alimentaires	789 092	3 128 945	1 010 914	3 596 382
<u>ENERGIE ET LUBRIFIANTS</u>	<u>15 781 558</u>	<u>39 510 369</u>	<u>15 589 340</u>	<u>44 911 856</u>
Houilles crues, agglomérées et coke	5 881 755	3 872 082	5 876 558	3 559 607
Huile brute de pétrole	7 055 564	23 946 912	6 261 790	25 171 663
Essence de pétrole	5 037	32 186	17	3 607
Gas-oils et fuel-oils	1 046 507	4 989 992	1 387 218	7 364 548
Huiles de pétrole et lubrifiants	139 021	758 101	146 632	933 989
Gaz de pétrole et autres hydrocarbures	1 616 306	5 784 492	1 859 875	7 696 823
Paraffines	9 120	59 515	7 749	59 865
Autres produits énergétiques	28 248	67 089	49 501	121 754
<u>PRODUITS BRUTS D'ORIGINE ANIMALE ET VEGETALE</u>	<u>2 157 384</u>	<u>8 184 371</u>	<u>2 346 368</u>	<u>8 894 294</u>
Graines et fruits oléagineux	608 591	1 622 888	537 446	1 306 804
Graines, spores et fruits à ensemercer	3 553	410 081	3 711	398 981
Suif sauf brut	6	46	11 005	43 492
Huiles végétales brutes	373 429	1 800 189	438 229	2 144 000
Huiles végétales raffinées	2 766	35 286	5 635	49 896
Peaux brutes	293	33 144	458	52 177
Caoutchouc naturel	3 417	43 633	1 999	42 793
Bois bruts, équarris ou sciés	817 165	2 296 277	1 038 571	2 841 139
Pâte à papier	22 997	116 181	21 006	121 916
Vieux papiers	33 917	73 124	14 015	41 316
Laines et poils	1 740	84 578	1 904	99 118
Coton	34 511	370 627	35 898	423 723
Fibres textiles artificielles	4 287	73 199	4 469	79 011
Jute brut	0	0	0	17
Fibres de sisal	3 356	26 501	3 691	31 595
Autres produits bruts d'origine animale et végétale	247 356	1 198 617	228 331	1 218 316

IMPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES (Suite)

	2 005		2 006	
	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH
<u>PRODUITS BRUTS D'ORIGINE MINERALE</u>	<u>3 645 287</u>	<u>3 832 575</u>	<u>3 931 225</u>	<u>3 796 578</u>
Soufres bruts et non raffinés	3 238 927	2 359 734	3 481 358	2 117 392
Caoutchouc synthétique	6 458	101 316	6 338	106 148
Fibres textiles synthétiques	46 032	713 011	48 061	764 870
Autres produits bruts d'origine minérale	353 870	658 514	395 468	808 168
<u>DEMI PRODUITS</u>	<u>5 314 073</u>	<u>40 879 702</u>	<u>6 004 284</u>	<u>49 392 502</u>
Liants et ciments hydrauliques	97 840	96 406	138 299	132 982
Produits chimiques	898 544	5 223 310	993 916	6 155 230
Engrais naturels et chimiques	502 889	1 079 863	611 851	1 316 010
Matières colorantes	18 868	495 895	21 177	526 217
Désinfectants	22 432	779 456	21 218	830 329
Matières plastiques artificielles	381 199	4 970 492	428 657	6 026 360
Papiers et cartons	289 585	2 457 276	291 110	2 621 581
Bois préparés pour l'industrie	86 153	426 181	88 780	487 794
Fils de fibres synthétiques et artificielles pour tissage	32 210	825 859	37 697	955 654
Fils de coton pour tissage	11 109	332 380	12 627	368 035
Produits céramiques	115 088	387 723	126 792	488 819
Verre brut et ouvrages en verre non finis	92 668	470 687	94 304	543 656
Tubes et tuyaux en fonte, fer et acier	27 060	356 651	38 268	507 013
Accessoires de tuyauterie et de construction métallique	24 276	674 785	43 583	840 914
Fils métalliques sauf électriques	4 904	87 991	2 317	33 091
Quincaillerie sauf de ménage	11 613	225 083	13 924	256 415
Plats, tôles, feuillards en fer ou en acier	135 472	1 193 917	131 437	1 243 241
Fils, barres, palplanches, profilés en fer et acier	299 060	1 597 724	391 534	2 106 519
Cuivre	36 743	1 247 537	38 094	2 096 880
Fils et câbles électriques	12 601	531 612	14 893	628 013
Barres, tôles, feuilles et tubes en aluminium	35 927	911 433	43 797	1 311 878
Plomb brut	150	2 350	122	2 672
Zinc brut	14 635	201 761	12 381	357 874
Soufre raffiné	487 313	281 653	544 298	343 480
Huiles volatiles et essences	2 307	246 422	3 331	404 257
Caoutchouc et ouvrages en caoutchouc	5 531	138 886	5 867	147 095
Cuir et peaux	4 812	768 127	5 407	903 650
Fils de laine	230	24 091	296	43 167
Fer et acier en blooms et ébauches	1 411 038	5 339 748	1 539 726	6 248 899
Transistors	3 341	3 048 665	2 651	3 775 013
Autres demi-produits	248 475	6 455 738	305 930	7 689 764
<u>PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT AGRICOLE</u>	<u>29 932</u>	<u>1 336 618</u>	<u>43 713</u>	<u>2 113 935</u>
Machines et outils agricoles	13 487	550 546	17 502	748 635
Tracteurs agricoles	16 427	785 454	26 200	1 364 859
Autres produits finis d'équipement agricole	18	618	11	441
<u>PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT INDUSTRIEL</u>	<u>534 350</u>	<u>37 177 484</u>	<u>580 700</u>	<u>44 818 648</u>
Courroies en caoutchouc	4 684	203 015	2 026	133 411
Bandages pneumatiques, chambre à air pour voitures indus.	20 366	562 295	22 864	747 282
Outils de métier	5 495	398 416	6 620	368 700
Matériel pour voie ferrée	42 855	354 650	49 202	459 853

IMPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES (Suite)

	2 005		2 006	
	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH
Réservoirs, bouteilles et fûts métalliques	27 677	892 914	25 486	829 057
Machines outils	8 254	410 264	9 972	518 507
Chaudières	654	17 520	1 151	82 763
Parties et pièces détachées pour machines	1 893	169 175	1 949	195 936
Moteurs à pistons et autres moteurs	17 711	822 005	19 117	1 313 224
Pompes et compresseurs	11 843	931 599	12 259	1 011 309
Groupes pour le conditionnement de l'air	9 141	532 939	10 417	563 245
Fours industriels	2 493	158 978	6 676	205 386
Machines, appareils pour industries alimentaires	4 669	497 358	4 050	477 760
Machines et appareils divers	61 131	7 210 384	69 087	8 692 560
Matériel à broyer, à agglomérer	29 058	1 447 983	43 161	1 772 232
Ascenseurs, appareils de levage et manutention	18 674	754 125	22 983	988 643
Machines textiles	6 758	665 000	6 789	725 909
Roulements	1 680	182 500	2 026	195 780
Arbres de transmission, manivelles, vilebrequins	2 175	350 443	2 670	387 030
Machines génératrices et moteurs électriques	5 841	328 631	10 474	644 034
Piles électriques	907	19 885	1 126	26 816
Appareils électriques pour téléphonie et télégraphie	2 783	1 196 566	2 649	1 143 863
Appareils émetteurs radio	757	572 475	892	531 544
Appareils de coupure électriques	8 351	1 788 921	8 026	1 911 426
Matériel ferroviaire roulant	1 458	25 617	3 849	252 155
Tracteurs sauf agricoles	1 499	49 040	1 829	56 359
Voitures industrielles	58 093	3 350 404	65 230	3 872 599
Parties et pièces détachées pour voitures industrielles	4 204	124 362	6 535	205 913
Chariot de manutention	6 153	210 890	8 499	272 412
Matériel d'extraction	31 269	1 132 748	35 468	1 278 910
Bateaux de mer	41 171	394 547	12 613	351 962
Avions	103	1 189 790	348	2 810 861
Diodes	79	19 889	127	31 498
Fils et câbles pour l'électricité	26 499	2 649 295	31 674	3 569 457
Sous systèmes électroniques	1 060	978 767	900	565 145
Autres produits finis d'équipement industriel	66 912	6 584 094	71 956	7 625 107
PRODUITS FINIS DE CONSOMMATION	666 497	37 559 523	729 813	41 026 294
Médicaments	4 702	2 381 602	4 526	2 526 050
Parfumeries	19 126	545 365	26 350	697 927
Ouvrages en matières plastiques	40 626	1 677 375	47 609	2 008 114
Bandages pneumatiques pour véhicules sauf industriels	1 664	28 296	1 665	29 723
Papiers finis et ouvrages en papier	39 454	1 203 381	37 707	1 292 550
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	43 289	2 922 233	48 000	3 064 881
Tissus de laine, poil ou crin	4 217	674 009	5 277	977 644
Tissus de coton	43 164	4 300 247	42 989	4 180 126
Articles de bonneterie	19 999	1 359 799	20 140	1 263 996
Vêtements confectionnés	2 949	486 600	3 444	449 451
Linge de maison	2 306	98 936	2 078	74 437
Chaussures	8 697	240 059	7 629	255 280
Vaisselle et objets céramiques divers	23 172	177 622	23 827	177 377
Ouvrages en verre finis	22 315	186 326	21 318	188 901
Quincaillerie de ménage	15 079	367 055	16 021	385 810

IMPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES (Suite)

	2 005		2 006	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
Cuisinières et appareils de chauffage	11 345	289 403	12 467	360 036
Ouvrages finis en fonte, fer ou acier	12 847	406 666	15 173	534 983
Réfrigérateurs domestiques	13 910	481 961	15 573	563 802
Appareils récepteurs radio et télévision	27 357	3 855 199	30 241	3 778 655
Lampes et tubes électriques	3 506	178 591	3 098	155 116
Voitures de tourisme	64 591	5 026 362	81 347	6 234 540
Parties et pièces détachées pour voitures de tourisme	30 491	1 028 159	28 087	1 014 077
Parties de carrosserie	4 900	201 672	4 559	186 262
Cycles et motocycles	7 588	260 027	9 195	319 949
Velours	4 216	353 320	3 664	263 959
Autres produits finis de consommation	194 987	8 829 258	217 829	10 042 648
<u>OR INDUSTRIEL</u>	<u>12</u>	<u>282 240</u>	<u>40</u>	<u>181 645</u>
<u>TOTAL DES IMPORTATIONS</u>	<u>34 879 355</u>	<u>184 379 498</u>	<u>34 634 205</u>	<u>210 553 608</u>

EXPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES

	2 005		2 006	
	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH
<u>ALIMENTATION, BOISSONS ET TABACS</u>	1 806 559	19 431 182	1 940 837	21 176 434
Viande fraîche, congelée, etc.	12	176	7	1 150
Poissons frais, sales, séchés ou fumés	82 726	1 654 462	128 386	1 984 346
Crustacés, mollusques et coquillages	81 147	3 944 676	92 085	4 265 902
Légumes frais, congelés ou en saumure	182 103	1 306 697	209 271	1 595 749
Tomates fraîches	216 984	1 252 220	217 382	1 201 990
Pommes de terre sauf de semence	42 193	136 925	34 167	110 778
Légumes et plantes potagers desséchés	460	10 208	798	8 209
Légumes à cosse secs	5 878	22 514	2 217	18 432
Agrumes	567 407	3 029 865	581 005	2 867 626
Fruits secs divers	2 731	108 320	3 222	80 674
Epices	5 169	60 949	4 381	47 940
Poissons en conserve	133 990	3 625 818	151 918	4 213 160
Jus de fruits et de légumes	197	2 557	708	5 468
Conserves de légumes	71 814	1 076 166	65 657	1 026 967
Conserves de fruits et confitures	14 181	158 526	15 369	179 105
Fruits frais, congelés ou en saumure	124 250	1 013 591	122 606	1 074 907
Vin, liqueurs, mousseux, vermouths etc.	6 776	84 058	5 945	88 727
Tourteaux et drèches	15	105	160	465
Farine et poudre de poisson	55 389	310 794	49 334	370 649
Autres produits alimentaires	213 137	1 632 555	256 219	2 034 190
<u>ENERGIE ET LUBRIFIANTS</u>	914 435	2 359 403	509 532	2 107 114
Huile de pétrole et lubrifiants	168 622	895 266	169 426	1 094 897
Autres produits énergétiques	745 813	1 464 137	340 106	1 012 217
<u>PRODUITS BRUTS D'ORIGINE ANIMALE ET VEGETALE</u>	248 871	3 379 796	231 674	3 192 492
Boyaux frais, secs, salés	4 624	363 260	5 117	420 171
Graisse et huile de poissons	23 108	124 645	21 272	144 134
Graines, spores et fruits à ensemercer	16	18 782	60	16 478
Plantes et parties de plantes	12 470	210 399	12 569	233 766
Agar-agar	1 138	172 866	1 095	200 364
Crin végétal	750	2 573	648	2 211
Alfa	0	10	62	66
Huile d'olive brute et raffinée	31 537	1 016 585	15 678	600 524
Fleurs et boutons de fleurs	948	32 862	1 142	36 604
Peaux brutes	27	14 501	24	340
Liège brut, élaboré et mi-ouvré	9 460	70 415	11 282	75 195
Pâte à papier	121 290	497 927	104 491	483 123
Laine et poils	823	8 820	349	7 887
Coton	610	4 747	1 330	8 517
Corail	2	4 040	2	1 309
Algues	8 462	121 371	6 973	163 563
Autres produits bruts d'origine animale et végétale	33 606	715 993	49 580	798 240

EXPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES (Suite)

	2 005		2 006	
	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH
<u>PRODUITS BRUTS D'ORIGINE MINERALE</u>	<u>16 192 132</u>	<u>7 121 797</u>	<u>16 599 502</u>	<u>8 841 633</u>
Phosphates	13 385 311	4 593 001	13 398 591	5 080 698
Sulfate de baryum	334 856	152 071	506 191	244 321
Minerai de fer	11 012	3 246	11 373	2 435
Minerai de manganèse	7 815	12 136	12 136	25 017
Minerai de cuivre	14 818	94 223	17 860	214 548
Minerai de plomb	32 788	148 459	30 949	203 441
Minerai de zinc	223 144	555 856	156 611	1 038 547
Minerai d'antimoine	46	155	10	40
Ferraille, déchets, débris de fonte, fer et acier	306 110	563 414	167 667	363 251
Déchets et débris de cuivre, alliés ou non	15 032	358 901	17 723	776 160
Fluorine spath fluor	79 742	116 170	106 944	160 251
Minerai d'étain	0	0	4	55
Autres produits bruts d'origine minérale	1 781 458	524 165	2 173 443	732 869
<u>DEMI PRODUITS</u>	<u>5 535 729</u>	<u>26 874 641</u>	<u>5 283 091</u>	<u>29 489 159</u>
Engrais naturels et chimiques	1 922 760	3 939 126	2 167 429	4 693 663
Huiles volatiles et essences	335	77 180	510	108 782
Cuirs et peaux	511	92 387	686	150 588
Liège ouvré et aggloméré	1 001	103 316	790	78 763
Argent brut	223	451 285	226	704 702
Plomb brut	54 343	456 980	49 932	609 028
Acide phosphorique	2 315 391	7 641 413	2 188 796	7 891 341
Bois	17 203	253 058	22 528	320 248
Fils de fibres synthétiques et artificielles pour tissage	2 508	132 584	2 881	153 238
Fils de coton	1 702	51 338	1 804	69 556
Ciment	100 356	36 638	33 903	12 204
Tôles	130 457	878 398	181 581	1 301 147
Composants électroniques (transistors)	2 031	5 492 091	187	6 243 868
Autres demi-produits	986 908	7 268 847	631 838	7 152 031
<u>PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT AGRICOLE</u>	<u>168</u>	<u>30 775</u>	<u>95</u>	<u>24 412</u>
Produits finis d'équipement agricole	168	30 775	95	24 412
<u>PRODUITS FINIS D'EQUIPEMENT INDUSTRIEL</u>	<u>61 248</u>	<u>8 411 470</u>	<u>86 499</u>	<u>11 937 158</u>
Parties et pièces détachées pour voitures industrielles	1	22	87	2 141
Voitures industrielles	506	26 606	2 667	211 056
Bandages et pneumatiques	1 908	58 500	870	29 216
Bateaux de mer	1	35	2	7 758
Diodes	0	3 833	1	5 508
Fils et câbles pour l'électricité	33 664	5 155 168	39 122	6 601 907
Sous systèmes électroniques	31	132 530	0	196 641
Autres produits finis d'équipement industriel	25 137	3 034 776	43 750	4 882 931

EXPORTATIONS PAR PRODUITS REMARQUABLES (Suite)

	2 005		2 006	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
<u>PRODUITS FINIS DE CONSOMMATION</u>	<u>230 386</u>	<u>31 489 470</u>	<u>236 821</u>	<u>35 030 079</u>
Maroquinerie, sacs et articles de voyage	1 129	286 306	1 011	303 423
Tissus de fibres synthétiques et artificielles	2 430	212 424	1 960	242 148
Tissus de coton	2 368	174 544	3 084	255 796
Tapis	1 858	138 158	1 499	124 975
Articles de bonneterie	47 806	6 847 201	47 434	7 192 424
Vêtements confectionnés	70 671	17 899 014	77 233	20 698 969
Couvertures	706	76 438	733	85 535
Articles confectionnés en tissu	641	240 715	918	274 859
Chaussures	11 295	1 726 327	12 800	1 834 011
Quincaillerie de ménage	2 955	107 745	1 753	59 340
Linge de maison	1 730	143 180	1 222	115 803
Médicaments	1 618	240 828	1 875	275 219
Parfumeries	4 956	203 683	5 409	276 788
Vêtements en cuir	593	218 788	523	184 361
Articles de sanitaire	21 932	248 972	21 525	252 407
Pièces détachées pour voitures de tourisme	6 145	579 850	5 616	669 413
Velours	37	3 856	79	7 082
Autres produits finis de consommation	51 516	2 141 441	52 147	2 177 526
<u>OR INDUSTRIEL</u>	<u>2</u>	<u>166 661</u>	<u>1</u>	<u>180 778</u>
<u>TOTAL DES EXPORTATIONS</u>	<u>24 989 530</u>	<u>99 265 195</u>	<u>24 888 054</u>	<u>111 979 259</u>

IMPORTATIONS PAR PAYS

	2 005			2 006	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>		<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
FRANCE	3 353 404	33 483 012	FRANCE	2 635 161	37 140 455
ESPAGNE	1 654 398	21 448 422	ESPAGNE	1 901 627	24 127 535
RUSSIE	5 353 580	12 652 795	ARABIE SAOUDITE	3 924 992	13 922 609
ARABIE SAOUDITE	3 777 246	12 186 202	ITALIE	577 306	13 299 079
ITALIE	687 582	11 103 054	CHINE	568 291	11 068 627
CHINE	559 375	9 399 288	ALLEMAGNE	574 475	9 794 192
ALLEMAGNE	797 542	8 866 400	RUSSIE	3 957 598	9 650 921
ETATS-UNIS	2 004 243	6 103 570	ETATS-UNIS	3 152 598	9 492 103
IRAN	1 431 758	5 007 569	IRAN	2 086 269	8 317 600
GRANDE-BRETAGNE	251 342	4 126 950	TURQUIE	843 586	5 488 780
BRESIL	1 075 670	4 013 962	PAYS-BAS	608 362	4 683 467
TURQUIE	475 185	3 558 035	U.E.B.L	431 047	4 410 085
PAYS-BAS	423 137	3 509 729	GRANDE-BRETAGNE	271 983	4 365 292
U.E.B.L	343 195	3 349 623	ALGERIE	1 190 486	4 086 903
JAPON	41 355	3 218 510	BRESIL	917 570	4 033 850
ALGERIE	1 009 241	3 168 851	JAPON	49 178	3 574 848
SUEDE	435 698	2 728 094	SUEDE	423 569	3 013 823
COREE DU SUD	60 246	2 339 081	COREE DU SUD	147 304	2 888 644
AFRIQUE DU SUD	3 361 113	2 332 918	ARGENTINE	630 901	2 782 339
ARGENTINE	1 150 359	2 286 656	PORTUGAL	375 839	2 576 575
SUISSE	12 158	2 070 213	UKRAINE	1 244 432	2 206 589
PORTUGAL	197 459	2 000 906	AFRIQUE DU SUD	3 078 118	2 046 311
UKRAINE	1 335 554	1 998 496	SUISSE	17 885	1 995 644
CANADA	664 689	1 881 129	EGYPTE	329 060	1 834 593
IRLANDE	59 298	1 470 500	INDE	70 904	1 616 383
EGYPTE	237 995	1 431 965	CANADA	636 949	1 546 094
POLOGNE	1 045 285	1 351 262	POLOGNE	701 386	1 414 856
INDE	66 173	1 340 848	EMIRATS ARABES UNIS	367 954	1 336 234
TUNISIE	113 442	1 105 689	IRLANDE	41 412	1 270 077
FINLANDE	142 628	1 071 484	FINLANDE	155 469	1 204 219
EMIRATS ARABES UNIS	346 690	877 093	TUNISIE	114 434	1 177 430
TAIWAN	13 360	669 380	ROUMANIE	76 716	869 993
LIBYE	218 304	629 334	LIBYE	174 563	830 838
AUTRICHE	24 772	613 745	AUTRICHE	53 709	802 462
ROUMANIE	116 248	612 919	HONGRIE	4 238	774 387
IRAQ	157 379	557 045	MALAISIE	26 553	753 537
HONGRIE	4 397	554 793	INDONESIE	290 533	716 435
NORVEGE	73 446	538 893	TAIWAN	12 494	615 077
REPUBLIQUE TCHEQUE	68 837	517 961	REPUBLIQUE TCHEQUE	150 805	588 186
THAILANDE	17 489	444 760	THAILANDE	58 408	526 000
INDONESIE	39 233	434 110	GRECE	60 387	484 434
MALAISIE	16 499	423 701	DANEMARK	9 918	424 137
DANEMARK	12 788	409 716	NORVEGE	41 071	420 038
URUGUAY	220 788	371 201	HONDURAS	10 146	416 444
GRECE	53 964	344 879	VENEZUELA	496 621	318 380
PARAGUAY	109 946	297 445	NOUVELLE-ZELANDE	14 091	271 608
AUSTRALIE	69 458	292 101	NIGERIA	97 319	262 803
BAHREIN	38 305	273 996	URUGUAY	159 551	255 302
HONG-KONG	9 184	263 414	SLOVAQUIE	9 479	247 925
GABON	55 139	240 044	QATAR	20 602	235 955

IMPORTATIONS PAR PAYS (Suite)

	2 005			2 006	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>		<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
KOWEIT	161 129	237 592	GABON	54 482	235 318
NOUVELLE-ZELANDE	9 718	208 265	BAHREIN	8 166	216 705
CHILI	74 992	205 301	HONG-KONG	6 720	206 608
QATAR	16 632	184 309	KOWEIT	166 517	202 518
ANTILLES NEERLANDAISES	32 894	183 011	CHILI	66 077	192 735
SLOVAQUIE	8 500	172 705	SINGAPOUR	1 650	185 548
VENEZUELA	274 251	145 200	LIBAN	5 747	178 226
SYRIE	54 109	143 734	VIETNAM	10 436	174 778
VIETNAM	9 176	142 846	SYRIE	18 065	169 216
PAKISTAN	5 055	129 518	AUSTRALIE	5 806	165 662
SINGAPOUR	2 206	125 312	BULGARIE	29 347	162 688
LIBAN	4 532	122 655	MEXIQUE	1 146	152 704
COTE D'IVOIRE	22 202	118 820	GUINEE	23 412	131 525
MEXIQUE	1 935	117 988	COTE D'IVOIRE	34 605	125 885
CAMEROUN	18 671	111 815	COLOMBIE	130 647	123 136
TOGO	15 453	89 775	PAKISTAN	3 369	106 037
BULGARIE	52 436	88 284	SENEGAL	9 355	90 230
MALTE	21 302	84 489	CONGO	37 845	84 626
COLOMBIE	61 756	76 302	BURKINA FASO	6 250	74 078
MOLDAVIE	29 369	72 577	MALI	6 116	71 835
GUINEE	14 295	64 506	PEROU	5 382	62 709
SENEGAL	4 794	60 372	CAMEROUN	8 123	61 961
SLOVENIE	1 953	59 570	LITUANIE	18 726	59 206
CROATIE	9 972	59 030	SLOVENIE	1 351	56 376
NIGERIA	47 969	54 417	MADAGASCAR	3 915	47 071
MALI	5 081	52 292	BIELORUSSIE	19 720	46 161
BURKINA FASO	4 603	50 379	LETTONIE	12 259	46 109
CONGO	9 048	46 197	JORDANIE	4 416	43 752
JORDANIE	4 846	41 455	CROATIE	12 939	43 160
LITUANIE	11 064	37 581	MOLDAVIE	14 733	42 023
YEMEN	7 591	37 143	PORTO RICO	39	41 847
PHILIPPINES	578	34 810	BENIN	3 635	41 659
MADAGASCAR	2 835	31 592	BANGLADESH	3 183	40 515
BANGLADESH	3 035	30 905	GEORGIE	1 435	39 830
GUINEE EQUATORIALE	9 260	28 222	TOGO	8 758	39 608
OUGANDA	2 808	27 202	PHILIPPINES	406	36 722
BENIN	2 457	27 092	IRAQ	17 721	35 931
LETTONIE	9 199	26 648	REP. CENTRAFRICAINE	5 236	35 466
CUBA	18	25 895	CAP VERT	2 998	34 032
PANAMA	3 685	25 240	MALTE	808	33 582
R.D.CONGO(EX ZAIRE)	3 879	25 069	SRI LANKA	1 168	29 602
SRI LANKA	640	24 453	CUBA	444	24 119
OMAN	554	23 178	R.D.CONGO(EX ZAIRE)	3 480	23 130
PEROU	2 286	21 938	YOUgoslavIE	10 781	21 974
OUZBEKISTAN	691	18 699	GIBRALTAR	169	21 791
COSTA RICA	428	18 403	OUGANDA	1 486	21 182
LIBERIA	1 331	16 885	GUINEE EQUATORIALE	6 584	19 652
SAINT-HELENE	2	16 800	OMAN	616	19 512
GHANA	15 371	16 260	MALAWI	677	18 967
TCHAD	1 636	16 183	LIBERIA	950	18 359

IMPORTATIONS PAR PAYS (Suite)

	2 005			2 006	
	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH		Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH
EQUATEUR	3 447	14 558	TANZANIE	1 159	16 275
PORTO RICO	110	14 171	ESTONIE	3 111	15 335
TANZANIE	1 126	13 945	TCHAD	1 367	14 729
CAP VERT	1 442	13 555	MAURITANIE	3 773	13 848
YUGOSLAVIE	1 983	13 161	GHANA	14 725	13 567
BOSNIE HERZEGOVINE	2 216	11 162	ETHIOPIE	3 275	12 984
KENYA	1 283	10 066	BOSNIE HERZEGOVINE	2 618	12 573
MAURITANIE	1 783	9 405	COSTA RICA	336	12 126
REP. CENTRAFRICAINE	1 572	9 384	KENYA	1 254	10 992
ESTONIE	1 578	8 838	EQUATEUR	2 156	9 818
ETHIOPIE	2 345	7 216	PARAGUAY	5 310	8 518
MALAWI	240	7 051	OUZBEKISTAN	119	8 384
REP. DOMIMICAINE	373	6 822	ISLANDE	247	8 115
GUATEMALA	274	5 793	GUATEMALA	250	6 341
TADJIKISTAN	113	5 788	ALBANIE	74	5 156
CHYPRE	113	5 379	CHYPRE	229	4 446
RWANDA	196	3 854	TUKMENISTAN	299	4 438
ISLANDE	51	3 278	SOUDAN	594	4 334
BIELORUSSIE	79	2 921	MAURIC (ILES)	18	4 160
ANGOLA	653	2 812	SALVADOR	42	3 868
GEORGIE	22	2 766	ANDORRE	20	3 418
SIERRA LEONE	1 214	2 367	SIERRA LEONE	1 180	3 350
ZIMBABWE	101	2 356	BAHAMAS	26	2 716
NAMIBIE	68	2 296	REP. DOMIMICAINE	48	2 006
PAPOUASIE	7	1 987	ANGOLA	194	1 856
BURUNDI	93	1 793	CAMBODGE	6	1 796
MAURIC (ILES)	4	1 429	COMORES (ILES)	50	1 343
BAHAMAS	17	1 249	MACAO	1	1 312
SALVADOR	16	1 208	TADJIKISTAN	22	1 272
KAZAKHSTAN	160	1 072	MACEDOINE	52	1 175
REUNION (LA)	280	915	KAZAKHSTAN	103	849
NICARAGUA	39	888	BOLIVIE	18	615
SOUDAN	36	579	NIGER	65	539
FAEROE (ILES)	158	550	SURINAM	53	294
GUADELOUPE		447	ERYTHREE	4	275
SEYCHELLES	13	406	PAPOUASIE	4	269
NIGER	25	382	GAMBIE	21	209
CAMBODGE		364	NOUVELLE CALEDONIE	10	198
MACEDOINE	20	303	BARBADE	4	180
AZERBAIDJAN	21	244	ANTIGUA ET BARBUDA	24	149
ZAMBIE	19	238	ZIMBABWE	2	147
SAINT MARTIN	2	231	MYANMAR	9	135
SWAZILAND	24	199	SAINT-HELENE	9	131
SURINAM	40	198	PANAMA	25	112
MACAO		189	MALDIVES (ILES)		99
AUTRES	11 196	435 026	AUTRES	54	2 992
TOTAL	34 879 355	184 379 498	TOTAL	34 634 205	210 553 608

EXPORTATIONS PAR PAYS

	2 005			2 006	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>		<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
FRANCE	1 936 140	29 828 693	FRANCE	1 606 410	32 518 002
ESPAGNE	3 755 898	19 844 144	ESPAGNE	3 557 070	22 619 737
GRANDE-BRETAGNE	389 024	6 288 575	GRANDE-BRETAGNE	326 675	6 866 834
ITALIE	634 511	4 962 229	ITALIE	528 019	5 586 568
INDE	2 112 013	3 938 720	INDE	2 380 335	4 456 486
ALLEMAGNE	447 199	3 176 546	ALLEMAGNE	540 320	3 422 513
U.E.B.L	823 970	2 755 322	U.E.B.L	739 236	3 280 744
ETATS-UNIS	2 801 777	2 534 857	PAYS-BAS	440 434	2 640 154
PAYS-BAS	526 810	2 510 899	BRESIL	1 451 360	2 608 679
BRESIL	1 537 339	2 198 156	ETATS-UNIS	2 514 934	2 253 755
PORTUGAL	303 123	1 662 651	PORTUGAL	283 553	2 057 807
RUSSIE	245 102	1 248 537	RUSSIE	310 473	1 570 209
JAPON	144 007	1 011 893	SUISSE	30 266	1 412 500
SUISSE	35 241	1 000 615	TURQUIE	587 496	1 075 527
PAKISTAN	519 603	989 278	CHINE	130 390	946 789
TURQUIE	351 047	773 074	JAPON	190 494	893 637
ARABIE SAOUDITE	133 424	754 171	PAKISTAN	410 124	836 285
CANADA	169 039	731 849	CANADA	142 657	791 136
CHINE	132 486	670 388	TUNISIE	134 999	784 850
NOUVELLE-ZELANDE	722 664	523 731	GRECE	161 087	693 326
MEXIQUE	1 000 895	465 749	NOUVELLE-ZELANDE	733 300	639 450
ALGERIE	85 821	445 626	IRAN	377 070	531 682
TUNISIE	80 373	441 992	ARABIE SAOUDITE	103 624	514 690
SENEGAL	82 628	414 477	ALGERIE	67 388	505 793
AUTRICHE	162 079	398 206	ARGENTINE	258 063	486 601
SYRIE	64 977	377 790	SENEGAL	92 275	473 447
IRAN	336 245	362 790	MEXIQUE	924 546	428 369
GRECE	137 813	358 588	LITUANIE	546 906	422 679
COREE DU SUD	410 976	317 410	AUTRICHE	171 999	405 518
POLOGNE	809 007	313 336	EGYPTE	53 089	329 616
AUSTRALIE	559 263	311 854	COREE DU SUD	399 947	327 485
THAILANDE	299 717	280 801	THAILANDE	129 572	324 659
EMIRATS ARABES UNIS	32 104	258 675	POLOGNE	886 209	322 806
IRLANDE	27 665	253 454	AUSTRALIE	428 551	322 653
NIGERIA	37 522	249 452	SYRIE	30 634	311 220
COTE D'IVOIRE	40 166	245 057	SLOVAQUIE	8 465	309 646
LITUANIE	263 753	231 923	BULGARIE	267 163	288 959
EGYPTE	46 261	228 418	IRLANDE	11 549	282 281
INDONESIE	523 492	220 409	MAURITANIE	87 475	279 858
NORVEGE	184 594	213 964	LIBAN	26 473	256 166
MAURITANIE	52 210	210 553	INDONESIE	683 280	236 599
ARGENTINE	97 924	197 956	NORVEGE	201 837	231 775
SLOVAQUIE	6 767	196 871	COTE D'IVOIRE	36 925	229 630
BULGARIE	156 093	171 780	GHANA	25 736	218 565
LIBYE	11 897	170 788	CONGO	13 636	216 060
GUINEE	55 122	162 719	JORDANIE	11 385	212 538
LIBAN	15 065	162 645	BENIN	31 317	210 064
JORDANIE	6 647	140 012	EMIRATS ARABES UNIS	12 354	207 001
CONGO	14 610	130 808	LIBYE	12 616	199 808
MALI	9 204	127 423	GUINEE	43 675	194 215

EXPORTATIONS PAR PAYS (Suite)

	2 005			2 006	
	<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>		<i>Poids Tonnes(T)</i>	<i>Valeur 1000 DH</i>
ROUMANIE	283 854	127 348	MALI	18 289	184 634
TOGO	6 833	124 144	ANGOLA	28 305	180 356
ANGOLA	15 594	122 221	GUINEE EQUATORIALE	23 720	169 352
BENIN	6 764	122 073	GABON	10 173	155 273
GHANA	10 133	121 361	R.D.CONGO(EX ZAIRE)	17 080	151 990
BURKINA FASO	28 752	120 628	NIGERIA	19 634	148 491
FINLANDE	16 342	116 571	TOGO	10 081	144 489
SALVADOR	28 628	113 568	CROATIE	331 207	142 077
CROATIE	276 893	107 468	VENEZUELA	248 910	133 820
GABON	6 201	100 893	YEMEN	5 527	125 077
R.D.CONGO(EX ZAIRE)	14 761	96 264	REPUBLIQUE TCHEQUE	1 482	123 743
URUGUAY	53 313	95 070	ROUMANIE	147 046	103 042
YEMEN	3 536	82 701	BURKINA FASO	20 420	96 303
SUEDE	10 706	81 376	GAMBIE	25 688	96 189
KENYA	23 928	80 882	CAMEROUN	8 757	87 760
GAMBIE	50 965	78 416	IRAQ	6 040	73 720
VENEZUELA	149 445	77 237	OMAN	2 301	70 858
REPUBLIQUE TCHEQUE	887	76 763	AFRIQUE DU SUD	33 509	69 303
GUINEE EQUATORIALE	12 080	75 722	KOWEIT	3 236	65 201
AFRIQUE DU SUD	7 255	68 121	PHILIPPINES	167 672	63 608
KOWEIT	3 435	55 278	SUEDE	7 129	55 373
COLOMBIE	106 842	50 654	PANAMA	2 412	53 145
CAMEROUN	7 136	49 766	LIBERIA	12 348	51 388
LIBERIA	10 585	45 857	COLOMBIE	89 157	50 526
NIGER	8 520	45 203	FINLANDE	6 556	49 798
REUNION (LA)	3 905	43 077	REUNION (LA)	3 900	49 096
SRI LANKA	1 453	36 432	TAIWAN	53 632	44 913
PEROU	108 536	34 014	NIGER	5 112	43 927
OMAN	1 323	32 476	BANGLADESH	64 221	43 816
DANEMARK	3 486	31 828	PEROU	133 297	42 890
TAIWAN	50 129	31 243	LETTONIE	4 719	42 648
MAURIC (ILES)	1 485	28 355	MAURIC (ILES)	1 495	37 413
PANAMA	351	27 462	QATAR	1 086	32 968
SIERRA LEONE	1 104	26 970	HONG-KONG	890	29 706
UKRAINE	3 720	26 781	SRI LANKA	560	28 292
HONG-KONG	700	24 808	KENYA	2 110	27 110
TRINIDAD	10 287	23 210	DANEMARK	2 380	26 844
MALAISIE	657	23 197	CUBA	12 208	23 880
HONGRIE	2 000	20 342	MALTE	1 977	23 233
BIELORUSSIE	3 378	19 755	URUGUAY	10 208	22 701
MADAGASCAR	2 701	18 465	UKRAINE	2 950	22 522
QATAR	545	17 629	SIERRA LEONE	1 219	22 379
LETTONIE	2 569	16 751	MALAISIE	594	22 071
MALTE	1 251	16 682	REP. DOMIMICAINE	1 166	21 505
TCHAD	510	16 466	HAITI	444	19 498
AZERBAIDJAN	60	16 244	SLOVENIE	1 087	18 170
CHILI	1 051	12 104	TCHAD	465	17 079
COMORES (ILES)	639	11 980	MADAGASCAR	1 312	17 040
SINGAPOUR	451	11 182	TRINIDAD	1 698	16 574
REP. CENTRAFRICAINE	3 563	10 288	HONGRIE	1 419	15 917

EXPORTATIONS PAR PAYS (Suite)

	2 005			2 006	
	Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH		Poids Tonnes(T)	Valeur 1000 DH
ISLANDE	1 948	10 195	CHILI	1 005	15 807
MAYOTEE	554	10 153	YOUgoslavIE	1 574	12 221
CUBA	1 567	9 571	REP. CENTRAFRICAINE	3 369	12 126
GUADELOUPE	463	8 649	MAYOTEE	437	9 272
BANGLADESH	4 329	8 161	NOUVELLE CALEDONIE	407	8 863
NOUVELLE CALEDONIE	365	7 732	NAMIBIE	4 976	8 486
GUINEE BISSAU	10 517	7 466	ISLANDE	614	7 974
YOUgoslavIE	591	7 351	BAHREIN	253	7 970
CAP VERT	8 650	7 350	COMORES (ILES)	409	7 758
GEORGIE	428	7 268	ALBANIE	354	7 593
ALBANIE	343	7 248	GEORGIE	8 423	6 005
HAITI	283	7 224	PARAGUAY	174	6 004
SLOVENIE	126	7 084	MARTINIQUE	274	5 863
BAHREIN	491	6 901	PORTO RICO	62	5 802
PARAGUAY	193	6 325	TANZANIE	265	5 772
REP. DOMIMICAINE	565	5 917	GUADELOUPE	305	5 769
MARTINIQUE	375	5 698	SINGAPOUR	216	5 437
SOUDAN	251	5 675	ESTONIE	407	5 352
HONDURAS	645	4 981	HONDURAS	887	5 313
CHYPRE	370	4 575	SOUDAN	156	5 200
JAMAIQUE	358	3 919	ETHIOPIE	55	4 510
BOSNIE HERZEGOVINE	599	3 629	COSTA RICA	183	3 961
GUYANE FRANCAISE	246	3 352	GUYANE FRANCAISE	155	3 339
VIETNAM	913	2 962	SALVADOR	115	3 257
PHILIPPINES	152	2 898	BOLIVIE	115	2 957
IRAQ	83	2 805	CHYPRE	112	2 768
COSTA RICA	52	2 573	MACEDOINE	105	2 342
TANZANIE	96	2 208	GIBRALTAR	4	1 866
GIBRALTAR	82	1 775	ZIMBABWE	48	1 856
ETHIOPIE	55	1 608	BOSNIE HERZEGOVINE	118	1 719
PORTO RICO	38	1 604	DJIBOUTI	23	1 548
SAO TOME	3 250	1 387	GUINEE BISSAU	227	1 416
ZIMBABWE	39	1 284	MACAO	32	1 270
AFGHANISTAN	262	1 157	AZERBAIDJAN	80	1 191
POLYNESIE FRANCAISE	46	1 086	OUGANDA	5	996
RWANDA	17	1 064	ERYTHREE	184	929
BOLIVIE	50	1 061	SURINAM	38	889
DJIBOUTI	25	1 006	RWANDA	40	874
GUYANE	144	975	CAP VERT	7	822
SURINAM	36	844	ANTIGUA ET BARBUDA	11	792
ESTONIE	84	746	FIJI	61	784
GUATEMALA	22	689	POLYNESIE FRANCAISE	31	765
ANDORRE	8	663	BAHAMAS	30	726
WALLIS ET FUTUNA	29	619	WALLIS ET FUTUNA	29	694
ERYTHREE	20	538	VIETNAM	11	674
SOMALIE	20	479	BURUNDI	18	529
AUTRES	269 201	797 560	AUTRES	161 431	1 188 119
TOTAL	24 989 530	99 265 195	TOTAL	24 888 054	111 979 259

Loi n°19-06 relative aux déclarations statistiques aux fins d'élaboration des données des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale du Maroc

LOI N° 19-06
RELATIVE AUX DECLARATIONS STATISTIQUES AUX
FINS D'ELABORATION DES DONNEES DES ECHANGES
EXTERIEURS, DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET
DE LA POSITION FINANCIERE EXTERIEURE
GLOBALE DU MAROC

-==--==--

Chapitre premier
Dispositions générales
 Article premier

Les dispositions de la présente loi s'appliquent aux opérations commerciales et financières réalisées entre résidents et non-résidents, aux mouvements de fonds entre le Maroc et l'étranger ou, au Maroc, entre résidents et non-résidents et, de manière générale, à toutes les opérations qui doivent être enregistrées dans les statistiques des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale.

Les opérations susvisées font obligatoirement l'objet de déclarations statistiques dans les conditions et formes prévues par les dispositions de la présente loi et des textes pris pour son application.

Article 2

Au sens de la présente loi, on entend par résidents :

- les personnes physiques de nationalité marocaine ayant leur résidence habituelle au Maroc y compris les fonctionnaires marocains en poste à l'étranger ;
- les personnes physiques de nationalité étrangère domiciliées au Maroc, ainsi que celles considérées comme résidentes au sens de la législation fiscale en vigueur ;
- les personnes morales marocaines et les établissements, agences, succursales ou autres dépendances que possèdent au Maroc des personnes morales étrangères ou des personnes physiques étrangères non résidentes ;
- les personnes physiques ou morales installées dans les places financières offshore et les zones franches.

Chapitre II
Déclarations statistiques
 Article 3

Les opérations visées à l'article premier ci-dessus, effectuées par l'entremise des établissements de crédit tels que définis à l'article premier de la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés promulguée par le dahir n° 1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) ou par d'autres établissements agréés pour effectuer les opérations de change ou par les banques offshore, font l'objet de déclarations statistiques établies par lesdits établissements. A cette fin, les résidents, auteurs ou bénéficiaires de ces opérations, doivent leur communiquer les renseignements nécessaires à l'établissement desdites déclarations.

Lorsque ces opérations ne sont pas effectuées par l'entremise des établissements susvisés, les déclarations statistiques y afférentes sont effectuées par les résidents auteurs ou bénéficiaires desdites opérations.

Article 4

Par complément des dispositions de l'article premier du dahir n°1-58-021 du premier rejev 1377 (22 janvier 1958) relatif à l'Office des changes, ledit Office est chargé de l'élaboration, de la publication et de la diffusion des statistiques des échanges extérieurs, de la balance des paiements et de la position financière extérieure globale du Maroc, conformément aux normes nationales et internationales en la matière.

A cet effet, les déclarations statistiques visées à l'article 3 ci-dessus doivent lui être adressées selon les formes et modalités fixées par voie réglementaire.

L'Office des changes est également habilité à effectuer toute enquête ou investigation directement auprès des personnes assujetties à l'obligation de déclaration statistique, conformément aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux enquêtes statistiques des services publics.

Article 5

Les enquêtes et investigations statistiques visées à l'article 4 ci-dessus sont effectuées par des enquêteurs statistiques assermentés, dûment habilités à cet effet par le directeur de l'Office des changes.

Lesdits enquêteurs peuvent également être chargés par ledit directeur de s'assurer du respect des dispositions de la présente loi par les personnes assujetties à l'obligation de déclaration statistique et de constater les infractions visées aux articles 8 et 10 de la présente loi.

Le secret professionnel ne peut être opposé audit Office et à ses agents diligents à cet effet, agissant dans le cadre des dispositions de la présente loi.

Chapitre III

Secret des informations

Article 6

Sauf indications contraires prévues par des dispositions législatives en vigueur, les informations individuelles d'ordre économique et financier figurant sur les déclarations statistiques ou collectées à l'occasion d'enquêtes ou d'investigations statistiques effectuées par l'Office des changes, ne peuvent être communiquées par celui-ci à des tiers, sauf accord écrit préalable de la personne concernée ou à la demande de l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale.

Article 7

Sous peine des sanctions prévues à l'article 446 du code pénal, les agents de l'Office des changes sont strictement tenus au secret professionnel pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils ont pris connaissance dans le cadre de la collecte et du traitement des déclarations statistiques.

Il leur est interdit de publier, de divulguer, de communiquer ou d'utiliser à leur propre profit ou au profit de tiers, les documents ou informations individuel(le)s dont ils prennent connaissance à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Chapitre IV

Sanctions

Article 8

Le défaut de déclaration, les fausses déclarations ou le non respect des formes et modalités d'établissement ou de transmission des déclarations statistiques constituent des infractions aux dispositions de la présente loi.

Les infractions constatées à l'encontre des personnes assujetties à l'obligation de déclaration statistique autres que les établissements visés à l'article 3 de la présente loi, sont passibles d'une sanction pécuniaire dont le montant est fixé à 10% de la valeur globale des opérations objet des infractions constatées, sans que ce montant puisse dépasser dix mille dirhams pour les personnes physiques et cinquante mille dirhams pour les personnes morales.

Article 9

L'Office des changes notifie à l'assujetti à l'obligation de déclaration statistique les infractions relevées à son encontre et le met en demeure de lui faire part de toute justification ou explication utile à ce sujet, dans un délai qui ne peut être inférieur à trente jours, courant à compter de la date de la réception de la notification.

En cas de constatation de l'infraction, l'Office des changes notifie à l'intéressé le montant de la sanction pécuniaire prononcée à son encontre et le délai dans lequel le règlement dudit montant doit être effectué au profit de l'Office des changes, délai qui ne peut être inférieur à trente jours pour les personnes morales et à soixante jours pour les personnes physiques, à compter de la date de la réception de la notification par l'intéressé.

Les notifications peuvent être adressées soit par correspondance contre récépissé, soit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si l'intéressé refuse de recevoir la notification, l'Office des changes établit un procès-verbal de refus. La date de l'établissement dudit procès-verbal est réputée date de réception de la notification.

Article 10

Lorsque les infractions visées à l'article 8 sont constatées à l'encontre d'un établissement de crédit ou d'un établissement agréé pour effectuer les opérations de change ou d'une banque offshore, l'Office des Changes met en demeure l'établissement concerné de respecter les dispositions de la présente loi, dans un délai d'un mois, courant à compter de la date de l'envoi de la notification de la mise en demeure à l'établissement.

Passé ce délai et si l'établissement contrevenant continue à ne pas respecter les dispositions de la présente loi, il lui est appliqué une sanction pécuniaire dont le montant est fixé à 10 % de la valeur globale des opérations objet des infractions constatées, sans que ce montant puisse dépasser cent mille dirhams.

Lorsque les mesures prévues ci-dessus demeurent sans effet, le Gouverneur de Bank Al-Maghrib pour les établissements de crédit ou le ministre chargé des finances pour les établissements agréés à effectuer les opérations de change et les banques offshore, peut, sur proposition du directeur de l'Office des changes, prononcer à l'encontre de l'établissement récalcitrant la restriction ou l'interdiction d'effectuer certaines ou toutes opérations de change pour une période minimum d'un mois et maximum de six mois.

Pour les banques offshore, la sanction peut porter sur la suspension de l'agrément pour une période similaire.

Les sanctions prises en vertu des dispositions du présent article sont portées à la connaissance de la direction, du conseil d'administration ou du conseil de surveillance de l'établissement concerné.

Article 11

En cas de récidive, les sanctions appliquées au contrevenant sont portées au double.

Est en état de récidive, l'assujetti à l'obligation de déclaration statistique qui, après avoir fait l'objet d'une sanction pour une infraction antérieure, en commet une autre de même nature dans les douze mois qui suivent la date du constat de la première infraction.

Les sanctions prévues aux articles 8 et 10 ne peuvent être appliquées aux mêmes infractions ayant fait l'objet de poursuites dans le cadre de la législation en vigueur en matière douanière.

Article 12

Dans le cas où le règlement des sommes correspondant à la sanction pécuniaire n'a pas été effectué conformément aux dispositions des articles 9 et 10 de la présente loi, le recouvrement des sommes dues est assuré, à la demande de l'Office des changes et pour son compte, par les comptables de la Trésorerie générale du Royaume, dans les conditions prévues par la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques.

Chapitre V

Dispositions diverses

Article 13

Les publications portant sur les informations et/ou études relatives aux domaines visés à l'article 4 ci-dessus sont mises, par tous moyens en usage, à la disposition des usagers à titre gracieux.

Toutefois, certains travaux commandés à l'Office des changes par des tiers, ainsi que certaines publications peuvent être fournis contre paiement dans les conditions fixées par voie réglementaire.

Article 14

Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables aux opérations de commerce extérieur, lorsque celles-ci font l'objet de déclarations prévues par la législation en vigueur en matière douanière.

Toutefois, l'Office des changes peut recueillir, directement auprès des personnes qui effectuent lesdites opérations, toute information complémentaire nécessaire à l'élaboration des statistiques des échanges extérieurs et effectuer les enquêtes et les investigations visées à l'article 4 portant sur ces opérations.

Le texte en langue arabe a été publié dans l'édition générale du « Bulletin officiel » n° 5521 du 12 rabii II 1428 (30 avril 2007) et le texte en langue française dans l'édition de traduction officielle du « Bulletin officiel » n° 5522 du 15 rabii II 1428 (3 mai 2007).